

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2002 — 4739

[S - C - 2002/29627]

**19 DECEMBRE 2002. — Décret modifiant certaines dispositions relatives au statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Modifications au décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné*

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, 1°, les termes « et des homes pour enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe, » sont supprimés;

2° il est inséré un § 2<sup>bis</sup> rédigé comme suit :

« § 2<sup>bis</sup>. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, le présent décret s'applique aux agents contractuels subventionnés et aux membres du personnel engagés dans une fonction à charge du pouvoir organisateur pour ce qui concerne les dispositions de l'article 29<sup>bis</sup>, § 4. »

**Art. 2.** A l'article 3 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, le mot « définitivement » est inséré entre les mots « emploi » et « vacant »;

2° il est inséré un § 1<sup>er bis</sup> rédigé comme suit :

« § 1<sup>er bis</sup>. Pour l'application du présent décret, on entend par « emploi temporairement vacant » tout emploi créé pour une durée limitée à la fin de l'année scolaire ou tout emploi dont le titulaire est un membre du personnel engagé à titre définitif, momentanément éloigné du service pour une durée de dix jours ouvrables au moins, sauf la dérogation prévue par l'article 14 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives et de l'article 9 de l'arrêté royal du 30 décembre 1959 relatif aux congés de maladie et de maternité des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat. »;

3° il est inséré un § 1<sup>er ter</sup> rédigé comme suit :

« § 1<sup>er ter</sup>. Pour l'application du présent décret, les termes « emploi vacant » renvoient à la fois à la notion d'emploi définitivement vacant et à celle d'emploi temporairement vacant. »;

4° au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les termes « à l'exception des fonctions de sélection du personnel enseignant de l'enseignement normal moyen et de l'enseignement normal technique moyen, qui sont classées en fonctions de recrutement » sont supprimés;

5° au § 3 modifié par le décret du 8 février 1999, les termes « , de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 novembre 1993 portant statut pécuniaire des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française » sont insérés entre les termes « ministère de l'Instruction publique » et les termes « et de l'article 71 du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française. »;

6° au § 5, les termes « basé sur » sont remplacés par les termes « dont le projet éducatif et pédagogique est construit en référence à »;

7° il est inséré un § 7 rédigé comme suit :

« § 7. Pour l'application du présent décret, on entend par « changement d'affectation » le passage d'un établissement à un autre établissement appartenant au même pouvoir organisateur pour y exercer à titre définitif la même fonction que celle exercée à titre définitif dans l'établissement d'origine, conformément aux articles 41, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 49, alinéa 1<sup>er</sup>, et 56, alinéa 1<sup>er</sup>. »;

8° il est inséré un § 8 rédigé comme suit :

« § 8. Pour l'application du présent décret, on entend par « mutation » le passage d'un établissement d'enseignement subventionné à un autre établissement appartenant à un autre pouvoir organisateur d'enseignement libre subventionné pour y exercer à titre définitif la même fonction que celle exercée à titre définitif auprès du pouvoir organisateur d'origine, conformément aux articles 41, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 49, alinéa 2, et 56, alinéa 2. »;

9° il est inséré un § 9 rédigé comme suit :

« § 9. Pour l'application du présent décret, on entend par « changement de fonction », l'exercice d'une fonction autre que celle pour laquelle le membre du personnel est engagé à titre définitif. »;

10° il est inséré un § 10 rédigé comme suit :

« § 10. L'emploi dans le présent décret des noms masculins pour les différents titres et fonctions est épïcène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier. »;

11° il est inséré un § 11 rédigé comme suit :

« § 11. La motivation consiste en l'indication, dans l'acte, des considérations de droit et de fait servant de fondement à la décision. Elle doit être adéquate. »;

12° il est inséré un § 12 rédigé comme suit :

« § 12. Pour l'application du présent décret, la notion d'entité renvoie à l'entité de proximité visée à l'article 10 du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental. »;

13° il est inséré un § 13 rédigé comme suit :

« § 13. La notion de centre d'enseignement secondaire est celle visée à l'article 3, § 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement. »;

14° il est inséré un § 14 rédigé comme suit :

« § 14. L'abréviation utilisée dans le présent décret en vue d'en simplifier la présentation doit se lire comme suit :

CES : centre d'enseignement secondaire. »;

15° il est inséré un § 15 rédigé comme suit :

« § 15. L'ORCE est, dans l'enseignement fondamental, l'organe de concertation d'entité dont la composition, les compétences et les règles de fonctionnement sont réglées par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1<sup>er</sup> octobre 1998 appliquant l'article 25 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement en ce qui concerne l'enseignement libre confessionnel et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 janvier 1999 appliquant dans l'enseignement libre subventionné non confessionnel l'article 25 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement en ce qui concerne l'enseignement libre non confessionnel. »;

16° il est inséré un § 16 rédigé comme suit :

« § 16. L'ORCES est, dans l'enseignement secondaire, l'organe de concertation établi au niveau des centres d'enseignement secondaire dont la composition, les compétences et les règles de fonctionnement sont déterminées à l'arrêté royal du 30 mars 1982 relatif aux centres d'enseignement secondaire et fixant le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement secondaire de plein exercice. »;

17° il est inséré un § 17 rédigé comme suit :

« § 17. Pour l'application du présent décret, on entend par « catégorie » les catégories du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social. »;

18° il est inséré un § 18 rédigé comme suit :

« § 18. Pour l'application du présent décret, on entend par « secteur » les secteurs tels que définis à l'article 13, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice. »

**Art. 3.** L'article 9 du même décret est complété par le point suivant :

« 6° de traiter avec dignité et courtoisie les membres du personnel. Les membres du pouvoir organisateur et leurs délégués s'abstiennent de toute attitude verbale ou non-verbale qui pourrait compromettre cette dignité. Ils s'abstiennent de tout acte de harcèlement. »

**Art. 4.** L'article 14 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Ils exécutent ponctuellement les ordres de service et accomplissent leur tâche avec zèle et exactitude. »

**Art. 5.** L'article 15 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 15. Les membres du personnel exécutent leur travail avec soin, probité et conscience au lieu, au temps et dans les conditions convenus.

Les membres du personnel agissent conformément aux ordres et aux instructions qui leur sont donnés par les membres du pouvoir organisateur et leurs délégués en vue de l'exécution du contrat.

Les membres du personnel sont tenus à la correction la plus stricte tant dans leurs rapports de services que dans leurs rapports avec les élèves, leurs parents et le public. Ils s'entraident dans la mesure où l'exige l'intérêt de l'établissement. Ils évitent tout ce qui pourrait compromettre l'honneur ou la dignité de leur fonction.

Les membres du personnel s'abstiennent de tout ce qui pourrait nuire à leur propre sécurité, à celle de leurs collègues, des membres du pouvoir organisateur ou de leurs délégués, des élèves qui leur sont confiés ou de tiers.

Les membres du personnel restituent en bon état au pouvoir organisateur les instruments de travail et les matières premières restées sans emploi qui leur ont été confiés.

Les membres du personnel traitent avec dignité et courtoisie tant les membres du pouvoir organisateur et leurs délégués que leurs supérieurs hiérarchiques, leurs collègues, leurs subordonnés et leurs élèves. Ils s'abstiennent de toute attitude verbale ou non-verbale qui pourrait compromettre cette dignité. Ils s'abstiennent de tout acte de harcèlement. »

**Art. 6.** A l'article 21 du même décret, les termes « de l'établissement d'enseignement dans lequel » sont remplacés par les termes « et du projet pédagogique du pouvoir organisateur auprès duquel ».

**Art. 7.** A l'article 23 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « centrale » est inséré entre les mots « paritaire » et « compétente »;

2° à l'alinéa 2, le mot « centrale » est inséré entre les mots « paritaire » et « émet ».

**Art. 8.** A l'article 24 du même décret, les termes « de cet établissement d'enseignement » sont remplacés par les termes « et du projet pédagogique du pouvoir organisateur auquel appartient cet établissement d'enseignement ».

**Art. 9.** A l'article 26, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, modifié par le décret du 6 avril 1998, les termes « de l'établissement d'enseignement » sont remplacés par les termes « et du projet pédagogique de ce pouvoir organisateur ».

**Art. 10.** Au chapitre II du même décret est inséré une section V rédigée comme suit :

« Section V. — Dossier professionnel

Article 27bis. Le dossier professionnel des membres du personnel comprend le dossier administratif et, le cas échéant, le dossier disciplinaire.

Toute pièce versée au dossier disciplinaire doit faire l'objet d'un visa préalable du membre du personnel intéressé.

L'obligation visée à l'alinéa précédent est réputée remplie dès lors que le pouvoir organisateur fait la preuve que la demande de visa a été adressée au membre du personnel.

Le membre du personnel dispose d'un délai de cinq jours ouvrables pour viser la pièce versée au dossier disciplinaire, à partir du moment où la demande de visa lui a été adressée par le pouvoir organisateur.

Toute procédure disciplinaire ne peut s'appuyer que sur des pièces appartenant au dossier disciplinaire.

Le dossier administratif contient exclusivement les documents relatifs aux statuts administratif et pécuniaire du membre du personnel. Ces documents proviennent d'une part de la relation entre le pouvoir organisateur et le pouvoir subsidiant, et d'autre part, de la relation entre le pouvoir organisateur et le membre du personnel.

Le Gouvernement approuve les modalités de constitution du dossier et d'accès à celui-ci fixées par la Commission paritaire centrale compétente. »

**Art. 11.** Au chapitre III du même décret est insérée une section I<sup>re</sup>bis rédigée comme suit :

« Section I<sup>re</sup>bis. — Du calcul de l'ancienneté

Article 29bis. § 1<sup>er</sup>. Pour le calcul de l'ancienneté,

1° sans préjudice des dispositions de l'article 34bis, § 2, alinéas 2 et 3, sont seuls pris en considération les services subventionnés au 30 avril, en fonction principale, dans une fonction de la catégorie en cause, pour autant que le candidat porte le titre de capacité pour cette fonction tel que prévu à l'article 2;

2° le nombre de jours prestés en qualité de temporaire dans une fonction à prestations complètes est formé de tous les jours comptés du début à la fin de la période d'activité continue, y compris, s'ils sont englobés dans cette période, les congés de détente ainsi que les vacances de Noël et de Pâques, les congés de maternité, d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse ou les congés exceptionnels accordés conformément à la réglementation en vigueur; ce nombre de jours est multiplié par 1,2. Les jours prestés en qualité de définitif dans une fonction à prestations complètes se comptent du début à la fin d'une période ininterrompue d'activité de service, vacances d'été comprises.

§ 2. Les services rendus dans une fonction à prestations incomplètes comportant au moins la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes sont pris en considération au même titre que les services rendus dans une fonction à prestations complètes.

Le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations incomplètes qui ne comporte pas la moitié du nombre requis pour la fonction à prestations complètes, est réduit de moitié.

§ 3. Le nombre de jours acquis dans deux ou plusieurs fonctions à prestations complètes ou incomplètes, exercées simultanément, ne peut jamais dépasser le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations complètes exercée pendant la même période.

Le nombre de jours acquis dans une ou plusieurs fonctions à prestations complètes ou incomplètes au cours d'une année scolaire ne peut jamais dépasser 360 jours.

§ 4. Les services prestés au service du pouvoir organisateur soit comme agent contractuel subventionné, soit dans une fonction à charge du pouvoir organisateur sont comptabilisés dans l'ancienneté visée à l'article 34, § 1<sup>er</sup>, à concurrence de 360 jours maximum, pour autant que le membre du personnel ait exercé une fonction identique à une fonction qui peut être admise au subventionnement, et pour autant qu'il remplisse toutes les conditions visées à l'article 30.

§ 5. Lorsque le pouvoir organisateur a mis fin aux services d'un membre du personnel en application des articles 71septies et 71octies, ce membre du personnel ne peut plus se prévaloir d'aucune ancienneté dans la(ou les) fonction(s) exercée(s) ou pour la(les)quelle(s) il est porteur d'un titre requis ou suffisant auprès de ce pouvoir organisateur, sauf si celui-ci réengage le membre du personnel licencié dans cette(ces) fonction(s).

Lorsque le pouvoir organisateur a mis fin aux services d'un membre du personnel en application des articles 71octies et 72, § 1<sup>er</sup>, 8° et 9°, ce membre du personnel ne peut plus se prévaloir d'aucune ancienneté dans la (ou les) fonction(s) exercée(s) ou pour la (les)quelle(s) il est porteur d'un titre requis ou suffisant auprès des pouvoirs organisateurs de l'entité pour l'enseignement fondamental, du CES pour l'enseignement secondaire de plein exercice et en alternance, du caractère pour l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit et pour l'enseignement de promotion sociale.

Lorsque le pouvoir organisateur a mis fin aux services d'un membre du personnel en application des articles 71octies et 72, § 1<sup>er</sup>, 8° et 9°, ce membre du personnel ne peut revendiquer aucune priorité auprès du pouvoir organisateur qui a mis fin à ses services, sur base d'une ancienneté acquise auprès d'un autre pouvoir organisateur de l'entité pour l'enseignement fondamental, du CES pour l'enseignement secondaire de plein exercice et en alternance, du caractère pour l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit et pour l'enseignement de promotion sociale.

Article 29ter. Dans l'enseignement de promotion sociale, pour autant que les services accomplis comportent au moins 40 périodes par année, par dérogation à l'article 29bis, §§ 1<sup>er</sup> à 3, pour le calcul de l'ancienneté, le nombre de jours acquis en qualité de temporaire dans une fonction est de :

1° 360 jours si les services accomplis représentent au moins 50 % du nombre de périodes par année nécessaire pour former une charge complète dans cette fonction;

2° 180 jours si les services accomplis représentent moins de 50 % du nombre de périodes par année nécessaire pour former une charge complète dans cette fonction.

L'ancienneté englobe les congés de détente ainsi que les vacances de Noël et de Pâques et les congés de maternité, d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse ou les congés exceptionnels accordés conformément à la législation en vigueur.

**Art. 12.** Au chapitre III du même décret, il est inséré une section I<sup>re</sup>ter rédigée comme suit :

« Section I<sup>re</sup>ter. — De l'ordre de dévolution des emplois

Article 29quater. Sans préjudice de l'article 29quinquies, le pouvoir organisateur qui doit pourvoir à un emploi dans une fonction déterminée procède dans l'ordre suivant :

1° si l'emploi est définitivement vacant et qu'il ne peut être attribué à un membre du personnel qui totalise 2 160 jours d'ancienneté de service auprès du pouvoir organisateur, il peut attribuer à titre définitif, dans le respect de l'article 41ter, alinéa 1<sup>er</sup>, une fonction de recrutement à un membre du personnel engagé à titre définitif dans une fonction de sélection ou de promotion;

2° si l'emploi est définitivement vacant et qu'il ne peut être attribué à un membre du personnel qui totalise 2 160 jours d'ancienneté de service auprès du pouvoir organisateur, il l'attribue à un membre du personnel engagé à titre définitif dans la même fonction, dans une fonction de recrutement du personnel directeur et enseignant ou du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement libre subventionné de même caractère dans le respect de l'article 18 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives.

Le membre du personnel doit en avoir fait la demande conformément à la procédure prévue à l'article 34quater. Il bénéficie dans ce cas d'un congé pour exercer provisoirement une autre fonction dans l'enseignement conformément à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, 3° et 4°, de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendants de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

La reconduction de cette affectation prioritaire se fait de la même manière jusqu'à ce que le membre du personnel remplisse les conditions d'engagement à titre définitif. Si, à ce moment, le membre du personnel ne pose pas sa candidature à l'engagement à titre définitif, le pouvoir organisateur est délié de l'obligation de reconduction;

3° si l'emploi est définitivement vacant et qu'il ne peut être attribué à un membre du personnel temporaire qui totalise 2 160 jours d'ancienneté de service auprès du pouvoir organisateur, il peut attribuer à titre définitif une fonction de recrutement de la même catégorie que celle à laquelle il appartenait précédemment à un membre du personnel engagé à titre définitif dans une fonction de sélection ou de promotion dans le respect de l'article 41ter, alinéa 2;

4° si l'emploi est définitivement vacant, il peut l'attribuer à titre définitif à un membre de son personnel qui a déjà bénéficié d'un engagement à titre définitif dans la même fonction dans le respect de l'article 41quater;

5° si l'emploi est définitivement vacant, il peut, dans le respect des articles 41bis et 42bis et quelle que soit la date, compléter à titre définitif la charge d'un membre de son personnel engagé à titre définitif pour une charge à prestations incomplètes auprès du pouvoir organisateur,

— dans la fonction qu'il exerce déjà;

— dans une autre fonction de la même catégorie pour laquelle le membre du personnel possède le titre requis;

— dans une autre fonction de la même catégorie pour laquelle le membre du personnel possède un titre lui donnant droit à une subvention-traitement sans limitation de durée;

6° si l'emploi est définitivement vacant ou temporairement vacant pour une période ininterrompue d'au moins quinze semaines, il complète à titre temporaire la charge d'un membre de son personnel engagé à titre définitif pour une charge à prestations incomplètes auprès d'un ou de plusieurs pouvoirs organisateurs dans le respect de l'article 34,

— dans la fonction qu'il exerce déjà;

— dans une autre fonction de la même catégorie pour laquelle le membre du personnel possède le titre requis

pour autant que le membre du personnel ait posé sa candidature conformément à l'article 34bis.

Dans ce cas, le membre du personnel est tenu d'accepter toutes les heures qui lui sont offertes par le pouvoir organisateur jusqu'à ce que l'ensemble des fonctions qu'il exerce constitue une charge complète.

Dans l'hypothèse où l'emploi doit être pourvu en cours d'année scolaire, le pouvoir organisateur fait, le cas échéant, constater l'impossibilité matérielle d'appliquer cette disposition par l'instance de concertation locale, ou à défaut avec la délégation syndicale.

En outre, dans l'enseignement de promotion sociale, l'impossibilité matérielle d'appliquer cette disposition peut également être constatée en début de chaque année scolaire par le Conseil d'entreprise, ou à défaut, avec la délégation syndicale.

Dans les cas visés aux deux alinéas précédents, pour autant que l'emploi existe encore au début de l'année scolaire suivante, il sera offert au membre du personnel;

7° si l'emploi est définitivement vacant ou temporairement vacant pour une période ininterrompue d'au moins quinze semaines, il peut compléter, à titre temporaire, la charge d'un membre de son personnel engagé à titre définitif pour une charge à prestations incomplètes auprès du pouvoir organisateur, dans une fonction de la même catégorie, pour laquelle il possède un titre qui lui donne droit, sans limitation de durée à une subvention-traitement à charge du Trésor public, pour autant que le membre du personnel ait posé sa candidature conformément à l'article 34bis. Dans ce cas, le membre du personnel est tenu d'accepter toutes les heures qui lui sont offertes par le pouvoir organisateur jusqu'à ce que l'ensemble des fonctions qu'il exerce constitue une charge complète;

8° si l'emploi est définitivement vacant ou temporairement vacant, dans l'enseignement secondaire et dans l'enseignement de promotion sociale, il peut rappeler provisoirement en service un membre de son personnel mis en disponibilité;

9° si l'emploi est définitivement vacant, il peut accorder un changement d'affectation dans le respect de l'article 41;

10° si l'emploi est définitivement vacant ou temporairement vacant, il peut accorder à titre temporaire un changement de fonction à un membre de son personnel engagé à titre définitif qui le demande, dans le respect de l'article 34, § 3;

11° si l'emploi est définitivement vacant ou temporairement vacant pour une période ininterrompue d'au moins quinze semaines, il l'attribue à titre temporaire au candidat du groupe 1 visé à l'article 34, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1°, qui comptabilise le plus grand nombre de jours d'ancienneté dans la fonction déterminée, pour autant que le membre du personnel ait posé sa candidature conformément à l'article 34bis.

Dans ce cas, le membre du personnel est tenu d'accepter toutes les heures qui lui sont offertes par le pouvoir organisateur jusqu'à ce que ensemble des fonctions qu'il exerce constitue une charge complète.

En cas d'impossibilité matérielle d'appliquer cette disposition, constatée par l'instance de concertation locale ou, à défaut, avec la délégation syndicale, le pouvoir organisateur fait appel, s'il en existe, au candidat suivant dans l'ordre des anciennetés dans la fonction déterminée.

En outre, dans l'enseignement de promotion sociale, l'impossibilité matérielle d'appliquer cette disposition peut également être constatée au début de chaque année scolaire par le Conseil d'entreprise ou, à défaut, avec la délégation syndicale.

Dans les cas visés aux deux alinéas précédents, pour autant que l'emploi existe encore au début de l'année scolaire suivante, il sera offert au membre du personnel à ce moment;

12° si l'emploi est définitivement vacant ou temporairement vacant pour une période ininterrompue d'au moins quinze semaines, il l'attribue à titre temporaire à un candidat du groupe 2 visé à l'article 34, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2°, qui a acquis son ancienneté dans la fonction déterminée, pour autant que le membre du personnel ait posé sa candidature conformément à l'article 34bis. Le pouvoir organisateur choisit parmi les candidats classés au sein de ce groupe. Dans ce cas, le membre du personnel est tenu d'accepter toutes les heures qui lui sont offertes par le pouvoir organisateur jusqu'à ce que ensemble des fonctions qu'il exerce constitue une charge complète.

En cas d'impossibilité matérielle d'appliquer cette disposition, constatée par l'instance de concertation locale ou, à défaut, avec la délégation syndicale, le pouvoir organisateur fait appel à un autre candidat du groupe 2 s'il en existe.

En outre, dans l'enseignement de promotion sociale, l'impossibilité matérielle d'appliquer cette disposition peut également être constatée au début de chaque année scolaire par le Conseil d'entreprise, ou à défaut, avec la délégation syndicale.

Dans les cas visés aux deux alinéas précédents, pour autant que l'emploi existe encore au début de l'année scolaire suivante, il sera offert au membre du personnel à ce moment;

13° si l'emploi est définitivement vacant, il peut accorder la mutation à un membre du personnel en application de l'article 41;

14° si l'emploi est définitivement vacant ou temporairement vacant pour une période ininterrompue d'au moins quinze semaines, il attribue, au prorata du nombre d'heures perdues, à un membre du personnel temporaire qui a perdu totalement ou en partie la charge qui lui avait été attribuée dans l'entité pour l'enseignement fondamental, le CES pour l'enseignement secondaire de plein exercice et en alternance, et les établissements de même caractère pour l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit et l'enseignement de promotion sociale, un emploi dans la même fonction ou dans toute autre fonction de la même catégorie pour laquelle le membre du personnel dispose d'un titre requis, à l'exception des fonctions de professeur de religion et de professeur de morale non-confessionnelle.

Le membre du personnel est classé en fonction de la plus haute ancienneté qu'il détient auprès d'un des pouvoirs organisateurs, selon le cas, de l'entité, du CES ou du caractère, dans un des groupes suivants :

- groupe A, de 1 080 à 1 439 jours d'ancienneté;
- groupe B, de 1 440 à 1 799 jours d'ancienneté;
- groupe C, de 1 800 à 2 159 jours d'ancienneté.

Des groupes additionnels sont éventuellement constitués par tranches de 360 jours d'ancienneté supplémentaire :

Le membre du personnel pose sa candidature conformément à l'article 34ter.

Le cas échéant, à la demande du membre du personnel, le pouvoir organisateur complète sa charge jusqu'à ce que l'ensemble des fonctions qu'il exerce constitue une charge complète.

Toutefois, cette obligation ne peut conduire,

— dans l'enseignement fondamental, à devoir confier l'emploi à plus de deux membres du personnel pour les fonctions d'instituteur maternel et primaire et d'instituteur maternel et primaire chargés des cours en immersion. Cette restriction ne s'applique pas pour les maîtres spéciaux;

— dans l'enseignement secondaire et dans l'enseignement de promotion sociale, à devoir confier l'emploi à plus de deux membres du personnel dans les fonctions de recrutement de la catégorie du personnel directeur et enseignant;

— dans l'enseignement secondaire et dans l'enseignement de promotion sociale, à devoir scinder l'emploi d'un membre du personnel dans une fonction de recrutement des catégories du personnel auxiliaire d'éducation, paramédical, psychologique et social.

Le pouvoir organisateur choisit parmi les candidats classés dans le groupe le plus élevé.

Le membre du personnel suspend l'exercice de sa priorité auprès de son pouvoir organisateur d'origine s'il accepte un emploi auprès d'un autre pouvoir organisateur, à concurrence du nombre de périodes retrouvées et ce durant toute la durée de son contrat;



15° si l'emploi est définitivement vacant ou temporairement vacant, il attribue à titre temporaire à un membre du personnel temporaire ou définitif dont la somme des fonctions exercées n'atteint pas le minimum d'une fonction à prestations complètes auprès d'un ou de plusieurs pouvoirs organisateurs, un emploi de la même fonction dans les mêmes conditions que celles qui sont prévues au 14°.

L'alinéa 1<sup>er</sup> est applicable aux membres du personnel engagés dans une fonction donnée auprès d'un pouvoir organisateur de l'entité pour l'enseignement fondamental, du CES pour l'enseignement secondaire de plein exercice et en alternance, et d'un établissement de même caractère pour l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit et l'enseignement de promotion sociale.

L'attribution de l'emploi se fait à concurrence d'un temps plein.

Dans ce cas, le membre du personnel est tenu d'accepter toutes les heures qui lui sont offertes par le pouvoir organisateur jusqu'à ce que ensemble des fonctions qu'il exerce constitue une charge complète.

Le membre du personnel suspend l'exercice de sa priorité auprès de son pouvoir organisateur d'origine s'il accepte un emploi auprès d'un autre pouvoir organisateur, à concurrence du nombre de périodes trouvées et ce durant toute la durée de son contrat.

Toutefois cette obligation ne peut conduire :

— dans l'enseignement fondamental, à devoir confier l'emploi à plus de deux membres du personnel pour les fonctions d'instituteur maternel et primaire, et d'instituteur maternel et primaire chargés des cours en immersion. Cette restriction ne s'applique pas pour les maîtres spéciaux;

— dans l'enseignement secondaire et dans l'enseignement de promotion sociale, à devoir confier l'emploi à plus de deux membres du personnel dans les fonctions de recrutement de la catégorie du personnel directeur et enseignant;

— dans l'enseignement secondaire et dans l'enseignement de promotion sociale, à devoir scinder l'emploi d'un membre du personnel dans une fonction de recrutement des catégories du personnel auxiliaire d'éducation, paramédical, psychologique et social.

Le pouvoir organisateur choisit parmi les candidats classés dans le groupe le plus élevé, s'il en existe;

16° il attribue l'emploi à toute autre personne répondant aux conditions de l'article 30.

Article 29quinquies. Le pouvoir organisateur ne peut procéder à un engagement à titre définitif ou compléter à titre définitif la charge d'un membre du personnel en application des articles 29quater et 41 à 46, si l'emploi doit être attribué à un membre du personnel du pouvoir organisateur concerné ou d'un autre pouvoir organisateur conformément à la réglementation en vigueur sur la réaffectation et la remise au travail.

Le pouvoir organisateur ne peut engager un membre du personnel temporaire ou compléter à titre temporaire la charge d'un membre du personnel en application des articles 29quater et 30 que dans le respect de la réglementation en vigueur sur la réaffectation et la remise au travail.

En ce qui concerne l'enseignement de promotion sociale, l'alinéa 1<sup>er</sup> est appliqué sans préjudice de l'article 2 du décret du 10 avril 1995 fixant des mesures urgentes en matière d'enseignement de promotion sociale et de l'article 111bis du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale. »

**Art. 13.** A l'article 30 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 2 est complété par l'alinéa suivant :

« Dans ce cas, s'il est engagé sur base de l'article 29quater, 11° ou 12°, le membre du personnel temporaire qui se voit retirer le visa de l'autorité compétente du culte concerné bénéficie d'un droit de recours devant une chambre de recours particulière dont la composition est fixée à l'article 81, § 2. »;

2° le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Les paragraphes précédents sont appliqués sans préjudice de l'article 29quinquies. »

**Art. 14.** A l'article 31 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 2, 3°, les mots « la fonction » sont remplacés par les termes « par établissement, la (ou les) fonction(s) »;

2° le même alinéa 2 est complété comme suit :

« 6° l'(ou les) établissement(s) dans lequel (lesquels) il est affecté;

7° la date d'entrée en service;

8° la date à laquelle l'engagement prend fin. Cette date correspond, au plus tard, au dernier jour de l'année scolaire, de l'année académique ou, dans l'enseignement de promotion sociale, le dernier jour de l'organisation de l'unité de formation ou de la section pour laquelle l'engagement est conclu. »;

3° l'alinéa 3 est complété par les termes suivants :

« et pour le volume horaire presté ».

**Art. 15.** L'article 32 du même décret, modifié par le décret du 15 avril 1995, est abrogé.

**Art. 16.** L'article 34 du même décret, modifié et complété par le décret du 8 février 1999, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 34. § 1<sup>er</sup>. Au sein d'un même pouvoir organisateur, pour chaque fonction, sont classés dans des groupes d'ancienneté dans la fonction visée définis à l'alinéa 2 les membres du personnel temporaires ou définitifs à temps partiel à condition, pour ces derniers, de l'avoir demandé par écrit au pouvoir organisateur avant le 15 avril. Il n'est pas tenu compte du fait que membre du personnel est en service ou non dans le pouvoir organisateur au moment où le classement est établi.

Les groupes d'ancienneté dans la fonction visée au sein du pouvoir organisateur sont les suivants :

1° groupe 1 : à partir de 721 jours d'ancienneté;

2° groupe 2 : de 360 à 720 jours d'ancienneté répartis sur deux années au moins au sein du pouvoir organisateur.

§ 2. Pour l'attribution d'un emploi conformément à l'article 29*quater*, 11° et 12°, les candidats classés dans les groupes visés au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, bénéficient d'une priorité pour une fonction pour laquelle ils ont acquis l'ancienneté visée au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, à condition d'être porteur d'un titre qui donne droit sans limitation de temps l'octroi d'une subvention-traitement pour l'exercice de cette fonction.

Les candidats visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> bénéficient également d'une priorité pour l'attribution d'une autre fonction pour laquelle ils possèdent le titre requis, à condition que cette autre fonction appartienne à la même catégorie et exception faite des fonctions de professeur de religion ou de professeur de morale non-confessionnelle.

Pour les professeurs de cours généraux, de langues anciennes, de cours techniques, de cours spéciaux, de cours technique et de pratique professionnelle et pour les professeurs de pratique professionnelle, la priorité vaut pour l'ensemble des branches appartenant à la même fonction pour autant qu'ils soient porteurs d'un titre de capacité qui donne droit sans limitation de temps à l'octroi d'une subvention-traitement pour l'exercice de cette fonction.

Pour l'application des obligations reprises à l'article 29*quater*, 2°, la candidature visée à l'article 34*quater* est valable pour l'attribution d'un emploi définitivement vacant en début d'année scolaire et dans le courant de celle-ci si un tel emploi s'ouvre, sauf si ce dernier est déjà occupé par un membre du personnel temporaire au moment où il devient définitivement vacant.

Dans l'enseignement de promotion sociale, les dispositions visées à l'article 29*quater*, 6°, 14° et 15°, n'entraînent pas l'obligation pour un pouvoir organisateur de confier un emploi dans l'enseignement supérieur de promotion sociale à un membre du personnel qui n'a pas 360 jours d'ancienneté à ce niveau.

§ 3. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2°, peut acquérir les 360 jours d'ancienneté de fonction sur une seule année, le membre du personnel engagé à titre définitif dans une fonction déterminée qui bénéficie d'un congé pour exercer provisoirement une autre fonction dans l'enseignement au sein du pouvoir organisateur en application de l'article 14, § 1<sup>er</sup>, 3° et 4°, de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

Une fois qu'il est classé dans sa nouvelle fonction dans un groupe visé au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, tous les services qu'il a prestés auprès du pouvoir organisateur sont pris en considération pour déterminer le groupe auquel il appartient.

§ 4. L'ancienneté visée au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, doit être acquise au cours des six dernières années scolaires qui précèdent l'année scolaire au cours de laquelle le membre du personnel fait valoir sa priorité. Elle est calculée conformément à l'article 29*bis*.

Le délai de six ans visé ci-avant est prolongé à concurrence d'une année scolaire pour toute année scolaire au cours de laquelle le membre du personnel a exercé, dans ce délai de six ans, sans être soumis au présent statut, une fonction de la même catégorie que celle dans laquelle il a acquis l'ancienneté visée au § 1<sup>er</sup> auprès du même pouvoir organisateur.

**Art. 17.** Dans le même décret, il est inséré un article 34*bis* rédigé comme suit :

« Article 34*bis*. § 1<sup>er</sup>. Le candidat qui a acquis auprès de son pouvoir organisateur une ancienneté telle qu'il se classe dans le groupe 1 ou 2 visés à l'article 34, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et qui souhaite bénéficier d'une priorité à l'engagement temporaire au cours de l'année scolaire suivante, doit introduire sa candidature par lettre recommandée auprès de son pouvoir organisateur pour le 15 mai de l'année scolaire qui précède celle au cours de laquelle il souhaite faire valoir sa priorité, qu'il soit ou non en activité de service auprès de ce pouvoir organisateur.

Cette lettre mentionne la (les) fonction (s) à laquelle (auxquelles) se rapporte la candidature.

§ 2. Chaque année en date du 30 avril, le pouvoir organisateur établit par fonction la liste des membres du personnel appartenant aux différents groupes visés à l'article 34, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

Le cas échéant, au 30 juin, la liste est adaptée afin de prendre en compte les services effectivement accomplis par les membres du personnel qui, de ce fait, entreraient dans le groupe 2.

Dans l'enseignement de promotion sociale, le pouvoir organisateur tient compte des périodes qui seront prestées jusqu'au 31 août pour calculer l'ancienneté conformément à l'article 29*ter*. Si la suppression de périodes prévues ou la création de nouvelles périodes a pour effet de modifier le nombre de jours d'ancienneté du membre du personnel, le pouvoir organisateur est tenu d'en informer le membre du personnel et la délégation syndicale dans un délai de huit jours.

Les listes établies le 30 avril et le cas échéant adaptées par la suite, valent pour toute la durée de l'année scolaire suivante.

§ 3. Le premier jour ouvrable suivant le 30 avril, la liste établie conformément au présent article est communiquée aux membres du personnel présents dans l'établissement par voie d'affichage. Le cas échéant, le pouvoir organisateur affiche la liste dans chaque implantation.

La liste est communiquée par lettre recommandée aux membres du personnel absents de l'établissement pour une période d'au moins quinze jours.

Elle est également remise contre accusé de réception aux représentants du personnel siégeant, à l'instance de concertation locale, ou à défaut, à la délégation syndicale.

§ 4. Entre le 1<sup>er</sup> et le 15 mai, les membres du personnel peuvent contester le classement en s'adressant soit au pouvoir organisateur, soit à l'instance de concertation locale ou à défaut, à la délégation syndicale.

En cas de contestation aboutie entraînant changement dans le classement, la dernière version de celui-ci est communiquée aux membres du personnel prescrits par voie d'affichage, et aux membres du personnel absents de l'établissement pour une période d'au moins quinze jours, par lettre recommandée. Elle est également remise contre accusé de réception aux représentants du personnel siégeant à l'instance de concertation locale, ou à défaut à la délégation syndicale.

§ 5. Entre le 15 mai et le 1<sup>er</sup> juin, le classement est arrêté par le pouvoir organisateur et transmis à l'ORCE dans l'enseignement fondamental, à l'ORCES dans l'enseignement secondaire de plein exercice et en alternance, et à la Commission paritaire compétente dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit et dans l'enseignement de promotion sociale.

§ 6. Entre le 1<sup>er</sup> et le 15 juin pour l'enseignement fondamental et l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, et entre le 16 août et le 5 septembre pour l'enseignement secondaire de plein exercice, l'enseignement secondaire en alternance et l'enseignement de promotion sociale, le pouvoir organisateur communique les engagements des membres du personnel des établissements qu'il organise, prévisibles au moment de l'envoi, à l'instance de concertation locale, ou à défaut, à la délégation syndicale qui vérifie le respect des dispositions de l'article 29<sup>quater</sup>.

§ 7. Les pouvoirs organisateurs avertissent les membres du personnel qui pourraient être engagés à titre temporaire.

§ 8. Le candidat qui accepte l'emploi qui lui est offert conformément aux règles de priorité, le notifie par écrit au pouvoir organisateur dans les trois jours ouvrables de la prise de connaissance de la proposition d'engagement ou dans les cinq jours ouvrables de l'envoi de la lettre recommandée. A défaut d'acceptation dans ce délai, il est présumé y renoncer et ne peut plus faire valoir sa priorité pour cet emploi pendant l'année scolaire en cours.

Le candidat prioritaire empêché par un congé de maladie, un congé résultant d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle, ou un congé lié à la maternité prend ses fonctions à l'issue de celui-ci, pour autant que l'emploi existe encore à ce moment. »

**Art. 18.** Dans le même décret, il est inséré un article 34<sup>ter</sup> rédigé comme suit :

« Article 34<sup>ter</sup>. § 1<sup>er</sup>. Pour le 15 mai au plus tard, les candidats qui ont acquis leur ancienneté au cours des six dernières années et qui souhaitent faire valoir leur priorité dans une ou plusieurs écoles de l'entité pour l'enseignement fondamental, du CES pour l'enseignement secondaire de plein exercice et en alternance, et du caractère pour l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit et l'enseignement de promotion sociale, conformément à l'article 29<sup>quater</sup>, 14° et 15°, doivent poser leur candidature par lettre recommandée auprès du président du conseil d'entité dans l'enseignement fondamental, du président du comité des pouvoirs organisateurs dans l'enseignement secondaire de plein exercice et en alternance, et du président du pouvoir organisateur avec copie au président de la Commission paritaire compétente dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit et l'enseignement de promotion sociale.

La lettre de candidature mentionne la (ou les) fonction(s) à laquelle (auxquelles) se rapporte la candidature et les coordonnées de tous les établissements auprès desquels la candidature est sollicitée.

§ 2. Dans l'enseignement fondamental, entre le 15 et le 30 juin, les pouvoirs organisateurs réunis au sein du conseil d'entité, procèdent au classement des temporaires dans l'entité et transmettent à l'ORCE la liste des engagements des membres du personnel visés à l'article 29<sup>quater</sup>, 14° et 15°, prévisibles à ce moment.

Dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, entre le 15 et le 30 juin, les pouvoirs organisateurs transmettent à la Commission paritaire compétente la liste des engagements des membres du personnel visés à l'article 29<sup>quater</sup>, 14° et 15°, prévisibles à ce moment.

Dans l'enseignement secondaire de plein exercice et en alternance, entre le 16 août et le 5 septembre, les pouvoirs organisateurs réunis au sein du Comité des pouvoirs organisateurs ou leurs délégués, procèdent au classement des temporaires dans le CES et transmettent à l'ORCES la liste des engagements des membres du personnel visés à l'article 29<sup>quater</sup>, 14° et 15°, prévisibles à ce moment.

Dans l'enseignement de promotion sociale, entre le 16 août et le 5 septembre, les pouvoirs organisateurs transmettent à la Commission paritaire compétente la liste des engagements des membres du personnel visés à l'article 29<sup>quater</sup>, 14° et 15°, prévisibles à ce moment.

§ 3. Les engagements effectués par les pouvoirs organisateurs en application des paragraphes précédents sont transmis à l'ORCE pour l'enseignement fondamental, à l'ORCES pour l'enseignement secondaire de plein exercice et en alternance, et à la Commission paritaire compétente pour l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit et l'enseignement de promotion sociale qui vérifient le respect des dispositions du présent article.

Le candidat qui accepte l'emploi qui lui est offert conformément aux règles de priorité, le notifie par écrit au pouvoir organisateur dans les huit jours ouvrables de la prise de connaissance de la proposition d'engagement ou dans les dix jours ouvrables de l'envoi de la lettre recommandée. A défaut d'acceptation dans ce délai, il est présumé y renoncer et ne peut plus faire valoir sa priorité pour cet emploi pendant l'année scolaire en cours.

Le candidat prioritaire empêché par un congé de maladie, un congé résultant d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle, ou un congé lié à la maternité prend ses fonctions à l'issue de celui-ci, pour autant que l'emploi existe encore à ce moment.



§ 4. Dans l'enseignement fondamental, le 30 septembre, le conseil d'entité procède, le cas échéant, aux ajustements nécessaires.

Dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, le 30 septembre, les pouvoirs organisateurs procèdent, le cas échéant, aux ajustements nécessaires.

Dans l'enseignement secondaire de plein exercice et en alternance, entre le 1<sup>er</sup> et le 15 octobre, le comité des pouvoirs organisateurs procède, le cas échéant, aux ajustements nécessaires.

Dans l'enseignement de promotion sociale, entre le 1<sup>er</sup> et le 15 octobre, les pouvoirs organisateurs procèdent, le cas échéant, aux ajustements nécessaires.

Les ajustements effectués par le conseil d'entité dans l'enseignement fondamental, par le comité des pouvoirs organisateurs dans l'enseignement secondaire de plein exercice et en alternance, et par les pouvoirs organisateurs dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit et l'enseignement de promotion sociale sont transmis dans les huit jours à l'ORCE pour l'enseignement fondamental, à l'ORCES pour l'enseignement secondaire de plein exercice et en alternance, et à la Commission paritaire compétente pour l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit et l'enseignement de promotion sociale qui vérifient le respect des dispositions du présent article. »

**Art. 19.** Dans le même décret, il est inséré un article 34<sup>quater</sup> rédigé comme suit :

« Article 34<sup>quater</sup>. § 1<sup>er</sup>. Dans l'enseignement fondamental et dans l'enseignement secondaire de plein exercice et en alternance, il est créé des zones, par niveau et par caractère, appelées zones d'affectation.

Le Gouvernement fixe la composition de ces zones sur proposition des organes reconnus comme organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs en application de l'article 74 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et organisant les structures propres à les atteindre.

§ 2. Au sein de chaque zone d'affectation est créé un organe paritaire appelé Commission zonale d'affectation.

La Commission zonale d'affectation est composée de six représentants des pouvoirs organisateurs et de six représentants du personnel avec voix délibérative. Elle est présidée par un représentant des pouvoirs organisateurs désigné, en son sein, par la délégation des pouvoirs organisateurs. Le secrétariat de la Commission zonale d'affectation est confié à un membre de la délégation syndicale.

Pour chaque membre effectif, il y a un membre suppléant.

Les représentants des pouvoirs organisateurs au sein de la Commission zonale d'affectation sont désignés par les pouvoirs organisateurs de la zone d'affectation.

Les représentants du personnel au sein de la Commission zonale d'affectation sont désignés selon les modalités fixées par le Gouvernement sur proposition des groupements du personnel de l'enseignement subventionné libre, affiliés à une organisation syndicale représentée au Conseil national du travail.

§ 3. La Commission zonale d'affectation contrôle le respect par les pouvoirs organisateurs de l'article 18 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives lorsqu'ils affectent les candidats bénéficiant de la priorité conférée par l'article 29<sup>quater</sup>, 2°.

§ 4. Le procès-verbal reprenant les conclusions des travaux de la Commission zonale d'affectation, en ce compris les positions divergentes éventuelles, est adopté à la majorité des deux tiers à la fois au sein des représentants des pouvoirs organisateurs et au sein des représentants du personnel.

§ 5. Le membre du personnel qui souhaite faire valoir sa priorité dans une ou plusieurs zones d'affectation conformément à l'article 29<sup>quater</sup>, 2°, introduit sa candidature par lettre recommandée, sur base d'un document dont le contenu est déterminé par la Commission paritaire centrale, auprès du président de la Commission zonale d'affectation avec copie à son pouvoir organisateur, pour le 15 avril au plus tard.

Le document précité prévoit notamment la possibilité pour le membre du personnel de porter son choix sur un ou plusieurs établissements, suivant un ordre déterminé. La Commission zonale d'affectation veille au respect de ce choix dans tous les cas où cela se révèle possible.

La Commission zonale d'affectation communique aux pouvoirs organisateurs les demandes d'affectation se rapportant à leur(s) établissement(s).

Dans l'enseignement fondamental, avant le 10 juin, les affectations réalisées par les pouvoirs organisateurs sont communiquées à la Commission zonale d'affectation concernée qui contrôle le respect de l'article 18 du décret du 30 juin 1998 précité. Avant le 15 juin, la Commission zonale d'affectation transmet les conclusions de ses travaux à l'ORCE.

Dans l'enseignement secondaire de plein exercice et en alternance, entre le 16 août et le 5 septembre, les affectations réalisées par les pouvoirs organisateurs sont communiquées à la Commission zonale d'affectation concernée qui contrôle le respect de l'article 18 du décret du 30 juin 1998 précité. Dans le même délai, la Commission zonale d'affectation transmet à l'ORCES les conclusions de ses travaux.

Le cas échéant, avant le 5 octobre, les pouvoirs organisateurs communiquent les affectations survenues à l'occasion des ajustements nécessaires à la Commission zonale d'affectation, laquelle contrôle le respect de l'article 18 du décret du 30 juin 1998 précité.

La Commission zonale d'affectation transmet dans les huit jours le résultat de ses travaux à l'ORCE dans l'enseignement fondamental et à l'ORCES dans l'enseignement secondaire de plein exercice et en alternance. »

**Art. 20.** L'article 35, l'article 36, modifié par le décret du 8 février 1999 et les articles 37 à 39 du même décret sont abrogés.

**Art. 21.** Dans l'intitulé de la section III du même décret, les termes « changement d'affectation, » sont insérés entre les termes « Engagement à titre définitif » et les termes « et mutation ».

**Art. 22.** L'article 40 du même décret, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 1995 et modifié par le décret du 2 juin 1998, est abrogé.

**Art. 23.** L'article 41 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 41. § 1<sup>er</sup>. Le pouvoir organisateur qui a un emploi définitivement vacant à conférer peut accorder un changement d'affectation à un membre de son personnel engagé à titre définitif qui le demande.

Le pouvoir organisateur qui a un emploi définitivement vacant à conférer peut accorder la mutation à un membre du personnel engagé à titre définitif qui le demande.

§ 2. La demande de mutation ou de changement d'affectation d'un maître de religion ou d'un professeur de religion doit s'accompagner d'un avis favorable de l'autorité compétente du culte concerné.

§ 3. Nul ne peut bénéficier d'un changement d'affectation ou d'une mutation dans un emploi d'une fonction de recrutement s'il n'est engagé à titre définitif dans l'enseignement subventionné dans la fonction de recrutement à laquelle appartient l'emploi définitivement vacant.

§ 4. Le pouvoir organisateur est tenu d'engager à titre définitif le membre du personnel au moment du changement d'affectation ou de la mutation, quelle qu'en soit la date.

§ 5. Le membre du personnel qui bénéficie d'un changement d'affectation ou d'une mutation doit démissionner dans l'établissement qu'il quitte pour la charge qu'il y exerce et pour laquelle il a demandé le changement d'affectation ou la mutation. Le passage d'un établissement à l'autre doit se faire sans interruption.

§ 6. Les paragraphes précédents sont appliqués par dérogation à l'article 43 et sans préjudice des articles 29<sup>quater</sup> et 29<sup>quinquies</sup>. »

**Art. 24.** A l'article 41<sup>bis</sup> du même décret, inséré par le décret du 15 avril 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « définitivement » est inséré entre les mots « emploi » et « vacant » et les termes « de l'article 45, alinéa 2 » sont remplacés par les termes « des articles 29<sup>quater</sup> et 29<sup>quinquies</sup>, et par dérogation à l'article 43 »;

2° à l'alinéa 2, les termes « et du 12° » sont insérés après les termes « à l'exception du 10° ».

**Art. 25.** L'article 41<sup>ter</sup> du même décret, inséré par le décret du 15 avril 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 41<sup>ter</sup>. Un membre du personnel engagé à titre définitif dans une fonction de sélection ou de promotion auprès d'un pouvoir organisateur peut, s'il le demande et avec l'accord du pouvoir organisateur, être engagé à titre définitif dans un emploi définitivement vacant d'une fonction de recrutement, de sélection ou de promotion par un pouvoir organisateur auprès duquel il a déjà bénéficié d'un engagement à titre définitif dans une fonction de recrutement, de sélection ou de promotion conformément aux dispositions de l'article 29<sup>quater</sup>, 1°.

Un membre du personnel engagé à titre définitif dans une fonction de sélection ou de promotion auprès d'un pouvoir organisateur peut, s'il le demande et avec l'accord du pouvoir organisateur être engagé à titre définitif dans un emploi définitivement vacant d'une fonction de recrutement, de sélection ou de promotion par un pouvoir organisateur autre que ceux visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, conformément aux dispositions de l'article 29<sup>quater</sup>, 3°.

Pour l'application des alinéas 1<sup>er</sup> et 2 et sans préjudice de l'article 29<sup>quinquies</sup>, l'engagement peut avoir lieu quelle que soit la date. Il ne peut être accordé que pour autant que le membre remplisse toutes les conditions prévues à l'article 42, à l'exception du 8° en ce qui concerne l'ancienneté de fonction et des 10° et 12°.

**Art. 26.** A l'article 41<sup>quater</sup> du même décret, inséré par le décret du 15 avril 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1° les termes « Sans préjudice de l'article 29<sup>quinquies</sup>, » sont insérés avant les termes « Le membre du personnel non visé à l'article 41<sup>ter</sup> »;

2° les termes « dans le respect des règles du présent statut » sont remplacés par les termes « conformément aux dispositions de l'article 29<sup>quater</sup>, 4° ».

**Art. 27.** L'article 41<sup>quinquies</sup> du même décret, inséré par le décret du 15 avril 1995 et modifié par le décret du 25 juillet 1996, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les alinéas précédents sont appliqués sans préjudice de l'article 29<sup>quinquies</sup>. »

**Art. 28.** A l'article 42 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1<sup>er</sup>, 7°, est remplacé par le texte suivant :

« 7° posséder les aptitudes physiques fixées par le Gouvernement pour les membres du personnel de l'enseignement organisé par la Communauté française; »;

2° le § 1<sup>er</sup>, 8°, modifié par le décret du 22 décembre 1994 et par le décret du 8 février 1999, est remplacé par le texte suivant :

« 8° compter, dans l'enseignement subventionné, 720 jours d'ancienneté de service répartis sur trois années scolaires au moins, dont 360 jours dans la fonction auprès du pouvoir organisateur répartis sur deux années scolaires au moins; »;

3° le § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, est complété comme suit :

« 12° ne pas avoir fait l'objet d'un rapport défavorable définitif établi avant le 1<sup>er</sup> mai par le pouvoir organisateur ou son délégué, conformément au § 3 ci-dessous. »;

4° il est inséré un § 1<sup>er bis</sup> rédigé comme suit :

« § 1<sup>er bis</sup>. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, 8°, et pour autant qu'il compte 720 jours d'ancienneté de service répartis sur trois années scolaires au moins, le membre du personnel qui compte 360 jours d'ancienneté dans une fonction, peut également bénéficier d'un engagement à titre définitif dans toute autre fonction de la même catégorie pour laquelle il possède le titre requis, pour autant qu'il ait presté 180 jours dans cette fonction. »;

5° il est ajouté un § 3 rédigé comme suit :

« § 3. Si le pouvoir organisateur l'estime nécessaire, au plus tard le 15 mars, un rapport provisoire, établi selon un modèle fixé par la Commission paritaire centrale est soumis au visa de l'intéressé.

Le membre du personnel peut demander à être entendu dans les huit jours du visa par le pouvoir organisateur ou son délégué.

Lors de l'audition, qui a lieu au plus tard dans les huit jours de la demande, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel des établissements d'enseignement libre subventionné, en activité de service ou pensionnés, ou par un représentant d'une organisation syndicale représentative.

La non-comparution du membre du personnel ou de son représentant n'empêche pas le pouvoir organisateur ou son délégué de se prononcer.

Le pouvoir organisateur ou son délégué notifie au membre du personnel sa proposition motivée dans les huit jours de l'audition si celle-ci conclut à un rapport défavorable.

Si, dans les huit jours de la notification, le membre du personnel n'a pas introduit de demande contre le rapport provisoire, le rapport défavorable devient définitif.

Dans les huit jours de la notification, le membre du personnel peut demander l'avis de la Chambre de recours visée aux articles 80 et suivants.

La Chambre de recours se réunit dans les 30 jours de la demande et rend son avis dans les huit jours de la réunion.

Dans les huit jours de la réception de l'avis, le pouvoir organisateur notifie le rapport définitif au membre du personnel. Le cas échéant, il indique les motifs pour lesquels il s'est écarté de l'avis de la Chambre de recours.

La procédure visée ci-dessus ne peut être appliquée qu'une seule fois pour une même fonction. Le membre du personnel qui reçoit un rapport défavorable ne peut pas, le 1<sup>er</sup> octobre suivant, bénéficier de l'engagement à titre définitif dans la fonction au sujet de laquelle le rapport défavorable a été établi.

Si le membre du personnel pose à nouveau sa candidature l'année suivante, il bénéficie d'un engagement à titre définitif, sauf s'il est licencié par le pouvoir organisateur. »;

6° il est ajouté un § 4 rédigé comme suit :

« § 4. Les paragraphes précédents sont appliqués sans préjudice de l'article 29quinquies. »

**Art. 29.** Dans le même décret, il est inséré un article 42bis rédigé comme suit :

« Article 42bis. Le pouvoir organisateur engage à titre définitif le candidat du groupe 1 visé à l'article 34, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1°, qui comptabilise le plus grand nombre de jours d'ancienneté dans la fonction considérée et qui remplit les conditions visées à l'article 42.

A défaut de candidat classé dans le groupe 1 précité, le pouvoir organisateur choisit librement un candidat du groupe 2 visé à l'article 34, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2°, qui a acquis son ancienneté dans la fonction considérée et qui remplit les conditions visées à l'article 42.

Les alinéas précédents sont appliqués sans préjudice de l'article 29quinquies. »

**Art. 30.** A l'article 43 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les termes « au cours du deuxième trimestre » sont remplacés par les termes « entre le 15 février et le 30 avril »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les emplois définitivement vacants à conférer sont fixés en fonction de la situation au 1<sup>er</sup> février qui précède l'appel aux candidats, pourvu que ces emplois demeurent vacants le 1<sup>er</sup> octobre suivant. L'avis qui indique la nature et le volume des emplois offerts, les conditions requises dans le chef des candidats ainsi que la forme et le délai dans lesquels les candidatures doivent être introduites, est transmis, muni d'un accusé de réception, à tous les membres du personnel qui sont au service du pouvoir organisateur qu'ils soient temporaires ou définitifs, pour autant, dans ce dernier cas, qu'ils n'occupent qu'une charge partielle auprès d'un ou de plusieurs pouvoirs organisateurs. »;

3° à l'alinéa 5 introduit par le décret du 2 juin 1998, les termes « après consultation du conseil d'entreprise ou à défaut de la délégation syndicale » sont insérés après les termes « par le pouvoir organisateur »;

4° au même alinéa 5, les termes « la nomination » sont remplacés par les termes « l'engagement à titre définitif ».

**Art. 31.** A l'article 44 du même décret, les termes « , le changement d'affectation » sont insérés entre les termes « L'engagement à titre définitif » et les termes « et la mutation ».

**Art. 32.** A l'article 45 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 2 est abrogé;

2° à l'alinéa 3 ancien, devenu alinéa 2, les termes « article 47 » sont remplacés par les termes « article 29bis ».

**Art. 33.** L'article 46 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 46. Sans préjudice des articles 29<sup>quater</sup> et 29<sup>quies</sup>, un pouvoir organisateur peut engager à titre définitif à sa demande, un membre du personnel d'un établissement de même caractère, s'il remplit les conditions pour être engagé à titre définitif auprès de son ancien pouvoir organisateur et s'il satisfait, auprès du nouveau pouvoir organisateur, aux conditions de l'article 42, à l'exception des points 8°, 10° et 12°. »

**Art. 34.** L'article 47, modifié par le décret du 22 décembre 1994, et l'article 47bis, introduit par le décret du 2 juin 1998, du même décret sont abrogés.

**Art. 35.** A l'article 48 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « définitivement » est inséré entre les mots « emploi » et « vacant »;

2° au 2°, les termes « d'un changement d'affectation ou » sont insérés entre les termes « à la suite » et les termes « d'une mutation ».

**Art. 36.** A l'article 49 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° avant l'alinéa 1<sup>er</sup>, il est inséré un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Le pouvoir organisateur qui a un emploi définitivement vacant à conférer peut accorder un changement d'affectation à un membre du personnel engagé à titre définitif qui le demande. »;

2° à l'alinéa 1<sup>er</sup> ancien, devenu alinéa 2, le mot « définitivement » est inséré entre les mots « emploi » et « vacant », et les termes « engagé à titre définitif » sont insérés entre les termes « membre du personnel » et « qui le demande »;

3° à l'alinéa 2 ancien, devenu alinéa 3, les termes « être muté » sont remplacés par les termes « bénéficiaire d'un changement d'affectation ou d'une mutation » et le mot « définitivement » est inséré entre les mots « emploi » et « vacant »;

4° à l'alinéa 3 ancien, devenu alinéa 4, les termes « du changement d'affectation ou » sont insérés entre les termes « au moment même » et les termes « de la mutation »;

5° à l'alinéa 4 ancien, devenu alinéa 5, le mot « muté » est remplacé par les termes « qui bénéficie d'un changement d'affectation ou d'une mutation » et les termes « le changement d'affectation ou » sont insérés entre les termes « demandé » et « la mutation ».

**Art. 37.** A l'article 50 du même décret, les termes « , le changement d'affectation » sont insérés entre les termes « L'engagement à titre définitif » et les termes « et la mutation ».

**Art. 38.** A l'article 51 du même décret, remplacé par le décret du 15 avril 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, 1°, les termes « à l'article 47 » sont remplacés par les termes « à l'article 29bis »;

2° au § 1<sup>er</sup>, 3°, le mot « Exercer » est remplacé par les termes « Etre titulaire avant cet engagement d' »;

3° le § 3 est abrogé.

**Art. 39.** A l'article 53 du même décret, modifié par le décret du 15 avril 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, les termes « ne l'en a pas déchargé » sont remplacés par les termes « ne l'a pas licencié de cette fonction de sélection selon les dispositions du Chapitre VIII »;

2° au § 3, alinéa 2, les termes « ne l'en a pas déchargé » sont remplacés par les termes « ne l'a pas licencié de cette fonction de sélection selon les dispositions du Chapitre VIII. »;

3° le § 5 est abrogé.

**Art. 40.** A l'article 55 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « définitivement » est inséré entre les mots « emploi » et « vacant »;

2° au 2°, les termes « d'un changement d'affectation ou » sont insérés entre les termes « à la suite » et les termes « d'une mutation ».

**Art. 41.** A l'article 56 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° avant l'alinéa 1<sup>er</sup>, il est inséré un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Le pouvoir organisateur qui a un emploi définitivement vacant à conférer peut accorder un changement d'affectation à un membre du personnel qui le demande. »;

2° à l'alinéa 1<sup>er</sup> ancien, devenu alinéa 2, le mot « définitivement » est inséré entre les mots « emploi » et « vacant »;

3° à l'alinéa 2 ancien, devenu alinéa 3, les termes « être muté » sont remplacés par les termes « bénéficiaire d'un changement d'affectation ou d'une mutation » et le mot « définitivement » est inséré entre les mots « emploi » et « vacant »;

4° à l'alinéa 3 ancien, devenu alinéa 4, les termes « du changement d'affectation ou » sont insérés entre les termes « au moment même » et les termes « de la mutation »;

5° à l'alinéa 4 ancien, devenu alinéa 5, le mot « muté » est remplacé par les termes « qui bénéficie d'un changement d'affectation ou d'une mutation » et les termes « le changement d'affectation ou » sont insérés entre les termes « il a demandé » et les termes « la mutation ».

**Art. 42.** A l'article 57 du même décret, les termes « , le changement d'affectation » sont insérés entre les termes « L'engagement à titre définitif » et les termes « et la mutation ».

**Art. 43.** A l'article 59, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, du même décret, le mot « Exercer » est remplacé par les termes « Etre titulaire avant cet engagement d' ».

**Art. 44.** A l'article 60 du même décret, modifié et complété par le décret du 15 avril 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les termes « ne l'en a pas déchargé » sont remplacés par les termes « ne l'a pas licencié de cette fonction de promotion selon les dispositions du Chapitre VIII »;

2° au § 2bis, les mots « article 30, § 1<sup>er</sup> », sont remplacés par les mots « article 30, §§ 1<sup>er</sup> et 3 »;

3° au § 3, alinéa 2, les termes « ne l'en a pas déchargé » sont remplacés par les termes « ne l'a pas licencié de cette fonction de promotion selon les dispositions du Chapitre VIII »;

4° le § 5 est abrogé.

**Art. 45.** A l'article 62 du même décret, il est ajouté un point 10° rédigé comme suit :

« 10° pendant le temps durant lequel le service de santé administratif a mis le membre du personnel à la pension temporaire. »

**Art. 46.** Le chapitre VIII « De la fin du contrat » du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« CHAPITRE VIII. — *De la fin des contrats*

*Section I<sup>re</sup>. — Généralités*

Article 71. Sous réserve du licenciement pour faute grave des membres du personnel engagés à titre temporaire prévu à l'article 71octies, l'acte par lequel une des parties met fin unilatéralement contrat doit, à peine de nullité, être notifié à l'autre partie, soit par exploit d'huissier, soit par lettre recommandée, laquelle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition, soit par la remise d'un écrit de la main à la main.

Dans cette dernière hypothèse, l'autre partie appose sa signature sur le double de cet écrit pour accusé de réception.

A peine de nullité, la notification doit mentionner la date à partir de laquelle le préavis débute et la durée de celui-ci.

Article 71bis. La partie qui résilie le contrat sans respecter le délai de préavis est tenue de payer à l'autre partie une indemnité égale à la rémunération en cours correspondant soit à la durée du délai de préavis, soit à la partie de ce délai restant à courir, sans préjudice d'autres dommages et intérêts.

Lorsque l'indemnité de congé est à charge du pouvoir organisateur, elle comprend non seulement la rémunération en cours, mais aussi les avantages acquis en vertu du contrat.

*Section II. — Des fins de contrat des membres du personnel engagés à titre temporaire dans une fonction de recrutement*

Article 71ter. Les contrats conclus avec les membres du personnel engagés à titre temporaire dans une fonction de recrutement prennent fin en tout ou en partie :

- d'office conformément à l'article 71quater;
- par consentement mutuel conformément à l'article 71quinquies;
- par démission conformément à l'article 71sexies;
- par licenciement moyennant préavis conformément à l'article 71septies;
- par licenciement sans préavis pour faute grave conformément à l'article 71octies.

*Sous-section I<sup>re</sup>. — De la fin d'office des contrats*

Article 71quater. Un engagement temporaire dans une fonction de recrutement prend fin d'office pour l'ensemble ou pour une partie de la charge :

- 1° au moment du retour du titulaire de l'emploi ou du membre du personnel qui le remplace temporairement;
- 2° au moment où l'emploi du membre du personnel temporaire est attribué totalement ou partiellement à un autre membre du personnel,
  - a) par application de la réglementation sur la mise en disponibilité par défaut d'emploi et sur la réaffectation;
  - b) par application de l'article 18 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives;
  - c) suite à une mutation à un changement d'affectation;
  - d) suite à un engagement à titre définitif,



- 3° à partir de la date où la fonction exercée ou le membre du personnel ne peut plus être subventionné entièrement ou partiellement pour des raisons indépendantes du pouvoir organisateur;
- 4° au plus tard le dernier jour de l'année scolaire au cours de laquelle l'engagement a été fait;
- 5° à partir de la réception de l'avis définitif du service de santé administratif déclarant le membre du personnel temporaire définitivement inapte ou le mettant à la pension définitive pour raisons de santé;
- 6° dans l'enseignement de promotion sociale ou dans l'enseignement en alternance, s'il échet, à l'issue de l'organisation d'une unité de formation d'une section pour laquelle l'engagement temporaire a été conclu;
- 7° à la date prévue dans le contrat;
- 8° lorsque le membre du personnel cesse de répondre aux conditions suivantes :
- a) être Belge ou ressortissant d'un état-membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;
  - b) jouir des droits civils et politiques;
  - c) satisfaire aux lois sur la milice;
- 9° lorsque le membre du personnel, après une absence autorisée, néglige sans motif valable de reprendre son service et reste absent pendant une période ininterrompue de plus dix jours;
- 10° lorsque le membre du personnel abandonne sans motif valable son emploi et reste absent pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;
- 11° lorsque le membre du personnel se trouve dans les cas où une application des lois pénales entraîne la cessation de fonctions;
- 12° lorsque le membre du personnel est dans une situation d'incapacité permanente de travail reconnue conformément à la loi ou au règlement et l'empêche de remplir convenablement ses fonctions;
- 13° lorsque le membre du personnel refuse, sans motif valable, d'occuper emploi attribué par le pouvoir organisateur après avoir été rappelé en activité de service;
- 14° au moment de la mise à la pension pour limite d'âge;
- 15° à la date où il est constaté que le membre du personnel a été engagé sans respecter les règles statutaires;
- 16° à la date où le membre du personnel est engagé à titre définitif dans cet emploi.

#### Sous-section II. — De la fin des contrats par consentement mutuel

Article 71*quinquies*. Le contrat conclu avec les membres du personnel peut prendre fin par le consentement mutuel des parties.

Dans ce cas, celui-ci est constaté par un écrit signé et daté par les deux parties. Cet écrit mentionne la date de la fin du contrat.

#### Sous-section III. — De la fin des contrats par démission du membre du personnel

Article 71*sexies*. Un membre du personnel peut unilatéralement mettre fin au contrat moyennant préavis de huit jours.

#### Sous-section IV. — De la fin des contrats moyennant licenciement avec préavis.

Article 71*septies*. § 1<sup>er</sup>. Sauf s'il est engagé par le pouvoir organisateur sur base de son classement dans le groupe 1 visé à l'article 34, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1°, au sein de ce pouvoir organisateur, le membre du personnel peut être licencié moyennant un préavis motivé de quinze jours. Le membre du personnel est préalablement invité à se faire entendre. La convocation à l'audition ainsi que les motifs en raison desquels le pouvoir organisateur envisage de licencier le membre du personnel doivent lui être notifiés cinq jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par la réception d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception. Lors de son audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement libre subventionné ou par un représentant d'une organisation syndicale représentative. La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel dûment convoqué ne se présente pas à audition ou n'y est pas représenté.

S'il est engagé dans un emploi temporairement vacant par le pouvoir organisateur sur base de son classement dans le groupe 1 visé à l'article 34, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1°, au sein de ce pouvoir organisateur, le membre du personnel peut être licencié par ce pouvoir organisateur moyennant un préavis de quinze jours, pour autant que la Chambre de recours compétente ait préalablement donné un avis motivé.

S'il est engagé dans un emploi définitivement vacant par le pouvoir organisateur sur base de son classement dans le groupe 1 visé à l'article 34, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1°, au sein de ce pouvoir organisateur, le membre du personnel peut être licencié moyennant un préavis de trois mois, pour autant que la Chambre de recours compétente ait préalablement donné un avis motivé.

§ 2. Dans les cas visés au § 1<sup>er</sup>, alinéas 2 et 3, le pouvoir organisateur notifie immédiatement au membre du personnel, par lettre recommandée, copie de la demande d'avis à la Chambre de recours.

La Chambre de recours transmet son avis motivé au pouvoir organisateur dans un délai de quarante-cinq jours à partir de la date de la réception de la demande qui lui est faite par le pouvoir organisateur.

Le pouvoir organisateur mentionne, le cas échéant, les raisons pour lesquelles l'avis n'aurait pas été suivi.

§ 3. Le membre du personnel et le pouvoir organisateur sont entendus par la Chambre de recours.

Le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un représentant d'une organisation syndicale représentative, par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement libre subventionné.

Le pouvoir organisateur peut se faire assister ou représenter par un avocat, un défenseur choisi parmi les membres d'un pouvoir organisateur d'un établissement de même caractère ou par un délégué d'une association qui défend les intérêts des pouvoirs organisateurs.

La non-comparution du membre du personnel ou de son représentant, ainsi que la non-comparution du pouvoir organisateur ou de son représentant à la réunion n'empêche pas la Chambre de recours de se prononcer.

§ 4. S'il s'agit d'un professeur ou d'un maître de religion, l'accord de l'autorité compétente du culte est toujours requis.

#### Sous-section V. — De la fin des contrats moyennant licenciement sans préavis pour faute grave

Article 71*octies*. § 1<sup>er</sup>. Le pouvoir organisateur peut licencier tout membre du personnel engagé à titre temporaire, sans préavis, pour faute grave.

Est considéré comme constituant une faute grave, toute faute qui rend immédiatement et définitivement impossible toute collaboration professionnelle entre le membre du personnel et le pouvoir organisateur.

§ 2. Dès le moment où il a connaissance d'éléments susceptibles d'être constitutifs de la faute grave, le pouvoir organisateur convoque par lettre recommandée le membre du personnel à une audition qui doit avoir lieu au plus tôt cinq jours et au plus tard dix jours après l'envoi de la convocation.

§ 3. Si, après l'audition, le pouvoir organisateur estime qu'il y a assez d'éléments constitutifs de la faute grave, il peut procéder dans les trois jours qui suivent l'audition au licenciement. Le licenciement est accompagné de la preuve de la réalité des faits allégués. Il est notifié à l'autre partie soit par un exploit d'huissier de justice, soit par une lettre recommandée à la poste, laquelle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

§ 4. Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un représentant d'une organisation syndicale représentative, par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement libre subventionné.

#### Section III. — De la fin des contrats des membre du personnel engagés à titre temporaire dans une fonction de sélection ou de promotion

Article 71*nonies*. Les contrats conclus avec les membres du personnel engagés à titre temporaire dans une fonction de sélection ou de promotion prennent fin :

- d'office conformément à l'article 71*quater*, à l'exception du 4°;
- par consentement mutuel conformément à l'article 71*quinquies*;
- par démission conformément à l'article 71*sexies*;
- par licenciement moyennant préavis conformément à l'article 71*septies*, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>;
- par licenciement sans préavis pour faute grave conformément à l'article 71*octies*.

#### Section IV. — De la fin des contrats des membres du personnel engagés à titre définitif

##### Sous-section I<sup>re</sup>. — De la fin d'office des contrats

Article 72. § 1<sup>er</sup>. Les contrats conclus avec les membres du personnel engagés à titre définitif prennent fin sans préavis :

- 1° lorsque ceux-ci cessent de répondre aux conditions suivantes :
  - a) être Belge ou ressortissant d'un état-membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;
  - b) jouir des droits civils et politiques;
  - c) satisfaire aux lois sur la milice;
- 2° lorsque ceux-ci, après une absence autorisée, négligent, sans motif valable, de reprendre leur service et restent absents pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;
- 3° lorsque ceux-ci abandonnent, sans motif valable, leur emploi et restent absents pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;
- 4° lorsque ceux-ci se trouvent dans les cas où l'application des lois pénales entraînent la cessation des fonctions;
- 5° lorsque ceux-ci sont dans une situation d'incapacité permanente de travail reconnue, conformément à la loi ou au règlement, qui les empêche de remplir convenablement leurs fonctions;
- 6° lorsque ceux-ci refusent, sans motif valable, après avoir été rappelés en activité de service d'occuper l'emploi attribué par le pouvoir organisateur;
- 7° par la mise à la retraite pour limite d'âge ou pour inaptitude physique définitive;
- 8° par le licenciement pour faute grave, conformément à l'article 73;
- 9° par démission d'office, conformément à l'article 73;
- 10° lorsqu'aucun recours n'a été introduit contre la notification de la constatation d'une incompatibilité ou lorsque l'incompatibilité est constatée par un jugement ou un arrêt définitif d'une juridiction du travail; dans ce cas, le contrat prend fin effectivement dans les dix jours de notification au membre du personnel de la décision définitive;
- 11° à partir du moment où leur engagement à titre définitif, qui s'est avéré irrégulier, est annulé, pour autant que l'irrégularité ne soit pas le fait du pouvoir organisateur; dans ce cas, le membre du personnel garde les droits acquis liés à sa situation régulière précédente.

§ 2. Lorsque la cessation définitive des fonctions entraîne l'application de l'article 10 de la loi du 20 juillet 1991 portant des dispositions sociales et diverses, la Communauté française verse à l'Office national de sécurité sociale les cotisations prévues dans cet article.

## Sous-section II. — De la fin des contrats par consentement mutuel

Article 72bis. Le contrat conclu avec les membres du personnel engagés à titre définitif peut prendre fin par le consentement mutuel des parties.

Dans ce cas, celui-ci est constaté par un écrit qui mentionne la date à laquelle le pouvoir organisateur et le membre du personnel ont déclaré leur consentement.

## Sous-section III. — De la fin des contrats par démission du membre du personnel

Article 72ter. Un membre du personnel peut unilatéralement mettre fin au contrat moyennant un préavis de quinze jours.

Le préavis est notifié au pouvoir organisateur par lettre recommandée, laquelle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition. »

**Art. 47.** L'article 73, § 1<sup>er</sup>, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. Si les membres du personnel engagés à titre définitif manquent à leurs devoirs, ils peuvent encourir une des sanctions suivantes :

- 1° le rappel à l'ordre;
- 2° le blâme;
- 3° la retenue sur traitement;
- 4° la suspension par mesure disciplinaire;
- 5° la mise en disponibilité par mesure disciplinaire;
- 6° la rétrogradation disciplinaire;
- 7° la démission d'office;
- 8° le licenciement pour faute grave. »

**Art. 48.** Il est inséré dans le même décret un article 73bis rédigé comme suit :

« Article 73bis. Aucune sanction ne peut produire d'effet pour la période qui précède son prononcé.

L'action disciplinaire engagée à l'égard d'un membre du personnel n'entraîne l'éloignement de l'intéressé de ses fonctions qu'à partir du troisième jour ouvrable après l'expiration du délai de recours si le membre du personnel n'en introduit pas; ou du troisième jour ouvrable suivant la notification de la décision définitive du pouvoir organisateur visée à l'article 74, § 2, dans le cas contraire. »

**Art. 49.** A l'article 74, § 2, alinéa 2, du même décret, modifié et complété par le décret du 8 février 1999, les termes « notifie sa décision définitive au membre du personnel et » sont insérés entre les termes « Le pouvoir organisateur » et « mentionne ».

**Art. 50.** A l'article 80 du même décret, les termes « groupements les plus représentatifs » sont remplacés par les termes « organes de représentation et de coordination ».

**Art. 51.** L'article 81 du même décret, complété par le décret du 8 février 1999, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 81. § 1<sup>er</sup>. Les Chambres de recours sont composées :

- 1° d'un nombre égal de représentants des pouvoirs organisateurs et des membres du personnel de l'enseignement libre subventionné. Pour chaque membre effectif, il y a deux membres suppléants;
- 2° de deux présidents et deux présidents suppléants;
- 3° d'un secrétaire et d'un secrétaire adjoint.

Le nombre de membres de chaque Chambre de recours ainsi que la durée de leur mandat sont fixés par un arrêté du Gouvernement; chaque Chambre comprend au moins quatre membres effectifs représentant les membres du personnel.

Les membres effectifs et suppléants de la Chambre de recours sont nommés par le Gouvernement sur proposition des groupements dont il est question à l'article 80. A défaut d'accord au sein de ceux-ci, le Gouvernement peut trancher.

Un des présidents est choisi par le Gouvernement parmi les magistrats en activité ou admis à la retraite. Il siège dans toute matière, sauf lorsqu'il s'agit de rendre un avis relatif au rapport provisoire visé à l'article 42, § 1<sup>er</sup>, 12°.

Le second président est choisi par le Gouvernement, soit parmi les fonctionnaires généraux, soit parmi les conciliateurs sociaux. Il siège lorsqu'il s'agit de rendre un avis relatif au rapport provisoire visé à l'article 42, § 1<sup>er</sup>, 12°.

Le Gouvernement désigne un suppléant pour chacun des présidents précités.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, 1°, lorsqu'il s'agit de rendre un avis sur le retrait du visa de l'autorité du culte infligé à un temporaire prioritaire ou à un définitif, par dérogation au § 1<sup>er</sup>, 1°, la Chambre de recours est composée de trois représentants des pouvoirs organisateurs, de deux représentants de l'autorité du culte concerné et de cinq représentants des organisations syndicales visées à l'article 80.

Pour chaque membre effectif, il y a deux membres suppléants.

Les représentants de l'autorité du culte sont nommés par le Gouvernement sur proposition de l'autorité du culte concerné. »

**Art. 52.** A l'article 83 du même décret, complété par le décret du 15 avril 1995, les termes « des articles 36, 70 et 74 » sont remplacés par les termes « des articles 71septies et 74 ».

**Art. 53.** A l'article 88, alinéa 2, 5°, du même décret, les termes « article 73, § 1<sup>er</sup>, 4°, 5° et 6° » sont remplacés par les termes « article 73, § 1<sup>er</sup>, 4° à 8° ».

**Art. 54.** A l'article 89 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, les termes « article 73, § 1<sup>er</sup>, 4°, 5° et 6° » sont remplacés par les termes « article 73, § 1<sup>er</sup>, 4° à 8° »;

2° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les termes « de l'article 71, 1°, b), et 4° » sont remplacés par les termes « des articles 71quater, 8°, b), et 72, § 1<sup>er</sup>, 1°, b), et 4° ».

**Art. 55.** L'article 91 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 91. § 1<sup>er</sup>. Après consultation des organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs et des groupements du personnel de l'enseignement subventionné libre, affiliés à une organisation syndicale représentée au Conseil national du travail, le Gouvernement institue :

1° pour l'enseignement libre confessionnel :

a) une commission paritaire centrale dont la compétence s'étend à tous les niveaux de l'enseignement;

b) d'autres commissions paritaires dont la compétence s'étend à un ou plusieurs niveaux d'enseignement.

2° pour l'enseignement libre non confessionnel :

a) une commission paritaire centrale dont la compétence s'étend à tous les niveaux de l'enseignement;

b) d'autres commissions paritaires dont la compétence s'étend à un ou plusieurs niveaux d'enseignement.

L'arrêté du Gouvernement instituant une commission paritaire fait connaître la dénomination, la compétence et la composition de la commission paritaire.

§ 2. Les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs transmettent la liste des pouvoirs organisateurs qu'ils représentent à la commission paritaire centrale de leur caractère.

Les pouvoirs organisateurs qui ne sont pas affiliés à un de ces organes font connaître au président de la commission paritaire concernée qu'ils souhaitent en relever.

A défaut, le Gouvernement, après consultation de chacune des commissions paritaires, décide de quelle commission paritaire le pouvoir organisateur concerné relève. »

CHAPITRE II. — *Modifications à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécial*

**Art. 56.** A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécial est inséré un § 6 rédigé comme suit :

« § 6. ORCE : l'organe de concertation d'entité dont la composition et les règles de fonctionnement sont réglées par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1<sup>er</sup> octobre 1998 appliquant l'article 25 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement en ce qui concerne l'enseignement libre confessionnel, et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 janvier 1999 appliquant dans l'enseignement libre subventionné non confessionnel l'article 25 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement en ce qui concerne l'enseignement libre non confessionnel. »

**Art. 57.** Dans l'intitulé du chapitre II du même arrêté, les termes « et à l'ORCE » sont insérés après les termes « aux pouvoirs organisateurs ».

**Art. 58.** A l'article 4 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° il est inséré un § 3bis rédigé comme suit :

« § 3bis. Tout pouvoir organisateur est tenu de communiquer à l'ORCE :

1° la liste des membres du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclarés en perte partielle de charge;

2° la liste des emplois vacants occupés par les membres du personnel temporaire qui ne sont pas soustraits à la réaffectation;

3° le relevé des emplois définitivement vacants qu'il a attribués par remise au travail;

4° à sa demande, la liste de tous les emplois ayant fait l'objet d'une demande de subvention-traitement. »;

2° le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. L'ORCE transmet à la Commission régionale de réaffectation :

1° la liste des membres du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclarés en perte partielle de charge qu'il n'a pas pu satisfaire;

2° la liste des emplois vacants, occupés par les membres du personnel temporaire qui ne sont pas soustraits à la réaffectation, qui subsistent encore après les opérations de réaffectation effectuées;

3° le relevé des emplois définitivement vacants que le pouvoir organisateur a attribués par remise au travail;

4° le cas échéant, le procès-verbal de constatation du (ou des) désaccord(s) visé à l'article 9bis, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1<sup>er</sup> octobre 1998 appliquant l'article 25 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement. »

**Art. 59.** A l'article 15 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Ne doivent pas être déclarés aux Commissions de réaffectation visées au chapitre VI les emplois occupés par les membres du personnel qui remplissent les conditions suivantes :

1° comptabiliser, à l'issue de l'année scolaire qui précède, 720 jours de service acquis dans l'enseignement libre subventionné dans une fonction de la catégorie en cause, répartis sur trois années scolaires au moins et calculés selon les modalités fixées à l'article 29bis du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné;

2° 360 jours au moins sur les 720 jours requis doivent avoir été accomplis au sein du pouvoir organisateur. Ces 360 jours doivent être répartis sur deux années scolaires au moins. »;

2° il est inséré un § 3 rédigé comme suit :

« § 3. Les opérations de réaffectation effectuées par les ORCE et les opérations de réaffectation et de remise au travail effectuées par les Commissions régionales et centrale de réaffectation, à l'exception de leur reconduction, ne peuvent conduire à priver un membre du personnel de l'emploi obtenu en application de l'article 29quater, 2°, du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné.

La reconduction de l'affectation prioritaire visée à l'article 29quater, 2°, du décret précité a priorité sur la reconduction de la réaffectation ou de la remise au travail visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>. »

**Art. 60.** A l'article 16, § 4, du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° il est inséré entre l'alinéa 1<sup>er</sup> et l'alinéa 2, un alinéa rédigé comme suit :

« En cas de recours contre la réaffectation de l'ORCE, copie de la notification visée à l'alinéa précédent est adressée par le pouvoir organisateur à l'ORCE dans les dix jours calendrier de la réception de la notification. »;

2° à l'alinéa 2 ancien, devenu alinéa 3, les termes « à l'article 71, 6° » sont remplacés par les termes « aux articles 71quater, 13° et 72, § 1<sup>er</sup>, 6° ».

**Art. 61.** A l'article 17 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1<sup>er</sup>, 1°, est remplacé par la disposition suivante :

« 1° de réaffecter les membres du personnel en disponibilité, soit en procédant à des désignations d'office, soit en entérinant les réaffectations effectuées par :

a) les pouvoirs organisateurs;

b) l'ORCE;

c) les Commissions régionales de réaffectation dans l'enseignement ordinaire. »;

2° au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les termes « ou par l'ORCE conformément à l'article 17bis » sont ajoutés après les termes « par les pouvoirs organisateurs des écoles ».

**Art. 62.** Au chapitre VI du même arrêté est inséré un article 17bis rédigé comme suit :

« Article 17bis. L'ORCE réaffecte les membres du personnel encore en disponibilité dans l'entité après que tous les pouvoirs organisateurs ont effectué les opérations de réaffectation et de remise au travail des membres de leur personnel. »

CHAPITRE III. — *Modifications à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique libres subventionnés*

**Art. 63.** A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique libres subventionnés, complété par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 août 1996, est inséré un § 9 rédigé comme suit :

« § 9. ORCES : l'organe de concertation établi au niveau des centres d'enseignement secondaire dont la composition, les compétences et les règles de fonctionnement sont déterminées par l'arrêté royal du 30 mars 1982 relatif aux centres d'enseignement secondaire et fixant le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement secondaire de plein exercice. »



**Art. 64.** Au chapitre I<sup>er</sup> du même arrêté est inséré un article *2bis* rédigé comme suit :

« Article *2bis*. L'abréviation utilisée dans le présent arrêté en vue d'en simplifier la présentation doit se lire comme suit :

CES : centre d'enseignement secondaire. »

**Art. 65.** Dans l'intitulé du chapitre II du même arrêté, les termes « et à l'ORCES » sont insérés après les termes « des pouvoirs organisateurs ».

**Art. 66.** A la section 1<sup>er</sup> du chapitre II du même arrêté est inséré un article *7bis* rédigé comme suit :

« Article *7bis*. Tout pouvoir organisateur est tenu de communiquer à l'ORCES :

1° la liste des membres du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclarés en perte partielle de charge;

2° la liste des emplois occupés par les membres du personnel temporaire et qui ne sont pas soustraits à la réaffectation et à la remise au travail au sens de l'article 20;

3° le relevé des emplois définitivement vacants pour la durée de l'année scolaire au moins qu'il a attribués par remise au travail ou par rappel provisoire à l'activité de service;

4° à sa demande, la liste de tous les emplois ayant fait l'objet d'une demande de subvention-traitement. »

**Art. 67.** L'article 8 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 8. L'ORCES transmet à la Commission zonale de réaffectation :

1° la liste des membres du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclarés en perte partielle de charge qu'il n'a pas pu satisfaire;

2° la liste des emplois vacants, occupés par les membres du personnel temporaire qui ne sont pas soustraits à la réaffectation, qui subsistent encore après les opérations de réaffectation effectuées;

3° le relevé des emplois définitivement vacants que le pouvoir organisateur a attribués par remise de travail;

4° le cas échéant, le procès-verbal de constatation du(ou des) désaccords) visé à l'article *17bis*, § 4, de l'arrêté royal du 30 mars 1982 relatif aux centres d'enseignement secondaire et fixant le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement secondaire de plein exercice. »

**Art. 68.** L'article 12, § 1<sup>er</sup>, 3°, du même arrêté est complété par les mots suivants :

« , réaffecté par l'ORCES, à l'exception des membres du personnel exerçant les fonctions de directeur. »

**Art. 69.** A l'article 13, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, complété par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 août 1996, est ajouté un 3° rédigé comme suit :

« 3° dans l'enseignement spécial uniquement, à tout membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge dans la même fonction dans un établissement appartenant au même CES, réaffecté par l'ORCES, à l'exception des membres du personnel exerçant les fonctions de directeur. »

**Art. 70.** A l'article 39 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Ne doivent pas être déclarés aux Commissions de réaffectation visées au chapitre VII les emplois occupés par les membres du personnel qui remplissent les conditions suivantes :

1° comptabiliser, à l'issue de l'année scolaire qui précède, 720 jours de service acquis dans l'enseignement libre subventionné, repartis sur trois années scolaires au moins et calculés selon les modalités fixées à l'article *29bis* du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné;

2° 360 jours au moins sur les 720 jours requis doivent avoir été accomplis dans une fonction de la catégorie en cause;

3° 360 jours au moins sur les 720 requis doivent avoir été rendus auprès du pouvoir organisateur. Ces 360 jours doivent être répartis sur deux années scolaires au moins. »;

2° il est inséré un § 3 rédigé comme suit :

« § 3. Les opérations de réaffectation effectuées par les ORCES et les opérations de réaffectation et de remise au travail effectuées par les Commissions zonales et centrale de réaffectation, à l'exception de leur reconduction, ne peuvent conduire à priver un membre du personnel de l'emploi obtenu en application de l'article *29quater*, 2°, du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné.

La reconduction de l'affectation prioritaire visée à l'article *29quater*, 2°, du décret précité a priorité sur la reconduction de la réaffectation ou de la remise au travail visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>. »

**Art. 71.** A l'article 40, § 4, du même arrêté, modifié et complété par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 août 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 2, les termes « à l'article 71, 6° » sont remplacés par les termes « aux articles 71<sup>quater</sup>, 13°, et 72, § 1<sup>er</sup>, 6° » et les termes « l'article 22, § 2, 4° » sont remplacés par les termes « l'article 41, § 2, 4° »;

2° il est inséré après l'alinéa 2, un alinéa rédigé comme suit :

« En cas de recours contre la réaffectation de l'ORCES, copie de la notification visée à l'alinéa précédent est adressée par le pouvoir organisateur à l'ORCES dans les dix jours calendrier de la réception de la notification. »

**Art. 72.** A l'article 41, § 2, 1°, du même arrêté, les termes « , par l'ORCES » sont insérés entre les termes « par les pouvoirs organisateurs » et les termes « et par les Commissions zonales de réaffectation visés à l'article 23. »

**Art. 73.** L'article 42, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 août 1996, est complété par les termes « , soit en entérinant les réaffectations opérées par l'ORCES ».

CHAPITRE IV. — *Modifications à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale libre subventionné*

**Art. 74.** L'article 16, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale libre subventionné est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Ne doivent pas être déclarés aux Commissions de réaffectation visées au chapitre VII les emplois occupés par les membres du personnel qui remplissent les conditions suivantes :

1° comptabiliser, à l'issue de l'année scolaire qui précède, 720 jours de service acquis dans l'enseignement libre subventionné de même caractère, répartis sur trois années scolaires au moins et calculés selon les modalités fixées à l'article 29<sup>bis</sup>, §§ 4 à 6, et 29<sup>ter</sup>, du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement libre subventionné;

2° 360 jours au moins sur les 720 requis doivent avoir été accomplis dans une fonction de la catégorie en cause;

3° de plus, 360 jours au moins sur les 720 requis doivent avoir été rendus auprès du pouvoir organisateur. Ces 360 jours doivent être répartis sur deux années scolaires au moins. »

CHAPITRE V. — *Modifications à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1<sup>er</sup> octobre 1998 appliquant l'article 25 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement*

**Art. 75.** L'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1<sup>er</sup> octobre 1998 appliquant l'article 25 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement est complété par la phrase suivante :

« Pour chaque membre effectif, il y a un membre suppléant. »

**Art. 76.** Dans le même arrêté est inséré un article 9<sup>bis</sup> rédigé comme suit :

« Article 9<sup>bis</sup>. L'organe de concertation est compétent en matière statutaire, en ce compris pour l'enseignement spécial, dans les cas visés par le décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécial.

Dans le cadre de la compétence de décision découlant de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précité, est prise toute décision réunissant la majorité des deux tiers à la fois au sein des représentants des pouvoirs organisateurs et au sein des représentants du personnel. Si cette double majorité n'est pas atteinte, le désaccord est constaté et les positions des deux parties sont transmises à la Commission régionale de réaffectation, qui tranche.

Dans le cadre de la compétence de contrôle découlant du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 précité, le procès-verbal reprenant les conclusions des travaux de l'organe de concertation, en ce compris les positions divergentes éventuelles, est adopté à la majorité des deux tiers à la fois au sein des représentants des pouvoirs organisateurs et au sein des représentants du personnel. »

**Art. 77.** A l'article 10 du même arrêté le mot « régulièrement » est supprimé.

CHAPITRE VI. — *Modifications à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 janvier 1999 appliquant, dans l'enseignement libre subventionné non confessionnel, l'article 25 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement*

**Art. 78.** A l'article 3, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 janvier 1999 appliquant, dans l'enseignement libre subventionné non confessionnel, l'article 25 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement est inséré après l'alinéa 1<sup>er</sup>, un alinéa rédigé comme suit :

« Pour chaque membre effectif, il y a un membre suppléant. »

**Art. 79.** A l'article 8, 1°, du même arrêté les mots « article 8 » sont remplacés par les mots « article 7 ».

**Art. 80.** Dans le même arrêté est inséré un article 8<sup>bis</sup> rédigé comme suit :

« Article 8<sup>bis</sup>. L'organe de concertation est compétent en matière statutaire, en ce compris dans l'enseignement spécial, dans les cas visés par le décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécial.

Dans le cadre de la compétence de décision découlant de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précité, est prise toute décision réunissant la majorité des deux tiers à la fois au sein des représentants des pouvoirs organisateurs et au sein des représentants du personnel. Si cette double majorité n'est pas atteinte, le désaccord est constaté et les positions des deux parties sont transmises à la Commission régionale de réaffectation, qui tranche.

Dans le cadre de la compétence de contrôle découlant du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 précité, les conclusions des travaux de l'organe de concertation sont adoptées à la majorité des deux tiers à la fois au sein des représentants des pouvoirs organisateurs et au sein des représentants du personnel. »

**Art. 81.** A l'article 9 du même arrêté le mot « régulièrement » est supprimé.

**CHAPITRE VII. — Modifications à la loi du 29 mai 1959  
modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement**

**Art. 82.** A l'article 3, § 2, alinéa 7, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, les termes « Il ne peut en modifier le nombre que sur avis conforme de la Commission de planification » sont supprimés.

**CHAPITRE VIII. — Modifications à l'arrêté royal du 30 mars 1982 relatif aux centres d'enseignement secondaire et fixant le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement secondaire de plein exercice**

**Art. 83.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 30 mars 1982 relatif aux centres d'enseignement secondaire et fixant le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement secondaire de plein exercice sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « et en alternance » sont ajoutés après les mots « de plein exercice »;

2° l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 84.** A l'article 17, 1°, c), du même arrêté, les termes « 125 » sont remplacés par les termes « 50 ».

**Art. 85.** Au chapitre II du même arrêté est inséré un article 17bis rédigé comme suit :

« Article 17bis. § 1<sup>er</sup>. Dans l'enseignement libre subventionné, il est créé un organe de concertation entre les pouvoirs organisateurs et les organisations syndicales représentatives au niveau du centre d'enseignement secondaire.

Cet organe de concertation est compétent en matière statutaire, dans les cas visés par le décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, et artistique libres subventionnés.

§ 2. Chaque organe de concertation est composé de six représentants des pouvoirs organisateurs et de six représentants du personnel avec voix délibérative.

Pour chaque membre effectif, il y a un membre suppléant.

L'organe de concertation est présidé par un représentant des pouvoirs organisateurs désigné, en son sein, par la délégation des pouvoirs organisateurs. Le secrétariat de l'organe de concertation est confié à un membre de la délégation syndicale.

L'assemblée générale de concertation comprend l'ensemble des pouvoirs organisateurs et des délégués syndicaux du centre d'enseignement secondaire. Elle est présidée par le président de l'organe de concertation.

§ 3. Les représentants des pouvoirs organisateurs au sein de l'organe de concertation sont désignés par le comité des délégués des pouvoirs organisateurs du centre d'enseignement secondaire.

Les représentants du personnel au sein de l'organe de concertation sont désignés selon des modalités fixées par le Gouvernement sur proposition des groupements du personnel de enseignement subventionné libre, affiliés à une organisation syndicale représentée au Conseil national du travail.

§ 4. Dans le cadre de la compétence de décision découlant de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précité, est prise toute décision réunissant la majorité des deux tiers à la fois au sein des représentants des pouvoirs organisateurs et au sein des représentants du personnel. Si cette double majorité n'est pas atteinte, le désaccord est constaté et les positions des deux parties sont transmises à la Commission zonale de réaffectation, qui tranche.

§ 5. Dans le cadre de la compétence de contrôle découlant du décret du 1<sup>er</sup> février 1993, le procès-verbal reprenant les conclusions des travaux de l'organe de concertation, en ce compris les positions divergentes éventuelles, est adopté à la majorité des deux tiers à la fois au sein des représentants des pouvoirs organisateurs et au sein des représentants du personnel.

§ 6. L'organe de concertation se réunit à l'initiative du président ou à la demande de deux tiers au moins des représentants des pouvoirs organisateurs ou du personnel.

§ 7. L'assemblée générale de concertation se réunit une fois par an à l'initiative de son président. L'assemblée peut être convoquée pour une seconde réunion par le président à la demande de deux tiers au moins des représentants des pouvoirs organisateurs ou des représentants des membres du personnel. »

**CHAPITRE IX. — Modifications au décret du 30 juin 1998  
visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale,  
notamment par la mise en oeuvre de discriminations positives**

**Art. 86.** L'article 18, alinéa 3, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en oeuvre de discriminations positives est remplacé par la disposition suivante :

« Dans l'enseignement libre subventionné, la priorité visée à l'article 29quater, 2°, du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné est accordée aux membres du personnel engagés dans une fonction de recrutement qui ont été en service, pendant 10 années au moins, dans un établissement visé à l'article 4 ainsi que ceux visés à l'article 64. »

**CHAPITRE X. — Dispositions transitoires et finale**

**Art. 87.** Le Conseil d'entreprise, l'instance de concertation locale ou à défaut le pouvoir organisateur avec la délégation syndicale peuvent valider, pour l'ancienneté requise dans le cadre du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, les services accomplis avant l'entrée en vigueur du présent décret soit comme agent contractuel subventionné, soit dans une fonction à charge du pouvoir organisateur, pour autant que le membre du personnel ait exercé une fonction identique à une fonction qui peut être admise au subventionnement, et pour autant qu'il remplisse toutes les conditions visées à l'article 30 du décret précité.

**Art. 88.** Lorsqu'il s'agit d'attribuer un emploi devenu, au cours de la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 juin 2003 définitivement vacant ou temporairement vacant pour une période ininterrompue d'au moins quinze semaines, la condition de la candidature conforme à l'article 34bis ne sera pas requise en cas d'application de l'article 29quater, 6°, 7°, 11° et 12°.

**Art. 89.** Jusqu'au 31 décembre 2003, pour l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécial, les groupements les plus représentatifs des pouvoirs organisateurs cités à l'article 80 du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 précité sont les organes reconnus comme organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs en application de l'article 74, § 1<sup>er</sup>, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et organisant les structures propres à les atteindre.

**Art. 90.** L'article 91 du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 précité est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 91. § 1<sup>er</sup>. Après consultation des groupements les plus représentatifs des pouvoirs organisateurs et des groupements du personnel de l'enseignement subventionné libre, affiliés à une organisation syndicale représentée au Conseil national du Travail, le Gouvernement institue :

1° pour l'enseignement libre confessionnel :

- a) une commission paritaire centrale dont la compétence s'étend à tous les niveaux de l'enseignement;
- b) d'autres commissions paritaires dont la compétence s'étend à un ou plusieurs niveaux d'enseignement;

2° pour l'enseignement libre non confessionnel :

- a) une commission paritaire centrale dont la compétence s'étend à tous les niveaux de l'enseignement;
- b) d'autres commissions paritaires dont la compétence s'étend à un ou plusieurs niveaux d'enseignement.

L'arrêté du Gouvernement instituant une commission paritaire fait connaître la dénomination, la compétence et la composition de la commission paritaire.

§ 2. Les groupements les plus représentatifs des pouvoirs organisateurs transmettent la liste des pouvoirs organisateurs qu'ils représentent à la commission paritaire centrale de leur caractère.

Les pouvoirs organisateurs qui ne sont pas affiliés à un de ces organes font connaître au président de la commission paritaire concernée qu'ils souhaitent en relever.

A défaut, le Gouvernement, après consultation de chacune des commissions paritaires, décide de quelle commission paritaire le pouvoir organisateur concerné relève.

§ 3. Dans l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécial, les groupements les plus représentatifs des pouvoirs organisateurs cités aux paragraphes précédents sont les organes reconnus comme organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs en application de l'article 74 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre. »

**Art. 91.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2003, à l'exception des articles 50 et 55 qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2004 et de l'article 90 qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2003 et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 2003.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 décembre 2002.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,  
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,  
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,  
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,  
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme N. MARECHAL

—  
Note

(1) *Session 2002-2003.*

*Documents du Conseil.* — Projet de décret, n° 330-1. — Amendements de commission, n° 330-2. — Rapport, n° 330-3. *Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 11 décembre 2002.

VERTALING  
MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 4739

[S — C — 200 2/29627]

**19 DECEMBER 2002. — Decreet tot wijziging van sommige bepalingen  
aangaande het statuut van de leden van het gesubsidieerd personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

**HOOFDSTUK I. — Wijzigingen aan het decreet van 1 februari 1993  
houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs**

**Artikel 1.** In artikel 1 van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 1°, worden de woorden « en tehuizen voor kinderen van wie de ouders geen vaste verblijfplaats hebben, » geschrapt;

2° er wordt een § 2bis toegevoegd, luidend als volgt :

« § 2bis. In afwijking van § 1 is dit decreet van toepassing op de gesubsidieerde contractuele ambtenaren en op de personeelsleden die zijn aangeworven in een ambt ten laste van de inrichtende macht wat betreft de bepalingen van artikel 29bis, § 4. »

**Art. 2.** In artikel 3 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt het woord « definitief » ingevoegd tussen de woorden « onder » en « vacante »;

2° er wordt een § 1bis toegevoegd, luidend als volgt :

« § 1bis. Voor de toepassing van dit decreet verstaat men onder « tijdelijk vacante betrekking » iedere betrekking van bepaalde duur dat op het einde van het schooljaar in het leven wordt geroepen of iedere betrekking waarvan de titularis een personeelslid is aangeworven in vast verband, dat tijdelijk verwijderd is van de dienst voor minstens tien werkdagen, behoudens afwijking voorzien in artikel 14 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie en in artikel 9 van het koninklijk besluit van 30 december 1959 betreffende de ziekte- en bevallingsverloven der leden van het personeel uit het Rijksonderwijs. »;

3° er wordt een § 1ter ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1ter. Voor de toepassing van dit decreet verwijzen de woorden "vacante betrekking" zowel naar het begrip van definitief vacante betrekking als naar het begrip tijdelijk vacante betrekking. »;

4° in § 2, eerste lid, worden de woorden « , behalve de selectieambten van het onderwijzend personeel in het middelbaar normaalonderwijs en in het middelbaar technisch normaalonderwijs, die ingedeeld zijn bij de wervingsambten » geschrapt;

5° in § 3, gewijzigd bij decreet van 8 februari 1999, worden de woorden « , van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 25 november 1993 betreffende het geldelijk statuut van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het onderwijzend hulppersoneel van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap » ingevoegd tussen de woorden « Ministerie van Openbaar Onderwijs » en de woorden « en naar artikel 71 van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. »;

6° in § 5 worden de woorden « gebaseerd op » vervangen door de woorden « waarvan het educatief en pedagogisch project verwijst naar »;

7° er wordt een § 7 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 7. Voor de toepassing van dit decreet verstaat men onder « affectatiewijziging » de overgang van een inrichting naar een andere inrichting die behoort tot dezelfde inrichtende macht om er definitief hetzelfde ambt uit te oefenen als datgene dat definitief uitgeoefend werd in de inrichting van herkomst, overeenkomstig artikelen 41, § 1, eerste lid; 49, eerste lid en 56, eerste lid. »;

8° er wordt een § 8 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 8. Voor de toepassing van dit decreet verstaat men onder « mutatie » de overgang van een inrichting voor gesubsidieerd onderwijs naar een andere inrichting die behoort bij een andere inrichtende macht voor gesubsidieerd vrij onderwijs om er in vast verband hetzelfde ambt uit te oefenen als datgene dat in vast verband uitgeoefend werd bij de inrichtende macht van herkomst, overeenkomstig artikelen 41, § 1, tweede lid, 49, tweede lid, en 56, tweede lid. »;

9° er wordt een § 9 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 9. Voor de toepassing van dit decreet verstaat men onder « ambtswijziging » de uitoefening van een ander ambt dan datgene waarvoor het personeelslid in vast verband is aangeworven. »;

10° er wordt een § 10 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 10. Het gebruik in dit decreet van mannelijke namen voor de verschillende titels en ambten is sekseneutraal teneinde de leesbaarheid van de tekst te garanderen en dit niettegenstaande de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van beroepsnamen. »;

11° er wordt een § 11 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 11. De motivering bestaat erin om, in de akte, overwegingen in rechte en in feite op te nemen die de beslissing moeten staven. Deze motivering moet steekhouden. »;



12° er wordt een § 12 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 12. Voor de toepassing van dit decreet verwijst het begrip eenheid naar de nabijheidseenheid zoals bedoeld in artikel 10 van het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het welslagen in de basisscholen. »;

13° er wordt een § 13 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 13. Het begrip van scholengemeenschap voor secundair onderwijs is datgene dat wordt bedoeld in artikel 3, § 2, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving. »;

14° er wordt een § 14 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 14. De afkorting die wordt gebruikt in dit decreet ter vereenvoudiging van de weergave, moet worden gelezen als :

S.S.O : scholengemeenschap voor secundair onderwijs. »;

15° er wordt een § 15 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 15. Het OE is, in het basisonderwijs, het overlegorgaan voor een entiteit waarvan de samenstelling, de bevoegdheden en de werkingsregels geregeld worden door het besluit van de Franse Gemeenschap van 1 oktober 1998 tot toepassing van artikel 25 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs en wijziging van de onderwijswetgeving wat betreft het confessioneel vrij onderwijs en door het besluit van de Franse Gemeenschap van 4 januari 1999 tot toepassing, in het niet-confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs, van artikel 25 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs en wijziging van de onderwijswetgeving wat betreft het niet-confessioneel vrij onderwijs. »;

16° er wordt een § 16 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 16. Het OSSO is, in het secundair onderwijs, het overlegorgaan voor de scholengemeenschappen voor secundair onderwijs waarvan de samenstelling, de bevoegdheden en de werkingsregels zijn vastgelegd bij het koninklijk besluit van 30 maart 1982 betreffende de scholengemeenschappen voor secundair onderwijs en houdende het rationalisatie- en programmatieplan van het secundair onderwijs met volledig leerplan. »;

17° er wordt een § 17 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 17. Voor de toepassing van dit decreet verstaat men onder « categorie » de categorieën van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het maatschappelijk personeel. »;

18° er wordt een § 18 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 18. Voor de toepassing van dit decreet verstaat men onder « sector » de sectoren zoals bedoeld in artikel 13, § 1, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 31 augustus 1992 tot uitvoering van het decreet d.d. 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan. »

**Art. 3.** Artikel 9 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met het volgend punt :

« 6° de personeelsleden met waardigheid en hoffelijkheid te behandelen. De leden van de inrichtende macht en hun afgevaardigden onthouden zich van eender welke verbale of non-verbale houding die deze waardigheid zou kunnen besmeuren. Zij onthouden zich tevens van iedere vorm van belaging. »

**Art. 4.** Artikel 14 van hetzelfde decreet wordt door het volgend lid aangevuld :

« Zij volbrengen de dienstorders nauwgezet en vervullen hun opdrachten met ijver en nauwkeurigheid. »

**Art. 5.** Artikel 15 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 15. Het personeel voert zijn taken uit met de nodige zorg, integriteit en eerbied voor de plaats en tijd en dit binnen de overeengekomen voorwaarden.

Het personeel gaat tewerk op basis van de bevelen en instructies gegeven door de leden van de inrichtende macht en hun afgevaardigden teneinde het contract ten uitvoer te brengen.

Het personeel dient zich zo correct mogelijk te gedragen, zowel in hun dienstverhoudingen als hun contacten met de leerlingen, ouders en publiek. Zij staan elkaar bij wanneer het belang van de inrichting zulks vereist. Zij onthouden zich van elke daad welke de eer of waardigheid van hun ambt zou besmeuren.

Het personeel mijdt alles wat een risico inhoudt voor hun eigen veiligheid, alsook de veiligheid van hun collega's, de leden van de inrichtende macht of hun afgevaardigden, de leerlingen die onder hun hoede staan of derden.

Het personeel geeft de werkinstrumenten en de grondstoffen die het niet heeft gebruikt in goede staat terug aan de inrichtende macht.

Het personeel behandelt op een waardige en hoffelijke wijze zowel de leden van de inrichtende macht en hun afgevaardigden als hun hiërarchische oversten, hun collega's, hun ondergeschikten en hun leerlingen. Zij onthouden zich van elke verbale of non-verbale houding die deze waardigheid zou kunnen aantasten. Ze onthouden zich van elke daad van belaging. »

**Art. 6.** In artikel 21 van hetzelfde decreet worden de woorden « van de onderwijsinrichting waarin » vervangen door « en van het opvoedkundig project van de inrichtende macht waarin ».

**Art. 7.** In artikel 23 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord « centrale » ingevoegd tussen de woorden « bevoegde » et « paritaire »;

2° in het tweede lid worden het woord « centrale » wordt gevoegd tussen de woorden « die » en « commissie ».

**Art. 8.** In artikel 24 van hetzelfde decreet worden de woorden « van deze onderwijsinrichting » vervangen door de woorden « en van het opvoedkundig project van de inrichtende macht waartoe deze onderwijsinrichting behoort. »

**Art. 9.** In artikel 26, eerste lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd door het decreet van 6 april 1998, worden de woorden « van de onderwijsinrichting » vervangen door de woorden « en van het opvoedkundig project van deze inrichtende macht ».

**Art. 10.** In hoofdstuk II van hetzelfde decreet worden een afdeling V ingevoegd, luidend als volgt :

« *Afdeling V. — Beroepsdossier*

Artikel 27bis. Het beroepsdossier van de personeelsleden bestaat uit het administratief dossier en, desgevallend, het disciplinair dossier.

Ieder stuk dat aan het disciplinair dossier wordt toegevoegd, moet het voorwerp zijn van voorafgaandelijk akkoord van het betrokken personeelslid.

Aan de in vorig lid bedoelde verplichting wordt geacht voldaan te zijn zodra de inrichtende macht aantoonde dat het verzoek om goedkeuring gericht werd aan het personeelslid.

Het personeelslid beschikt over vijf werkdagen om het aan het disciplinair dossier toegevoegd stuk te viseren, vanaf het ogenblik dat het verzoek om goedkeuring hem door de inrichtende macht werd ter kennis gebracht.

Iedere disciplinaire procedure kan slechts berusten op de stukken die bij het disciplinair dossier zijn gevoegd.

Het administratief dossier bestaat uitsluitend uit documenten aangaand het administratief en geldelijk statuut van het personeelslid. Deze documenten komen enerzijds voort uit de relatie tussen de inrichtende macht en de subsidiërende overheid, en anderzijds, voort uit de relatie tussen de inrichtende macht en het personeelslid.

De Regering hecht haar goedkeuring aan de wijzen voor de opmaak van het dossier en voor de toegang ertoe welke zijn bepaald door de bevoegde centrale paritaire Commissie. »

**Art. 11.** In hoofdstuk III van hetzelfde decreet worden een afdeling Ibis ingevoegd, luidend als volgt :

« *Afdeling Ibis. — Berekening van de anciënniteit*

Artikel 29bis. § 1. Voor de berekening van de anciënniteit,

1° worden, onverminderd de bepalingen van artikel 34bis, § 2, tweede en derde lid, enkel in aanmerking genomen de diensten die op 30 april, als hoofdamt, gesubsidieerd zijn in een ambt van de betrokken categorie, zolang de kandidaat houder is van het bekwaamheidsbewijs voor dit ambt zoals bedoeld in artikel 2;

2° bestaat het aantal gepresteerde dagen in de hoedanigheid van tijdelijke in een ambt met volledige dagtaak uit alle dagen vanaf het begin tot het einde van de periode van continue activiteit, met inbegrip van, als deze in deze periode vallen, de ontspanningsverloven alsook de Kerst- en Paasvakanties, de zwangerschapsverloven, de opvangverloven met het oog op adoptie en de officiële voogdij of de uitzonderlijke verloven die zijn toegestaan overeenkomstig de geldende wetgeving; dit aantal dagen wordt vermenigvuldigd met 1,2. De gepresteerde dagen in de hoedanigheid van vastbenoemde in een ambt met volledige dagtaak worden gerekend vanaf het begin tot het einde van een ononderbroken periode van actieve dienst, zomervakantie inbegrepen.

§ 2. De diensten gepresteerd in een ambt met onvolledige dagtaak die minstens de helft van het vereist aantal uren omvatten voor het ambt met volledige dagtaak worden op dezelfde wijze in aanmerking genomen als de diensten geleverd in een ambt met volledige dagtaak.

Het aantal dagen verworven in een ambt met onvolledige dagtaak die niet bestaat uit minstens de helft van het vereist aantal voor het ambt met volledige dagtaak, wordt met de helft verminderd.

§ 3. Het aantal dagen verworven in twee of meerdere ambten met volledige of onvolledige dagtaak, welke gelijktijdig worden uitgeoefend, mag nooit meer bedragen dan het aantal dagen verworven in een ambt met volledige dagtaak uitgeoefend tijdens dezelfde periode.

Het aantal dagen verworven in een of meerdere ambten met volledige of onvolledige dagtaak tijdens een schooljaar mag nooit meer bedragen dan 360 dagen.

§ 4. De diensten die worden gepresteerd ten dienste van de inrichtende macht, hetzij als gesubsidieerd contractueel ambtenaar, hetzij in een ambt ten laste van de inrichtende macht, worden in aanmerking genomen voor de anciënniteit bedoeld in artikel 34, § 1, naar rato van maximum 360 dagen, voor zover het personeelslid eenzelfde ambt heeft uitgeoefend welk voor betoelaging in aanmerking komt, en voor zover hij alle voorwaarden vervult bedoeld in artikel 30.

§ 5. Wanneer de inrichtende macht een einde heeft gesteld aan de diensten van een personeelslid met toepassing van artikelen 71septies en 71octies, kan dit personeelslid zich niet langer beroepen op een anciënniteit in het (de) uitgeoefend(e) ambt(en) of waarvoor hij de houder is van een vereist of voldoende bewijs bij deze inrichtende macht, behalve als deze het ontslagen personeelslid terug aanwerft in dit (deze) ambt(en).

Wanneer de inrichtende macht een einde heeft gesteld aan de diensten van een personeelslid met toepassing van artikelen 71octies en 72, § 1, 8° en 9°, kan dit personeelslid zich niet langer beroepen op een anciënniteit in het (de) uitgeoefend(e) ambt(en) of waarvoor hij de houder is van een vereist of voldoende bewijs bij deze inrichtende machten van de entiteit voor het basisonderwijs, van de S.S.O. voor het voltijds en alternerend secundair onderwijs, van het karakter voor het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en voor het onderwijs voor sociale promotie.

Wanneer de inrichtende macht een einde stelt aan de diensten van een personeelslid met toepassing van artikelen 71octies en 72, § 1, 8° en 9°, kan dit lid op geen enkele voorrang aanspraak maken bij de inrichtende macht die een einde heeft gesteld aan zijn diensten, op grond van een anciënniteit verworven bij een andere inrichtende macht van de entiteit voor het basisonderwijs, van de S.S.O. voor het voltijds en alternerend secundair onderwijs, van het karakter voor het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en voor het onderwijs voor sociale promotie.

Artikel 29ter. Voor de berekening van de anciënniteit in het onderwijs voor sociale promotie bedraagt het aantal dagen verworven in de hoedanigheid van tijdelijke in een ambt, voor zover de geleverde diensten minstens 40 lestijden per jaar omvatten, in afwijking van artikel 29bis, §§ 1 tot 3 :

1° 360 dagen als de gepresteerde diensten minstens 50 % vertegenwoordigen van het aantal lestijden per jaar nodig om een volledige opdracht in dit ambt te bekomen;

2° 180 dagen als de gepresteerde diensten minder dan 50 % vertegenwoordigen van het aantal lestijden per jaar nodig om een volledige opdracht in dit ambt te bekomen.

De anciënniteit omvat de ontspanningsverloven alsook de Kerst- en Paasvakantie en de zwangerschapsverloven, de opvangverloven met het oog op adoptie en de officiële voogdij of de uitzonderlijke verloven die zijn toegestaan overeenkomstig de geldende wetgeving. »

**Art. 12.** In hoofdstuk III van hetzelfde decreet worden een afdeling Iter ingevoegd, luidend als volgt :

« *Afdeling Iter. — Volgorde van de overgang der betrekkingen*

Artikel 29<sup>quater</sup>. Onverminderd artikel 29<sup>quinquies</sup>, gaat de inrichtende macht die een betrekking moet voorzien in een bepaald ambt, in onderstaande volgorde te werk :

1° als de betrekking definitief vacant is en niet kan worden toegewezen aan een personeelslid met in totaal 2160 dagen dienstanciënniteit bij de inrichtende macht, kan zij, in naleving van artikel 41<sup>ter</sup>, eerste lid, een wervingsambt definitief toekennen aan een personeelslid dat in vast verband aangeworven is in een wervings- of bevorderingsambt;

2° als de betrekking definitief vacant is en niet kan worden toegewezen aan een personeelslid met in totaal 2160 dagen dienstanciënniteit bij de inrichtende macht, kent zij deze toe aan een personeelslid dat in vast verband is aangeworven in ditzelfde ambt, in een wervingsambt van het bestuurs- en onderwijzend personeel of van het opvoedend hulppersoneel van het gesubsidieerd vrij onderwijs van hetzelfde karakter, artikel 18 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie indachtig.

Het personeelslid moet hierom hebben gevraagd overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 34<sup>quater</sup>. Hij krijgt in dit geval verlof om tijdelijk een ander ambt uit te oefenen in het onderwijs overeenkomstig artikel 14, § 1, 3° en 4°, van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen met toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel van de inrichtingen voor kleuter-, lager, middelbaar, bijzonder, technisch, artistiek en normaalonderwijs van de Staat, van de internaten die afhangen van deze inrichtingen en van de leden van het personeel van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen.

De verlenging van deze prioritaire affectatie geschiedt op dezelfde manier totdat het personeelslid voldoet aan de voorwaarden voor een aanstelling in vast verband. Als, op dat moment, het personeelslid zich niet kandidaat stelt voor een aanwerving in vast verband, is de inrichtende macht ontheven van de verplichting om te verlengen;

3° als de betrekking definitief vacant is en niet kan worden toegewezen aan een lid van het tijdelijk personeel met in totaal 2 160 dagen dienstanciënniteit bij de inrichtende macht, kan ze aan een personeelslid dat in vast verband aangeworven was in een wervings- of bevorderingsambt een wervingsambt van dezelfde categorie definitief toewijzen als datgene waartoe hij vroeger toebehoorde, in naleving van artikel 41<sup>ter</sup>, tweede lid;

4° als de betrekking definitief vacant is, kan ze deze definitief toewijzen aan een lid van haar personeel dat reeds genoten heeft van een aanstelling in vast verband in hetzelfde ambt en dit in naleving van artikel 41<sup>quater</sup>;

5° als de betrekking definitief vacant is, kan ze, artikelen 41<sup>bis</sup> en 42<sup>bis</sup> indachtig en ongeacht de datum, de opdracht van een lid van haar personeel dat in vast verband is aangesteld, definitief vervolledigen voor een opdracht met onvolledige dagtaak bij de inrichtende macht :

- in het ambt dat hij reeds uitoefent;
- in een ander ambt van dezelfde categorie waarvoor het personeelslid het vereiste bewijs bezit;
- in een ander ambt van dezelfde categorie waarvoor het personeelslid een bewijs bezit dat recht geeft op een weddetoelage zonder beperking in duur;

6° als de betrekking definitief of tijdelijk vacant is voor een ononderbroken periode van minstens vijftien weken, vervolledigt ze tijdelijk de opdracht van een lid van haar personeel dat in vast verband is aangesteld voor een opdracht met onvolledige dagtaak bij een of meerdere inrichtende machten, in naleving van artikel 34,

- in het ambt dat hij reeds uitoefent;
  - in een ander ambt van dezelfde categorie waarvoor het personeelslid het vereiste bewijs bezit,
- voor zover het personeelslid zich kandidaat heeft gesteld overeenkomstig artikel 34<sup>bis</sup>.

In dit geval, moet het personeelslid alle uren aanvaarden die het door de inrichtende macht aangeboden worden totdat alle ambten die het uitoefent, een volledige opdracht vormen.

Gesteld dat in de betrekking moet worden voorzien tijdens het schooljaar, dan laat de inrichtende macht, desgevallend, de materiële onmogelijkheid om deze bepaling toe te passen vaststellen door het lokaal overlegorgaan, of bij gebrek hieraan, samen met de vakbondsdelegatie.

Daarenboven kan, in het onderwijs voor sociale promotie, deze materiële onmogelijkheid om deze bepaling toe te passen ook worden vastgesteld in het begin van ieder schooljaar door de ondernemingsraad of, bij gebrek hieraan, met de vakbondsdelegatie.

In de gevallen bedoeld in de twee vorige leden zal de betrekking worden aangeboden aan het personeelslid voor zover deze nog bestaat bij de start van het volgend schooljaar;

7° als de betrekking definitief of tijdelijk vacant is voor een ononderbroken periode van minstens vijftien weken, kan deze, tijdelijk, de opdracht aanvullen van een lid van haar personeel dat in vast verband is aangeworven voor een opdracht met onvolledige dagtaak bij de inrichtende macht, in een ambt van dezelfde categorie, waarvoor hij het bewijs bezit dat hem recht geeft, zonder beperking in duur, op een weddetoelage ten laste van de Schatkist, voorzover het personeelslid zich kandidaat heeft gesteld overeenkomstig artikel 34<sup>bis</sup>. In dit geval moet het personeelslid alle uren aanvaarden die de inrichtende macht hem aanbiedt en dit totdat alle ambten die dit lid uitoefent een volledige opdracht vormen;

8° als de betrekking definitief of tijdelijk vacant is in het secundair onderwijs en in het onderwijs voor sociale promotie, kan zij een lid van haar personeel dat ter beschikking is gesteld tijdelijk terug in actieve dienst roepen;

9° als de betrekking definitief vacant is, kan zij een affectatiewijziging toekennen in naleving van artikel 41;

10° als de betrekking definitief of tijdelijk vacant is, kan ze een ambtswijziging tijdelijk toekennen aan een in vast verband aangeworven lid van haar personeel dat hierom vraagt, de naleving van artikel 34, § 3, indachtig;

11° als de betrekking definitief of tijdelijk vacant is voor een ononderbroken periode van minstens vijftien weken, wijst ze deze tijdelijk toe aan de kandidaat van groep 1 bedoeld in artikel 34, § 1, tweede lid, 1°, welke het meest aantal dagen anciënniteit telt in het betrokken ambt, voor zover het personeelslid zich kandidaat heeft gesteld overeenkomstig artikel 34<sup>bis</sup>.

In dit geval moet het personeelslid alle uren aanvaarden die de inrichtende macht hem aanbiedt en dit totdat alle ambten die dit lid uitoefent een volledige opdracht vormen.

In geval van materiële onmogelijkheid om deze bepaling toe te passen, vastgesteld door het lokaal overlegorgaan of, bij gebrek hieraan, samen met de vakbondsdelegatie, doet de inrichtende macht beroep op de volgende kandidaat met de grootste anciënniteit in het betrokken ambt, als deze bestaat.

Daarenboven kan, in het onderwijs voor sociale promotie, deze materiële onmogelijkheid om deze bepaling toe te passen bij de start van ieder schooljaar ook worden vastgesteld door de ondernemingsraad of, bij gebrek hieraan, samen met de vakbondsdelegatie.

In de gevallen bedoeld in de twee vorige leden, en voor zover ze nog bestaat bij de aanvang van het volgend schooljaar, zal de betrekking op dat ogenblik worden aangeboden aan het personeelslid;

12° als de betrekking definitief of tijdelijk vacant is voor een ononderbroken periode van minstens vijftien weken, wijst ze deze tijdelijk toe aan een kandidaat uit groep 2 bedoeld in artikel 34, § 1, tweede lid, 2°, die zijn anciënniteit verworven heeft in het bedoelde ambt, voor zover het personeelslid zich kandidaat heeft gesteld overeenkomstig artikel 34bis. De inrichtende macht kiest uit de kandidaten die zijn gerangschikt in deze groep. In dit geval moet het personeelslid alle uren aanvaarden die de inrichtende macht hem aanbiedt en dit totdat alle ambten die dit lid uitoefent een volledige opdracht vormen.

In geval van materiële onmogelijkheid om deze bepaling toe te passen, vastgesteld door het lokaal overlegorgaan of, bij gebrek hieraan, samen met de vakbondsdelegatie, doet de inrichtende macht beroep op een andere kandidaat uit groep 2, als deze bestaat.

Daarenboven kan, in het onderwijs voor sociale promotie, deze materiële onmogelijkheid om deze bepaling toe te passen bij de start van ieder schooljaar ook worden vastgesteld door de ondernemingsraad of, bij gebrek hieraan, samen met de vakbondsdelegatie.

In de gevallen bedoeld in de twee vorige leden, en voor zover ze nog bestaat in het begin van het volgend schooljaar, zal de betrekking op dat ogenblik worden aangeboden aan het personeelslid;

13° als de betrekking definitief vacant is, kan zij de mutatie toewijzen aan een personeelslid en dit met toepassing van artikel 41;

14° als de betrekking definitief of tijdelijk vacant is gedurende een ononderbroken periode van minstens vijftien weken, wijst zij, naar rato van het aantal verloren uren, aan een lid van het tijdelijk personeel dat geheel of gedeeltelijk zijn opdracht verloren heeft binnen de entiteit voor basisonderwijs, de S.S.O. voor het voltijds en alternerend secundair onderwijs, en de inrichtingen van hetzelfde karakter voor het artistiek secundair onderwijs met beperkt leerplan en het onderwijs voor sociale promotie, een betrekking toe in hetzelfde ambt of in ieder ander ambt van dezelfde categorie waarvoor het personeelslid het vereist bewijs bezit, met uitzondering van de leraars godsdienst en de leraars niet-confessionele zedenleer.

Het personeelslid wordt gerangschikt op grond van de grootste anciënniteit die hij heeft verworven bij een van de inrichtende machten, naargelang het geval, van de entiteit, van de S.S.O. of van het karakter, in een van onderstaande groepen :

- groep A, van 1 080 tot 1 439 dagen anciënniteit;
- groep B, van 1 440 tot 1 799 dagen anciënniteit;
- groep C, van 1 800 tot 2 159 dagen anciënniteit.

Bijkomende groepen worden eventueel gevormd per schijf van 360 dagen bijkomende anciënniteit.

Het personeelslid stelt zich kandidaat overeenkomstig artikel 34ter.

Desgevallend vervolledigt de inrichtende macht, op verzoek van het personeelslid, diens opdracht totdat alle ambten die hij uitoefent een volledige opdracht vormen.

Deze verplichting mag er evenwel niet toe leiden

— in het basisonderwijs, dat de betrekking moet worden toevertrouwd aan meer dan twee personeelsleden voor de ambten van kleuter- en lager onderwijzer en kleuter- en lager onderwijzer belast met intensieve cursussen. Deze beperking is niet van toepassing op de bijzondere leermeesters;

— in het secundair onderwijs en in het onderwijs voor sociale promotie, dat de betrekking moet worden toevertrouwd aan meer dan twee personeelsleden in de wervingsambten van de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel.

— in het secundair onderwijs en in het onderwijs voor sociale promotie, dat de betrekking van een personeelslid moet worden opgesplitst in een wervingsambt van de categorieën van het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch, psychologisch en maatschappelijk personeel.

De inrichtende macht kiest uit de kandidaten die gerangschikt zijn in de hoogste groep.

Het personeelslid schorst zijn voorrang bij zijn inrichtende macht van herkomst als hij een betrekking aanvaardt bij een andere inrichtende macht, naar rato van het aantal gevonden lestijden en dit gedurende de ganse duur van zijn contract;

15° als de betrekking definitief of tijdelijk vacant is, wijst zij tijdelijk aan een lid van het tijdelijk of in vast verband aangesteld personeel waarvan de som van de uitgeoefende ambten niet het minimum bereikt van een ambt met volledige dagtaak bij een of meerdere inrichtende machten, een betrekking toe in hetzelfde ambt onder dezelfde voorwaarden als deze bedoeld in 14°.

Het eerste lid is van toepassing op de personeelsleden die aangeworven zijn een in ambt gegeven bij een inrichtende macht van de entiteit voor het basisonderwijs, van de S.S.O. voor het voltijds en alternerend secundair onderwijs en van een inrichting van hetzelfde karakter voor het secundair artistiek onderwijs met beperkt leerplan en het onderwijs voor sociale promotie.

De toekenning van de betrekking gebeurt naar rato van een voltijdse betrekking.

In dit geval moet het personeelslid alle uren aanvaarden die de inrichtende macht hem aanbiedt en dit totdat alle ambten die hij uitoefent een volledige opdracht vormen.



Het personeelslid schorst zijn voorrang bij zijn inrichtende macht van herkomst als hij een betrekking aanvaardt bij een andere inrichtende macht, naar rato van het aantal gevonden lestijden en dit gedurende de ganse duur van zijn contract.

Deze verplichting mag er evenwel niet toe leiden

— in het basisonderwijs, dat de betrekking moet worden toevertrouwd aan meer dan twee personeelsleden voor de ambten van kleuter- en lager onderwijzer en kleuter- en lager onderwijzer belast met intensieve cursussen. Deze beperking is niet van toepassing op de bijzondere leermeesters;

— in het secundair onderwijs en in het onderwijs voor sociale promotie, dat de betrekking moet worden toevertrouwd aan meer dan twee personeelsleden in de wervingsambten van de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel;

— in het secundair onderwijs en in het onderwijs voor sociale promotie, dat de betrekking van een personeelslid moet worden opgesplitst in een wervingsambt van de categorieën van het opvoedend hulp personeel, het paramedisch, psychologisch en maatschappelijk personeel.

De inrichtende macht kiest uit de kandidaten gerangschikt in de hoogste groep, als er zijn;

16° ze wijst de betrekking toe aan iedere andere persoon die voldoet aan de voorwaarden gesteld in artikel 30.

Artikel 29*quinquies*. De inrichtende macht kan niet overgaan tot een aanwerving in vast verband of de opdracht van een personeelslid definitief aanvullen krachtens artikelen 29*quater* en 41 tot 46 als de betrekking moet worden toegekend aan een personeelslid van de betrokken inrichtende macht of van een andere inrichtende macht overeenkomstig de geldende wetgeving op de re-affectatie en de wedertewerkingstelling.

De inrichtende macht kan een lid van het tijdelijk personeel slechts aanwerven of de opdracht van een personeelslid slechts tijdelijk aanvullen krachtens artikelen 29*quater* en 30 als de geldende wetgeving op de re-affectatie en de wedertewerkingstelling wordt negaleefd.

Wat betreft het onderwijs voor sociale promotie wordt het eerste lid toegepast onverminderd artikel 2 van het decreet van 10 april 1995 tot bepaling van de dringende maatregelen inzake onderwijs voor sociale promotie en artikel 111*bis* van het decreet van 16 april 1991 tot organisatie van het onderwijs voor sociale promotie. »

**Art. 13.** In artikel 30 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2 wordt aangevuld met het volgend lid :

« In dit geval, als hij wordt aangeworven op grond van artikel 29*quater*, 11° of 12°, kan het lid van het tijdelijk personeel wiens visum van de bevoegde overheid van de betrokken eredienst wordt ingetrokken, beroep aantekenen bij een bijzondere raad van beroep waarvan de samenstelling bepaald is in artikel 81, § 2. »

2° § 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. Voorgaande paragrafen worden toegepast onverminderd artikel 29*quinquies*. »

**Art. 14.** In artikel 31 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, 3°, worden de woorden « het ambt » vervangen door de woorden « , per inrichting, het (de) ambt(en) »;

2° hetzelfde tweede lid wordt als volgt aangevuld :

« 6° de inrichting(en) binnen dewelke hij is toegewezen;

7° de datum van de indiensttreding;

8° de datum waarop de aanwerving ten einde loopt. Deze datum valt uiterlijk gelijk met de laatste dag van het schooljaar, van het academiejaar of, in het onderwijs voor sociale promotie, de laatste dag waarop de vormingseenheid of afdeling waarvoor de aanwerving geschiedt, georganiseerd wordt. »;

3° het derde lid wordt aangevuld met de volgende woorden :

« en voor het gepresteerd uurrooster ».

**Art. 15.** Artikel 32 van hetzelfde decreet, gewijzigd door het decreet van 15 april 1995, wordt opgeheven.

**Art. 16.** Artikel 34 van hetzelfde decreet, gewijzigd en aangevuld door het decreet van 8 februari 1999, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 34. § 1. Binnen eenzelfde inrichtende macht worden, voor ieder ambt, ondergebracht in groepen anciënniteit in het ambt bedoeld in het tweede lid, de leden van het deeltijds tijdelijk of definitief personeel, op voorwaarde, voor laatstgenoemden, dat ze de inrichtende macht hierom schriftelijk hebben verzocht vóór 15 april. Er wordt geen rekening gehouden met het feit dat het personeelslid al dan niet in dienst is bij de inrichtende macht op het ogenblik dat de rangschikking wordt opgesteld.

De groepen anciënniteit in het betrokken ambt bij een inrichtende macht zijn volgende :

1° groep 1 : vanaf 721 dagen anciënniteit;

2° groep 2 : van 360 tot 720 dagen anciënniteit gespreid over minstens twee jaar binnen de inrichtende macht.

§ 2. Voor de toewijzing van een betrekking overeenkomstig artikel 29*quater*, 11° en 12°, krijgen de kandidaten van de groepen bedoeld in § 1, tweede lid, voorrang voor een ambt waarvoor zij de anciënniteit hebben verworven bedoeld in § 1, tweede lid, op voorwaarde dat zij houder zijn van een bewijs dat hen recht geeft, onbeperkt in duur, op een weddetoelage voor de uitoefening van dit ambt.

De kandidaten bedoeld in het eerste lid krijgen eveneens voorrang voor de toekenning van een ander ambt waarvoor zij het vereiste bewijs bezitten, op voorwaarde dat dit ander ambt behoort tot dezelfde categorie en uitgezonderd de ambten van godsdienstleraar of leraar niet-confessionele zedenleer.

Voor de leraars algemene vakken, klassieke talen, technische vakken, bijzondere vakken, technische vakken en beroepspraktijk en voor de leraars beroepspraktijk geldt de voorrang voor alle takken die behoren tot hetzelfde ambt voor zover zij houder zijn van een bekwaamheidsbewijs dat, onbeperkt in duur, recht geeft op een weddetoelage voor de uitoefening van dit ambt.



Voor de toepassing van de verplichtingen in artikel 29<sup>quater</sup>, 2°, geldt de in artikel 34<sup>quater</sup> bedoelde kandidatuur voor de toewijzing van een betrekking die definitief vacant is bij de start van het schooljaar en tijdens dit schooljaar, als een dergelijke betrekking open komt te staan, behalve als deze laatste reeds is ingenomen door een lid van het tijdelijk personeel op het ogenblik dat ze definitief vacant wordt.

In het onderwijs voor sociale promotie brengen de bepalingen bedoeld in artikel 29<sup>quater</sup>, 6°, 14° en 15°, niet de verplichting mee voor een inrichtende macht om een betrekking in het hoger onderwijs voor sociale promotie toe te wijzen aan een personeelslid dat op dit niveau geen 360 dagen anciënniteit telt.

§ 3. In afwijking van § 1, tweede lid, 2°, kan 360 dagen ambtsanciënniteit in een jaar verwerven, het personeelslid dat in vast verband is aangeworven in een bepaald ambt welke verlof krijgt om tijdelijk een ander ambt uit te oefenen in het onderwijs van de inrichtende macht, met toepassing van artikel 14, § 1, 3° en 4°, van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen met toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel en van de inrichtingen voor kleuter-, lager, bijzonder, technisch middelbaar, artistiek en normaalonderwijs van de Staat, van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de personeelsleden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

Eens gerangschikt in zijn nieuw ambt in een groep bedoeld in § 1, tweede lid, worden alle diensten die het gepresteerd heeft bij de inrichtende macht in aanmerking genomen om te bepalen tot welke groep hij hoort.

§ 4. De anciënniteit bedoeld in § 1, tweede lid, moet verworven zijn tijdens de laatste zes schooljaren die voorafgaan aan het schooljaar tijdens hetwelk het personeelslid zijn voorrang laat gelden. Deze wordt berekend overeenkomstig artikel 29<sup>bis</sup>.

De hierboven bedoelde termijn van zes jaar wordt verlengd met een schooljaar voor ieder schooljaar tijdens hetwelk het personeelslid, binnen deze zes jaar, zonder te zijn onderworpen aan dit statuut, een ambt heeft uitgeoefend in dezelfde categorie als deze waarbinnen hij de anciënniteit heeft verworven bedoeld in § 1 bij dezelfde inrichtende macht. »

**Art. 17.** In hetzelfde decreet worden een artikel 34<sup>bis</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 34<sup>bis</sup>.- § 1. De kandidaat die bij zijn inrichtende macht een anciënniteit heeft verworven dat hij opgenomen wordt in de groep 1 of 2 bedoeld in artikel 34, § 1, tweede lid, en die wil genieten van voorrang bij een tijdelijke aanstelling tijdens het volgend schooljaar, dient zijn kandidatuur via aangetekend schrijven in te dienen bij zijn inrichtende macht tegen 15 mei van het schooljaar dat voorafgaat aan datgeen tijdens hetwelk hij zijn voorrang wenst te laten gelden, ongeacht hij al dan niet in actieve dienst is bij deze inrichtende macht.

Deze brief vermeldt het (de) ambt(en) waarvoor de kandidatuur gesteld wordt.

§ 2. Op 30 april van ieder jaar stelt de inrichtende macht de lijst op van de personeelsleden die behoren tot de verschillende groepen bedoeld in artikel 34, § 1, tweede lid.

Desgevallend wordt de lijst op 30 juni aangepast zodat rekening kan worden gehouden met de werkelijk gepresterde diensten door de personeelsleden die hierdoor in groep 2 zouden belanden.

In het onderwijs voor sociale promotie houdt de inrichtende macht rekening met de lestijden die worden gepresteerd tot 31 augustus om de anciënniteit te berekenen overeenkomstig artikel 29<sup>ter</sup>. Als de afschaffing van de voorziene lestijden of de invoering van nieuwe lestijden tot gevolg heeft dat het aantal dagen anciënniteit van het personeelslid wijzigen, moet de inrichtende macht het personeelslid en de vakbondsdelegatie hiervan op de hoogte brengen binnen een termijn van acht dagen.

De op 30 april opgemaakte lijsten en nadien desgevallend aangepast gelden voor het hele volgende schooljaar.

§ 3. De eerste werkdag na 30 april wordt de overeenkomstig dit artikel opgestelde lijst via aanplakking meegedeeld aan de personeelsleden die aanwezig zijn in de inrichting. Desgevallend hangt de inrichtende macht de lijst op in elke vestiging.

De lijst wordt via aangetekend schrijven bezorgd aan de personeelsleden die gedurende minstens veertien dagen afwezig zijn in de inrichting.

Zij wordt tevens tegen ontvangstbewijs afgegeven aan de vertegenwoordigers van het personeel die zetelen in het lokaal overlegorgaan, of bij gebrek hieraan, aan de vakbondsdelegatie.

§ 4. Tussen 1 en 15 mei kunnen de personeelsleden de rangschikking aanvechten door zich te wenden, hetzij tot de inrichtende macht, hetzij tot het lokaal overlegorgaan of, bij gebrek hieraan, tot de vakbondsdelegatie.

Ingeval een betwisting leidt tot een wijziging in de rangschikking, wordt de laatste versie hiervan via aanplakking bekendgemaakt aan de aanwezige personeelsleden, en via aangetekend schrijven aan de personeelsleden die gedurende minstens veertien dagen afwezig zijn in de inrichting. Zij wordt eveneens tegen ontvangstbewijs overhandigd aan de vertegenwoordigers van het personeel die zetelen in het lokaal overlegorgaan of, bij gebrek hieraan, aan de vakbondsdelegatie.

§ 5. Tussen 15 mei en 1 juni wordt de rangschikking door de inrichtende macht vastgelegd en verzonden naar het OE in het basisonderwijs, naar het OSSO in het voltijds en alternerend secundair onderwijs, en naar de bevoegde paritaire commissie in het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en in het onderwijs voor sociale promotie.

§ 6. Tussen 1 en 15 juni voor het basisonderwijs en het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan, en tussen 16 augustus en 5 september voor het voltijds secundair onderwijs, het alternerend secundair onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie, bezorgt de inrichtende macht de aanstellingen van de personeelsleden van de inrichtingen die zij inricht, voorzien op het tijdstip van de verzending, naar het lokaal overlegorgaan of, bij gebrek hieraan, naar de vakbondsdelegatie die nagaat of de bepalingen van artikel 29<sup>quater</sup> worden nageleefd.

§ 7. De inrichtende machten verwittigen de personeelsleden die tijdelijk zouden kunnen worden aangesteld.

§ 8. De kandidaat die de hem overeenkomstig de voorrangsregels aangeboden betrekking aanvaardt, meldt dit schriftelijk aan de inrichtende macht binnen de drie werkdagen na de kennisname van het voorstel tot aanstelling of binnen de vijf werkdagen na de verzending van de aangetekende brief. Aanvaardt hij niet binnen deze termijn, dan wordt hij geacht hiervan af te zien en kan hij niet langer zijn voorrang laten gelden voor deze betrekking tijdens het lopend schooljaar.

De prioritaire kandidaat die verhinderd is wegens ziekteverlof, een verlof naar aanleiding van een arbeidsongeval of een beroepsziekte of ouderschapsverlof, neemt zijn functie op op het einde hiervan, voor zover de betrekking op dat ogenblik nog bestaat. »

**Art. 18.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 34ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 34ter. § 1. Uiterlijk tegen 15 mei moeten de kandidaten die hun anciënniteit hebben verworven tijdens de laatste zes jaar en die hun voorrang willen laten gelden in een of meerdere scholen van de entiteit voor het basisonderwijs, van de S.S.O. voor het voltijds en alternerend secundair onderwijs, en van het karakter voor het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en het onderwijs voor sociale promotie, overeenkomstig artikel 29quater, 14° en 15°, hun kandidatuur via aangetekend schrijven richten aan de voorzitter van de eenheidsraad in het basisonderwijs, aan de voorzitter van het comité van de inrichtende machten in het voltijds en alternerend secundair onderwijs en aan de voorzitter van de inrichtende macht met afschrijft aan de voorzitter van de bevoegde paritaire commissie in het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en het onderwijs voor sociale promotie.

De brief van de kandidatuur vermeldt het (de) ambt(en) waarop de kandidaatstelling betrekking heeft alsook de adresgegevens van alle inrichtingen waar de kandidatuur is gesteld.

§ 2. In het basisonderwijs gaan de in de eenheidsraad verenigde inrichtende machten, tussen 15 en 30 juni, over tot de rangschikking van de tijdelijken in de entiteit en verzenden zij naar de OE de lijst met de aanwervingen van de personeelsleden bedoeld in artikel 29quater, 14° en 15°, welke voorzien zijn op dat ogenblik.

In het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan verzenden de inrichtende machten, tussen 15 en 30 juni, de lijst van de aanwervingen van de personeelsleden bedoeld in artikel 29quater, 14° en 15°, welke op dat ogenblik voorzien zijn, naar de bevoegde paritaire commissie.

In het voltijds en alternerend secundair onderwijs gaan de in het comité van de inrichtende machten verenigde inrichtende machten of hun afgevaardigden, tussen 16 augustus en 5 september, over tot de rangschikking van de tijdelijken in de S.S.O. en verzenden zij naar het O.S.S.O. de lijst van de aanwervingen van de personeelsleden bedoeld in artikel 29quater, 14° en 15°, welke op dat ogenblik voorzien zijn.

In het onderwijs voor sociale promotie verzenden de inrichtende machten, tussen 16 augustus en 5 september, de lijst van de op dat ogenblik voorziene aanwervingen van de personeelsleden bedoeld in artikel 29quater, 14° en 15°, naar de bevoegde paritaire commissie.

§ 3. De aanwervingen door de inrichtende machten met toepassing van voorgaande paragrafen worden overgedragen aan de OE voor het basisonderwijs, aan het O.S.S.O. voor het voltijds en alternerend secundair onderwijs en aan de bevoegde paritaire commissie voor het artistiek secundair onderwijs met beperkt leerplan en het onderwijs voor sociale promotie welke toezien op de naleving van de bepalingen van dit artikel.

De kandidaat die de hem overeenkomstig de voorrangsregels aangeboden betrekking aanvaardt, meldt dit schriftelijk aan de inrichtende macht binnen de acht werkdagen na de kennisname van het voorstel tot aanstelling of binnen de tien werkdagen na de verzending van de aangetekende brief. Aanvaardt hij niet binnen deze termijn, dan wordt hij geacht hiervan af te zien en kan hij niet langer zijn voorrang laten gelden voor deze betrekking tijdens het lopend schooljaar.

De prioritaire kandidaat die verhinderd is wegens ziekteverlof, een verlof naar aanleiding van een arbeidsongeval of een beroepsziekte of ouderschapsverlof, neemt zijn functie op op het einde hiervan, voor zover de betrekking op dat ogenblik nog bestaat

§ 4. In het basisonderwijs gaat de eenheidsraad, op 30 september, desgevallend over tot de nodige bijsturingen.

In het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gaan de inrichtende machten op 30 september desgevallend over tot de nodige bijsturingen.

In het voltijds en alternerend secundair onderwijs gaat het comité van de inrichtende machten, tussen 1 en 15 oktober, desgevallend over tot de nodige bijsturingen.

In het onderwijs voor sociale promotie gaan de inrichtende machten tussen 1 en 15 oktober desgevallend over tot de nodige bijsturingen.

De bijsturingen van de eenheidsraad in het basisonderwijs, van het comité van de inrichtende machten in het voltijds en alternerend secundair onderwijs en van de inrichtende macht in het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en het onderwijs voor sociale promotie worden binnen de acht dagen verzonden naar het OE voor het basisonderwijs, naar het O.S.S.O. voor het voltijds en alternerend secundair onderwijs en naar de bevoegde paritaire commissie voor het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en het onderwijs voor sociale promotie welke toezien op de naleving van de bepalingen van dit artikel. »

**Art. 19.** In hetzelfde decreet worden een artikel 34quater ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 34quater. § 1. In het basisonderwijs en in het voltijds en alternerend secundair onderwijs worden, per niveau en per karakter, zones ingesteld, affectatiezones genaamd.

De Regering beslist over de samenstelling van deze zones op de voordracht van de organen die met toepassing van artikel 74 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren erkend zijn als vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten.

§ 2. Binnen elke affectatiezone wordt een paritair orgaan ingesteld, zonale affectatiecommissie genaamd.

De zonale affectatiecommissie is samengesteld uit zes vertegenwoordigers van de inrichtende machten en uit zes vertegenwoordigers van het personeel welke stemgerechtigd zijn. Zij wordt voorgezeten door een vertegenwoordiger van de inrichtende machten die, in hun midden, aangeduid wordt door de delegatie van de inrichtende machten. Het secretariaat van de zonale affectatiecommissie wordt toevertrouwd aan een lid van de vakbondsdelegatie.

Ieder werkend lid heeft een plaatsvervanger.

De vertegenwoordigers van de inrichtende machten bij de zonale affectatiecommissie worden aangeduid door de inrichtende machten van de affectatiezone.

De vertegenwoordigers van het personeel bij de zonale affectatiecommissie worden aangeduid volgens de wijzen bepaald door de Regering op de voordracht van de personeelsgroeperingen van het vrij gesubsidieerd onderwijs, aangesloten bij een vakorganisatie die vertegenwoordigd is bij de Nationale Arbeidsraad.

§ 3. De zonale affectatiecommissie ziet erop toe dat de inrichtende machten artikel 18 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, naleven wanneer zij kandidaten toewijzen die de voorrang genieten welke is toegekend door artikel 29<sup>quater</sup>, 2°.

§ 4. Het verslag dat de conclusies bevat van de werkzaamheden van de zonale affectatiecommissie, met ingebrip van eventueel uiteenlopende standpunten, wordt aangenomen bij tweederde meerderheid, zowel bij de vertegenwoordigers van de inrichtende machten als bij de vertegenwoordigers van het personeel.

§ 5. Het personeelslid dat zijn voorrang wil laten gelden in een of meerdere affectatiezones overeenkomstig artikel 29<sup>quater</sup>, 2°, dient uiterlijk tegen 15 april zijn kandidatuur in via aangetekend schrijven, op grond van een document waarvan de inhoud is vastgelegd door de centrale paritaire commissie, bij de voorzitter van de zonale affectatiecommissie met een afschrift gericht aan zijn inrichtende macht.

Voormeld document voorziet namelijk in de mogelijkheid voor het personeelslid om zijn keuze te laten vallen op een of meerdere inrichtingen, in een welbepaalde volgorde. De zonale affectatiecommissie ziet erop toe dat deze keuze wordt geëerbiedigd in alle gevallen waar dit mogelijk is.

De zonale affectatiecommissie brengt de inrichtende machten op de hoogte van de affectatieverzoeken die op hun inrichting(en) betrekking hebben.

De affectaties door de inrichtende machten worden, in het basisonderwijs, vóór 10 juni, meegedeeld aan de betrokken zonale affectatiecommissie die toeziet op de naleving van artikel 18 van voormeld decreet van 30 juni 1998. De zonale affectatiecommissie verzendt de conclusies van haar werkzaamheden naar het OE vóór 15 juni.

In het voltijds en alternerend secundair onderwijs worden de affectaties door de inrichtende machten, tussen 16 augustus en 5 september, meegedeeld aan de betrokken zonale affectatiecommissie die toeziet op de naleving van artikel 18 van voormeld decreet van 30 juni 1998. Binnen diezelfde termijn bezorgt de zonale affectatiecommissie de conclusies van haar werkzaamheden aan het OSSO.

Desgevallend bezorgen de inrichtende machten, vóór 5 oktober, de affectaties tengevolge van de nodige bijstellingen, aan de zonale affectatiecommissie welke toeziet op de naleving van artikel 18 van voormeld decreet van 30 juni 1998.

De zonale affectatiecommissie verzendt het resultaat van haar werkzaamheden binnen de acht dagen naar het OE in het basisonderwijs en naar het OSSO in het voltijds en alternerend secundair onderwijs. »

**Art. 20.** Artikel 35, artikel 36, gewijzigd bij het decreet van 8 februari 1999, en artikelen 37 tot 39 van hetzelfde decreet worden opgeheven.

**Art. 21.** In de titel van afdeling III van hetzelfde decreet worden de woorden « , affectatiewijziging, » ingevoegd tussen de woorden « Definitieve aanwerving » en de woorden « en mutatie ».

**Art. 22.** Artikel 40 van hetzelfde decreet, vervangen door het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 15 april 1995 en gewijzigd bij het decreet van 2 juni 1998, wordt opgeheven.

**Art. 23.** Artikel 41 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 41. § 1. De inrichtende macht die een definitief toe te wijzen vacante betrekking heeft, kan een affectatiewijziging toekennen aan een in vast verband aangeworven lid van haar personeel dat hierom verzoekt.

De inrichtende macht die een definitief toe te wijzen vacante betrekking heeft, kan een mutatie verlenen aan een in vast verband aangeworven personeelslid dat hierom verzoekt.

§ 2. Het verzoek om mutatie of affectatiewijziging van een godsdienstleermeester of -leraar moet vergezeld gaan van een gunstig advies van de bevoegde overheid van de betrokken eredienst.

§ 3. Niemand kan genieten van een affectatiewijziging of van een mutatie in een betrekking van een wervingsambt als hij in het gesubsidieerd onderwijs niet definitief aangeworven is in het wervingsambt waarop de definitief vacante betrekking betrekking heeft.

§ 4. De inrichtende macht moet het personeelslid definitief aanwerven op het ogenblik van de affectatiewijziging of van de mutatie, ongeacht de datum.

§ 5. Het personeelslid dat geniet van een affectatiewijziging of van een mutatie moet ontslag nemen in de inrichting die hij verlaat voor de opdracht die hij er uitoefent of waarvoor het de affectatiewijziging of de mutatie heeft gevraagd. De overgang naar een andere inrichting geschiedt zonder onderbreking.

§ 6. Voorgaande paragrafen worden toegepast in afwijking van artikel 43 en onverminderd artikelen 29<sup>quater</sup> en 29<sup>quies</sup>. »

**Art. 24.** In artikel 41<sup>bis</sup> van hetzelfde decreet, ingevoegd door het decreet van 15 april 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord « definitief » ingevoegd tussen de woorden « een » en « vacant » en worden de woorden « van artikel 45, lid twee, » vervangen door de woorden « van artikelen 29<sup>quater</sup> en 29<sup>quies</sup>, en in afwijking van artikel 43 »;

2° in het tweede lid worden de woorden « en van 12° » ingevoegd na de woorden « met uitzondering van 10° ».

**Art. 25.** Artikel 41<sup>ter</sup> van hetzelfde decreet, ingevoegd door het decreet van 15 april 1995, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 41<sup>ter</sup>. Een personeelslid dat definitief aangeworven is in een selectie- of bevorderingsambt bij een inrichtende macht kan, indien hij hierom verzoekt en met het akkoord van de inrichtende macht, definitief aangeworven worden in een definitief vacante betrekking van een wervingsambt, een selectieambt of een bevorderingsambt door een inrichtende macht waar hij reeds heeft genoten van een definitieve aanwerving in een wervingsambt, een selectieambt of een bevorderingsambt, overeenkomstig de bepalingen van artikel 29<sup>quater</sup>, 1°.

Een personeelslid dat definitief aangeworven is in een selectie- of bevorderingsambt bij een inrichtende macht kan, indien hij hierom verzoekt en met het akkoord van de inrichtende macht, definitief aangeworven worden in een definitief vacante betrekking van een wervingsambt, een selectieambt of een bevorderingsambt door een andere inrichtende macht dan deze bedoeld in het eerste lid, overeenkomstig de bepaling van artikel 29<sup>quater</sup>, 3°.

Voor de toepassing van het eerste en tweede lid en onverminderd artikel 29<sup>quies</sup>, kan de aanwerving plaatsvinden, ongeacht de datum. Ze kan slechts worden toegewezen als het lid alle voorwaarden vervult bedoeld in artikel 42, met uitzondering van 8° wat betreft de ambtsanciënniteit en van 10° en 12°.

**Art. 26.** In artikel 11<sup>quater</sup> van hetzelfde decreet, ingevoegd door het decreet van 15 april 1995 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « Onverminderd artikel 29<sup>quinquies</sup>, wordt » worden ingevoegd voor de woorden « Het in 41<sup>ter</sup> niet bedoeld personeelslid » en word het woord « wordt, » geschrapt;

2° de woorden « met inachtneming van de regels van dit statuut » worden vervangen door de woorden « overeenkomstig de bepalingen van artikel 29<sup>quater</sup>, 4°, ».

**Art. 27.** Artikel 41<sup>quinquies</sup> van hetzelfde decreet, ingevoegd door het decreet van 15 april 1995 en gewijzigd door het decreet van 25 juli 1996, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« Voorgaande leden zijn van toepassing onverminderd artikel 29<sup>quinquies</sup> ».

**Art. 28.** In artikel 42 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, wordt 7° vervangen door de volgende tekst :

« 7° de lichamelijke geschiktheid bezitten die door de Regering vastgesteld werd voor de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs; »;

2° § 1, 8°, gewijzigd door het decreet van 22 december 1994 en door het decreet van 8 februari 1999, wordt vervangen door de volgende tekst :

« 8° in het gesubsidieerd onderwijs, een dienstanciënniteit tellen van 720 dagen gespreid over minstens drie schooljaren, waarvan 360 dagen in het ambt bij de inrichtende macht gespreid over minstens twee schooljaren; »;

3° § 1, eerste lid, wordt als volgt aangevuld :

« 12° geen definitief ongunstig verslag hebben gekregen dat werd opgemaakt vóór 1 mei door de inrichtende macht of diens afgevaardigde, overeenkomstig hogerstaande § 3. »;

4° er wordt een § 1<sup>bis</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1<sup>bis</sup>. In afwijking van § 1, 8°, en voor zover het 720 dagen dienstanciënniteit telt gespreid over minstens drie schooljaren, kan het personeelslid dat 360 dagen anciënniteit telt in een ambt eveneens genieten van een definitieve aanwerving in ieder ander ambt van dezelfde categorie waarvoor hij het vereiste bewijs bezit, voor zover hij 180 dagen in dit ambt heeft gepresteerd. »;

5° er wordt een § 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. Als de inrichtende macht dit nodig acht, wordt uiterlijk op 15 maart een voorlopig verslag, opgesteld volgens een model vastgelegd door de centrale paritaire commissie, ter goedkeuring voorgelegd aan de betrokkene.

Het personeelslid kan vragen om te worden gehoord binnen de acht dagen na de goedkeuring door de inrichtende macht of diens afgevaardigde.

Tijdens het verhoor, dat plaats heeft uiterlijk binnen de acht dagen na het verzoek, kan het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger gekozen onder de personeelsleden van de inrichtingen van het gesubsidieerd vrij onderwijs, in actieve dienst of gepensioneerd, of door een vertegenwoordiger van een representatieve vakorganisatie.

Het niet verschijnen van het personeelslid of van diens vertegenwoordiger verhindert de inrichtende macht of diens afgevaardigde om zich uit te spreken.

De inrichtende macht of diens afgevaardigde brengt haar met redenen omkleed voorstel ter kennis van het personeelslid binnen de acht dagen na het verhoor als dit besluit tot het uitbrengen van een ongunstig verslag.

Als het personeelslid, binnen de acht dagen na de kennisgeving, geen verzoek heeft ingediend tegen het voorlopig verslag, wordt het ongunstig verslag definitief.

Binnen de acht dagen na de kennisgeving kan het personeelslid het advies inwinnen van de raad van beroep bedoeld in artikel 80 en volgende.

De raad van beroep komt samen binnen de 30 dagen na het verzoek en brengt zijn advies uit binnen de acht dagen na de vergadering.

De inrichtende macht brengt het definitief verslag ter kennis van het personeelslid binnen de acht dagen na de ontvangst van het advies. Desgevallend vermeldt ze de redenen waarom zij is afgeweken van het advies van de raad van beroep.

Bovenstaande procedure kan slechts eenmaal worden toegepast voor hetzelfde ambt. Het personeelslid dat een ongunstig verslag krijgt, kan op 1 oktober daaropvolgend, niet geniet van een definitieve aanstelling in het ambt waarvoor het ongunstig verslag werd opgesteld.

Als het personeelslid zich het daaropvolgend jaar opnieuw kandidaat stelt, wordt hij definitief aangesteld, tenzij hij door de inrichtende macht wordt ontslagen. »;

6° er wordt een § 4 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 4. Voorgaande paragrafen worden toegepast onverminderd artikel 29<sup>quinquies</sup>. »

**Art. 29.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 42<sup>bis</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 42<sup>bis</sup>. De inrichtende macht werft de kandidaat van groep 1 bedoeld in artikel 34, § 1, tweede lid 1°, welke het meeste aantal dagen anciënniteit telt in desbetreffend ambt en die de voorwaarden vervult bedoeld in artikel 42, definitief aan.

Bij gebrek aan kandidaat uit voormelde groep 1, kiest de inrichtende macht vrij een kandidaat uit groep 2 bedoeld in artikel 34, § 1, tweede lid, 2°, die zijn anciënniteit in desbetreffend ambt heeft verworven en die voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 42.

Voorgaande leden worden toegepast onverminderd artikel 29<sup>quinquies</sup>. »



**Art. 30.** In artikel 43 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « in de loop van het tweede kwartaal » vervangen door « tussen 15 februari en 30 april »;

2° het tweede lid worden vervangen door het volgende lid :

« De te begeven definitieve vacante betrekkingen worden vastgesteld op grond van de toestand op de 1e februari die aan de oproep tot de kandidaten voorafgaat, voor zover deze betrekkingen nog op de 1e oktober daaropvolgend vacant blijven. Het bericht dat de aard en de omvang van de aangeboden betrekkingen, de vereiste voorwaarden vanwege de kandidaten, alsmede de vorm en de termijn waarin de kandidaturen moeten worden ingediend, wordt, samen met een bewijs van ontvangst, verstuurd aan alle personeelsleden die in dienst van de inrichtende macht zijn, ongeacht deze tijdelijk of definitief aangesteld zijn, voor zover, in dit laatste geval, deze geen gedeeltelijke opdracht vervullen bij een of meerdere inrichtende machten. »;

3° in het vijfde lid, ingevoegd door het decreet van 2 juni 1998, worden de woorden « na raadpleging van de ondernemingsraad of, bij gebrek hieraan, van de vakbondsdelegatie » ingevoegd na de woorden « door de inrichtende macht »;

4° in hetzelfde vijfde lid worden de woorden « de benoeming » vervangen door de woorden « de definitieve aanwerving ».

**Art. 31.** In artikel 44 van hetzelfde decreet worden de woorden « , de affectatiewijziging » ingevoegd tussen de woorden « De definitieve aanwerving » en de woorden « en de mutatie ».

**Art. 32.** In artikel 45 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt opgeheven;

2° in het vroegere derde lid, thans het tweede lid, worden de woorden « artikel 47 » vervangen door de woorden « artikel 29bis ».

**Art. 33.** Artikel 46 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 46. Onverminderd artikelen 29<sup>quater</sup> en 29<sup>quinqies</sup> kan een inrichtende macht, op haar verzoek, een personeelslid van een inrichting van hetzelfde karakter definitief aanwerven, als hij voldoet aan de voorwaarden om definitief te worden aangeworven bij zijn vroegere inrichtende macht en als hij, bij de nieuwe inrichtende macht, beantwoordt aan de voorwaarden uit artikel 42, met uitzondering van 8°, 10° en 12°. »

**Art. 34.** Artikel 47, gewijzigd bij het decreet van 22 december 1994, en artikel 47bis, ingevoegd door het decreet van 2 juni 1998, van hetzelfde decreet, worden opgeheven.

**Art. 35.** In artikel 48 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord « definitief » ingevoegd tussen de woorden « een » en « vacante »;

2° in 2° worden de woorden « een affectatiewijziging, » ingevoegd tussen de woorden « ingevolge » en de woorden « een mutatie ».

**Art. 36.** In artikel 49 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° vóór het eerste lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De inrichtende macht die een definitief vacante betrekking te begeven heeft, kan een affectatiewijzigingen toestaan aan een in vast verband aangeworven personeelslid dat hierom verzoekt. »;

2° in het vroegere eerste lid, thans het tweede lid, wordt het woord « definitief » ingevoegd tussen de woorden « een » en « vacante » en worden de woorden « definitief aangeworven » ingevoegd tussen de woorden « een » en « personeelslid »;

3° in het vroegere tweede lid, thans het derde lid, worden de woorden « worden gemuteerd » vervangen door de woorden « genieten van een affectatiewijziging of van een mutatie » en wordt het woord « definitief » ingevoegd tussen de woorden « de » en « vacante »;

4° in het vroegere derde lid, thans het vierde lid, worden de woorden « van de affectatiewijziging of » ingevoegd tussen de woorden « op het ogenblik » en « van de mutatie »;

5° in het vroegere vierde lid, thans het vijfde lid, worden de woorden « gemuteerde personeelslid » vervangen door de woorden « personeelslid dat geniet van een affectatiewijziging of van een mutatie » en worden de woorden « affectatiewijziging of » ingevoegd tussen de woorden « zijn » en « mutatie ».

**Art. 37.** In artikel 50 van hetzelfde decreet worden de woorden « , de affectatiewijziging » ingevoegd tussen de woorden « De aanwerving in vast verband » en de woorden « en de mutatie ».

**Art. 38.** In artikel 51 van hetzelfde decreet, vervangen door het decreet van 10 april 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 1°, worden de woorden « in artikel 47 » vervangen door de woorden « in artikel 29bis »;

2° in § 1, 3°, worden de woorden « een ambt uitoefenen » vervangen door de woorden « vóór deze aanwerving houder zijn van een ambt »;

3° § 3 wordt opgeheven.



**Art. 39.** In artikel 53 van hetzelfde decreet, gewijzigd door het decreet van 15 april 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, derde lid, worden de woorden « hem niet ervan heeft ontlast » vervangen door de woorden « hem niet uit dit wervingsambt heeft ontslagen volgens de bepalingen van Hoofdstuk VIII »;

2° in § 3, tweede lid, worden de woorden « hem niet ervan heeft ontlast » vervangen door de woorden « hem niet uit dit selectieambt heeft ontslagen volgens de bepalingen van Hoofdstuk VIII »;

3° § 5 wordt opgeheven.

**Art. 40.** In artikel 55 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord « definitief » ingevoegd tussen de woorden « een » en « vacante »;

2° in 2° worden de woorden « een affectatiewijziging of » ingevoegd tussen de woorden « ingevolge » en « een mutatie ».

**Art. 41.** In artikel 56 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° vóór het eerste lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De inrichtende macht die een definitief vacante betrekking te begeven heeft, kan een affectatiewijziging toestaan aan een personeelslid dat hierom verzoekt. »;

2° in het vroegere eerste lid, thans het tweede lid, wordt het woord « definitief » ingevoegd tussen de woorden « een » en « vacante »;

3° in het vroegere tweede lid, thans het derde lid, worden de woorden « worden gemuteerd » vervangen door de woorden « genieten van een affectatiewijziging of van een mutatie » en wordt het woord « definitief » ingevoegd tussen de woorden « de » en « vacante »;

4° in het vroegere derde lid, thans het vierde lid, worden de woorden « van de affectatiewijziging of » ingevoegd tussen de woorden « op het ogenblik zelf » en « van de mutatie »;

5° in het vroegere vierde lid, thans het vijfde lid, worden de woorden « gemuteerde personeelslid » vervangen door de woorden « personeelslid dat geniet van een affectatiewijziging of van een mutatie » en worden de woorden « affectatiewijziging of » ingevoegd tussen de woorden « de » en « mutatie ».

**Art. 42.** In artikel 57 van hetzelfde decreet worden de woorden « , de affectatiewijziging » ingevoegd tussen de woorden « De aanwerving in vast verband » en de woorden « en de mutatie ».

**Art. 43.** In artikel 59, § 1, eerste lid, 3°, van hetzelfde decreet, worden de woorden « een ambt uitoefenen » vervangen door de woorden « vóór deze aanwerving houder zijn van een ambt ».

**Art. 44.** In artikel 60 van hetzelfde decreet, gewijzigd en aangevuld door het decreet van 15 april 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede lid, worden de woorden « hem er niet van ontlast heeft » vervangen door de woorden « hem niet uit dit bevorderingsambt heeft ontslagen volgens de bepalingen van Hoofdstuk VIII »;

2° in § 2bis worden de woorden « artikel 30, § 1, » vervangen door de woorden « artikel 30, §§ 1 en 3 »;

3° in § 3, tweede lid, worden de woorden « hem er niet van heeft ontlast » vervangen door de woorden « hem niet heeft ontslagen uit dit bevorderingsambt volgens de bepalingen van Hoofdstuk VIII »;

4° § 5 wordt opgeheven.

**Art. 45.** In artikel 62 van hetzelfde decreet wordt een punt 10° toegevoegd, luidend als volgt :

« 10° tijdens de periode waarin de administratieve gezondheidsdienst het personeelslid tijdelijk op rust heeft gesteld. »

**Art. 46.** Hoofdstuk VIII « Het einde van de overeenkomst » van hetzelfde decreet worden vervangen door de volgende bepaling :

« HOOFDSTUK VIII. — *Het einde van de overeenkomsten*

*Afdeling I. — Algemeen*

Artikel 71. Onder voorbehoud van het ontslag wegens zware fout van tijdelijk aangestelde personeelsleden bedoeld in artikel 71octies, moet de handeling waarbij een van de partijen eenzijdig een eind maakt aan de overeenkomst, op straffe van nietigheid, ter kennis worden gebracht van de andere partij, hetzij via deurwaarders-exploot, hetzij bij aangetekend schrijven, welk ingaat op de derde werkdag na de verzending ervan, hetzij bij onderhandse overhandiging van een geschrift.

In dit laatste geval ondertekent de andere partij het dubbel van dit geschrift voor bewijs van ontvangst.

De kennisgeving moet, op straffe van nietigheid, de datum vermelden waarop de opzegtermijn aanvangt en hoelang deze duurt.

Artikel 71bis. De partij die de overeenkomst opzegt zonder de opzegtermijn in acht te nemen, dient de andere partij een vergoeding te betalen gelijk aan de huidige bezoldiging die overeenstemt hetzij met de opzegtermijn, hetzij met dit deel van deze termijn welke nog moet worden in acht genomen, onverminderd andere schadevergoedingen.

Wanneer de ontslagvergoeding voor rekening is van de inrichtende macht, omvat deze niet enkel de huidige bezoldiging, maar tevens de voordelen die zijn verworven krachtens de overeenkomst.

*Afdeling II.* — Het einde van de overeenkomsten van de personeelsleden die tijdelijk zijn aangeworven in een wervingsambt

Artikel 71ter. De overeenkomsten gesloten met de personeelsleden die tijdelijk zijn aangeworven in een wervingsambt lopen geheel of gedeeltelijk ten einde :

- ambtshaleve overeenkomstig artikel 71quater;
- bij wederzijds akkoord overeenkomstig artikel 71quinquies;
- bij ontslag overeenkomstig 71sexies;
- bij ontslag met opzeg overeenkomstig artikel 71septies;
- bij ontslag zonder opzeg wegens zware fout overeenkomstig artikel 71octies.

Onderafdeling I. — Het ambtshalve einde van de overeenkomst

Artikel 71quater. Een tijdelijke aanwerving in een wervingsambt loopt ambtshalve ten einde voor het geheel of een deel van de opdracht :

- 1° op het ogenblik dat de titularis van de betrekking of het personeelslid dat deze tijdelijk vervangt, terugkeert;
- 2° op het ogenblik dat de betrekking van het tijdelijk personeelslid geheel of deels toegewezen worden aan een ander personeelslid
  - a) door toepassing van de regelgeving op de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking en op de reffectatie;
  - b) door toepassing van artikel 18 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie;
  - c) ingevolge een mutatie of een affectatiewijziging;
  - d) ingevolge een aanwerving in vast verband;
- 3° vanaf de dag dat het uitgeoefend ambt of het personeelslid niet langer volledig of gedeeltelijk gesubsidieerd kan worden om redenen die los staan van de inrichtende macht;
- 4° uiterlijk op de laatste dag van het schooljaar tijdens hetwelk de aanwerving geschiedde;
- 5° vanaf de ontvangst van het definitief advies van de administratieve gezondheidsdienst waarin het tijdelijk personeelslid definitief onbekwaam wordt verklaard of waarbij hij om gezondheidsredenen definitief op rust wordt gesteld;
- 6° in het onderwijs voor sociale promotie of in het alternerend onderwijs, desgevallend, na de organisatie van een vormingseenheid van een afdeling waarvoor de tijdelijke aanwerving werd gesloten;
- 7° op de datum voorzien in de overeenkomst;
- 8° wanneer het personeelslid niet langer voldoet aan volgende voorwaarden :
  - a) Belg zijn of onderdaan van een lidstaat van de Europese Unie, behalve afwijking toegestaan door de Regering;
  - b) de burgerlijke en politieke rechten genieten;
  - c) aan de dienstplichtwetten voldoen;
- 9° wanneer het personeelslid, na een gewettigde afwezigheid, zonder geldige redenen nalaat zijn werk te hervatten en afwezig blijft gedurende een ononderbroken periode van meer dan tien dagen;
- 10° wanneer het personeelslid zonder geldige redenen zijn werk verlaat en afwezig is gedurende een ononderbroken periode van meer dan tien dagen;
- 11° wanneer het personeelslid zich in een geval bevindt waar een toepassing van de strafwetten de uitoefening van zijn ambt beletten;
- 12° wanneer het personeelslid in een toestand van blijvende arbeidsongeschiktheid verkeert, erkend overeenkomstig de wet of het reglement en die hem belet zijn ambt op een degelijke wijze uit te oefenen;
- 13° wanneer het personeelslid, nadat hij terug in actieve dienst werd geroepen, zonder geldige redenen weigert de door de inrichtende macht toegewezen betrekking te bekleden;
- 14° op het ogenblik van de opruststelling wegens het bereiken van de pensioensgerechtigde leeftijd;
- 15° op de dag dat wordt vastgesteld dat het personeelslid aangeworven werd zonder de statutaire regels na te leven;
- 16° op de dag dat het personeelslid in deze betrekking in vast verband wordt aangeworven.

Onderafdeling II. — Het einde van de overeenkomst met wederzijds akkoord

Artikel 71quinquies. De overeenkomst met de personeelsleden kan met wederzijds akkoord van de partijen worden beëindigd.

In dit geval wordt dit vastgelegd in een geschrift dat door beide partijen wordt ondertekend en gedateerd. Dit geschrift vermeldt de datum van het einde van de overeenkomst.

Onderafdeling III. — Het einde van de overeenkomst wegens ontslag van het personeelslid

Artikel 71sexies. Een personeelslid kan eenzijdig de overeenkomst opzeggen mits inachtneming van een opzegtermijn van acht dagen.

Onderafdeling IV. — Het einde van de overeenkomst wegens ontslag met opzegtermijn

Artikel 71septies. § 1. Behalve wanneer hij aangeworven is door de inrichtende macht op grond van zijn rangschikking in groep 1 bedoeld in artikel 34, § 1, tweede lid, 1°, bij deze inrichtende macht, kan het personeelslid ontslagen worden mits een met redenen omklede opzegtermijn van veertien dagen. Het personeelslid wordt vooraf uitgenodigd om zich te laten horen. De oproeping tot de hoorzitting alsook de redenen waarom de inrichtende macht overweegt het personeelslid te ontslaan moeten hem minstens vijf werkdagen voor de hoorzitting ter kennis worden gebracht, hetzij bij aangetekend schrijven met bewijs van ontvangst, hetzij door ontvangst van een brief dat onderhands wordt overhandigd met bewijs van ontvangst. Tijdens de hoorzitting kan het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger gekozen onder de personeelsleden in actieve dienst of met rust uit het gesubsidieerd vrij onderwijs of door een vertegenwoordiger van een representatieve vakorganisatie. De procedure wordt geldig voortgezet wanneer het wettig opgeroepen personeelslid niet verschijnt op de hoorzitting of er niet vertegenwoordigd is.

Wanneer hij door de inrichtende macht aangeworven is in een tijdelijk vacante betrekking op grond van zijn rangschikking in groep 1 bedoeld in artikel 34, § 1, tweede lid, 1°, bij deze inrichtende macht, kan het personeelslid ontslagen worden door deze inrichtende macht mits een opzegtermijn van veertien dagen in acht te nemen, voor zover de bevoegde raad van beroep vooraf een met redenen omkleed advies heeft uitgebracht.

Wanneer hij door de inrichtende macht aangeworven is in een definitief vacante betrekking op grond van zijn rangschikking in groep 1 bedoeld in artikel 34, § 1, tweede lid, 1°, bij deze inrichtende macht, kan het personeelslid ontslagen worden mits een opzegtermijn van drie maand in acht te nemen, voor zover de bevoegde raad van beroep vooraf een met redenen omkleed advies heeft uitgebracht.

§ 2. In de gevallen bedoeld in § 1, tweede en derde lid, bezorgt de inrichtende macht het personeelslid onmiddellijk een afschrift van het verzoek om advies bij de raad van beroep.

De raad van beroep bezorgt zijn met redenen omkleed advies aan de inrichtende macht binnen vijfenveertig dagen vanaf de ontvangst van het verzoek door de inrichtende macht.

De inrichtende macht vermeldt desgevallend de redenen waarom het advies niet werd gevolgd.

§ 3. Het personeelslid en de inrichtende macht worden gehoord door de raad van beroep.

Het personeelslid kan zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een vertegenwoordiger van een representatieve vakorganisatie, door een advocaat of door een verdediger gekozen onder de personeelsleden in actieve dienst of met rust van het gesubsidieerd vrij onderwijs.

De inrichtende macht kan zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, een verdediger gekozen onder de leden van een inrichtende macht van een inrichting van hetzelfde karakter of door een afgevaardigde van een vereniging die de belangen van de inrichtende machten verdedigt.

Het niet verschijnen van het personeelslid of van diens vertegenwoordiger alsook het niet verschijnen van de inrichtende macht of diens vertegenwoordiger op de vergadering belet de raad van beroep niet een uitspraak te doen.

§ 4. Wanneer het gaat om een leraar of leermeester godsdienst, is de toestemming van de bevoegde overheid van de eredienst steeds vereist.

Onderafdeling V. — Het einde van de overeenkomst door ontslag zonder opzegtermijn wegens zware fout

Artikel 71*octies*. § 1. De inrichtende macht kan elk tijdelijk aangeworven personeelslid zonder opzegtermijn ontslaan wegens zware fout.

Wordt beschouwd als een zware fout, iedere fout die een verdere professionele samenwerking tussen het personeelslid en de inrichtende macht onmiddellijk en definitief onmogelijk maakt.

§ 2. Zodra zij kennis neemt van elementen welke zouden kunnen beschouwd worden als een zware fout, nodigt de inrichtende macht het personeelslid via aangetekend schrijven uit op een hoorzitting welke plaats heeft ten vroegste vijf en ten hoogste tien dagen na de verzending van de oproepingsbrief.

§ 3. Als de inrichtende macht, na de hoorzitting, van oordeel is dat er voldoende elementen voor een zware fout aanwezig zijn, kan zij binnen de drie dagen na de hoorzitting overgaan tot het ontslag. Het ontslag gaat vergezeld met het bewijs dat de ten laste gelegde feiten zich werkelijk hebben voorgedaan. Het wordt ter kennis gebracht van de andere partij, hetzij bij deurwaardersexploot, hetzij bij een ter post aangetekend brief, welke ingaat op de derde werkdag na de verzending ervan.

§ 4. Tijdens de hoorzitting kan het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een vertegenwoordiger van een representatieve vakorganisatie, door een advocaat of door een verdediger gekozen onder de personeelsleden in actieve dienst of met rust van het gesubsidieerd vrij onderwijs.

*Afdeling III.* — Het einde van de overeenkomst van de personeelsleden die tijdelijk aangeworven zijn in een selectie- of bevorderingsambt

Artikel 71*nonies*. De overeenkomsten gesloten met de personeelsleden die tijdelijk aangeworven zijn in een selectie- of bevorderingsambt lopen ten einde :

- ambtshalve overeenkomstig artikel 71*quater*, met uitzondering van 4°;
- bij wederzijds akkoord overeenkomstig artikel 71*quinquies*;
- bij ontslag overeenkomstig artikel 71*sexies*;
- bij ontslag met opzegtermijn overeenkomstig artikel 71*septies*, § 1, eerste lid;
- bij ontslag zonder opzegtermijn wegens zware fout overeenkomstig artikel 71*octies*.

*Afdeling IV.* — Het einde van de overeenkomst van de in vast verband aangeworven personeelsleden

Onderafdeling I. — Het ambtshalve einde van de overeenkomsten

Artikel 72. § 1. De overeenkomsten met de in vast verband aangeworven personeelsleden lopen ten einde zonder opzegtermijn :

1° wanneer deze niet langer voldoen aan volgende voorwaarden :

- a) Belg zijn of onderdaan van een lidstaat van de Europese Unie, behalve afwijking toegestaan door de Regering;
- b) de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- c) aan de dienstplichtwetten voldoen;

2° wanneer deze, na een gewettigde afwezigheid, zonder geldige redenen nalaten hun werk te hervatten en afwezig blijven gedurende een ononderbroken periode van meer dan tien dagen;

3° wanneer deze zonder geldige redenen hun werk verlaten en afwezig blijven gedurende een ononderbroken periode van meer dan tien dagen;

4° wanneer deze zich in een geval bevinden waar een toepassing van de strafwetten de uitoefening van hun ambt beletten;

5° wanneer deze in een toestand van blijvende arbeidsongeschiktheid verkeren, erkend overeenkomstig de wet of het reglement en die hen belet hun ambt op een degelijke wijze uit te oefenen;

6° wanneer deze, nadat zij terug in actieve dienst werden geroepen, zonder geldige redenen weigeren de door de inrichtende macht toegewezen betrekking te bekleden;

7° door de opruststelling wegens het bereiken van de pensioensgerechtigde leeftijd of wegens definitieve lichamelijke ongeschiktheid;

8° door ontslag wegens zware fout, overeenkomstig artikel 73;

9° door ontslag ambtshalve, overeenkomstig artikel 73;

10° wanneer geen enkel beroep werd ingediend tegen de kennisgeving van de vaststelling van een onverenigbaarheid of wanneer een onverenigbaarheid vastgesteld wordt door een vonnis of een definitief arrest van een arbeidsrechtbank; in dit geval loopt de overeenkomst ten einde binnen de tien dagen na de kennisgeving aan het personeelslid van de definitieve beslissing;

11° vanaf het ogenblik dat hun aanwerving in vast verband, welke onwettig bleek, nietig wordt verklaard, voor zover de onwettigheid niet is begaan door de inrichtende macht; in dit geval behoudt het personeelslid de verworven rechten uit zijn vorige wettige toestand.

§ 2. Wanneer de definitieve beëindiging van het ambt leidt tot de toepassing van artikel 10 van de wet van 20 juli 1991 houdende diverse en sociale bepalingen, betaalt de Franse Gemeenschap aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid de in dit artikel bedoelde bijdragen.

#### Onderafdeling II. — Het einde van de overeenkomst met onderlinge toestemming

Artikel 72bis. De overeenkomst met de in vast verband aangeworven personeelsleden kan ten einde lopen wanneer beide partijen hiermee onderling akkoord gaan.

In dit geval wordt dit vastgelegd in een geschrift waarin de datum wordt vermeldt waarop de inrichtende macht en het personeelslid zich akkoord verklaren.

#### Onderafdeling III. — Het einde van de overeenkomst bij ontslag van het personeelslid

Artikel 72ter. Een personeelslid kan eenzijdig de overeenkomst beëindigen mits een opzegtermijn van veertien dagen in acht te nemen.

De opzegtermijn wordt betekend aan de inrichtende macht bij aangetekend schrijven, welk ingaat op de derde werkdag na de verzending ervan. »

**Art. 47.** Artikel 73, § 1, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Als de in vast verband aangeworven personeelsleden verzuimen aan hun plichten, kunnen zij een van volgende tuchtstraffen opgelegd krijgen :

1° de terechtwijzing;

2° de blaam;

3° de inhouding op de wedde;

4° de schorsing bij tuchtmaatregel;

5° de terbeschikkingstelling bij tuchtmaatregel;

6° de disciplinaire degradatie;

7° het ontslag ambtshalve;

8° het ontslag wegens zware fout. »

**Art. 48.** Er wordt in hetzelfde decreet een artikel 73bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 73bis. Geen enkele tuchtstraf kan ingaan vóór de uitspraak ervan.

De disciplinaire maatregel jegens een personeelslid geeft pas aanleiding tot de verwijdering van de betrokkene uit zijn ambt vanaf de derde werkdag na het verstrijken van de termijn voor het indienen van een beroep als het personeelslid er geen indient; of de derde werkdag volgend op de kennisgeving van de definitieve beslissing van de inrichtende macht bedoeld in artikel 74, § 2, in het ander geval. »

**Art. 49.** In artikel 74, § 2, tweede lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd en aangevuld bij decreet van 8 februari 1999, worden de woorden « brengt haar definitieve beslissing ter kennis van het personeelslid en » ingevoegd tussen de woorden « De inrichtende macht » en « vermeldt ».

**Art. 50.** In artikel 80 van hetzelfde decreet worden de woorden « representatieve groeperingen » vervangen door de woorden « vertegenwoordigings- en coördinatiëorganen ».

**Art. 51.** Artikel 81 van hetzelfde decreet, aangevuld door het decreet van 8 februari 1999, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 81. § 1. De Raden van beroep zijn samengesteld :

1° uit een gelijk aantal vertegenwoordigers van de inrichtende machten en van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs. Voor ieder werkend lid zijn er twee plaatsvervangers;

2° uit twee voorzitters en twee plaatsvervangende voorzitters;

3° uit een secretaris en een adjunct-secretaris.

Het aantal leden van iedere Raad van beroep alsook de duur van hun mandaat zijn vastgelegd bij besluit van de Regering; iedere Raad bestaat uit minstens vier werkende leden welke het personeel vertegenwoordigen.

De werkende en plaatsvervangende leden van de Raad van beroep worden benoemd door de Regering op de voordracht van de groeperingen waarvan sprake in artikel 80. Bij ontstentenis van akkoord binnen deze groeperingen, kan de Regering beslissen.

Een van de voorzitters wordt gekozen door de Regering uit de in dienst zijnde of gepensioneerde magistraten. Hij zetelt in elke zaak, behalve wanneer een advies moet worden uitgebracht omtrent het voorlopig verslag bedoeld in artikel 42, § 1, 12°.

De tweede voorzitter wordt door de Regering gekozen, hetzij onder de ambtenaren-generaal, hetzij onder de sociale bemiddelaars. Hij zetelt wanneer een advies moet worden uitgebracht omtrent het voorlopig verslag bedoeld in artikel 42, § 1, 12°.

De Regering duidt een plaatsvervanger aan voor elkeen van voornoemde voorzitters.

§ 2. In afwijking van § 1, 1°, wanneer een advies moet worden uitgebracht omtrent de intrekking van het visum van de autoriteit van de eredienst opgelegd aan een prioritaire tijdelijke of een definitieve, bestaat de Raad van beroep uit drie vertegenwoordigers van de inrichtende machten, uit twee vertegenwoordigers van de autoriteit van de betrokken eredienst en uit vijf vertegenwoordigers van de vakorganisaties bedoeld in artikel 80.

Voor ieder werkend lid zijn er twee plaatsvervaarders.

De vertegenwoordigers van de autoriteit van de eredienst worden benoemd door de Regering op de voordracht van de autoriteit van de betrokken eredienst. »

**Art. 52.** In artikel 83 van hetzelfde decreet, aangevuld door het decreet van 15 april 1995, worden de woorden « van de artikelen 36, 70 en 74 » vervangen door de woorden « van de artikelen 71septies en 74 ».

**Art. 53.** In artikel 88, tweede lid, 5°, van hetzelfde decreet worden de woorden « artikel 73, § 1, 4°, 5° en 6° » vervangen door de woorden « artikel 73, § 1, 4° tot 8° ».

**Art. 54.** In artikel 89 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 1°, worden de woorden « artikel 73, § 1, 4°, 5° en 6° » vervangen door de woorden « artikel 73, § 1, 4° tot 8° »;

2° in het eerste lid, 2°, worden de woorden « van artikel 71, 1°, b) en 4° » vervangen door de woorden « van artikelen 71quater, 8°, b) en 72, § 1, 1°, b) en 4° ».

**Art. 55.** Artikel 91 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 91. § 1. Na raadpleging van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen en van de groeperingen van het personeel van het vrij gesubsidieerd onderwijs, aangesloten bij een vakorganisatie die is vertegenwoordigd in de Nationale Arbeidsraad, stelt de Regering :

1° voor het confessioneel vrij onderwijs :

a) een centrale paritaire commissie in, bevoegd voor alle onderwijsniveaus;

b) andere paritaire commissies in, bevoegd voor een of meer onderwijsniveaus.

2° voor het niet-confessioneel vrij onderwijs :

a) een centrale paritaire commissie in, bevoegd voor alle onderwijsniveaus;

b) andere paritaire commissies in, bevoegd voor een of meer onderwijsniveaus

Het besluit van de Regering tot instelling van een paritaire commissie vermeldt de benaming, de bevoegdheid en de samenstelling van de paritaire commissie.

§ 2. De vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten zenden de lijst van de inrichtende machten die zij vertegenwoordigen naar de centrale paritaire commissie van hun karakter.

De inrichtende machten die niet zijn aangesloten bij een van deze organen brengen de voorzitter van de betrokken paritaire commissie op de hoogte van het feit dat ze ervan willen afhangen.

Zoniet beslist de Regering, na elkeen van de paritaire commissie te hebben geraadpleegd, van welke paritaire commissie de betrokken inrichtende macht afhangt. »

**HOOFDSTUK II. — Wijzigingen aan het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en buitengewoon kleuter- en lager onderwijs**

**Art. 56.** In artikel 2 van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en buitengewoon kleuter- en lager onderwijs wordt een § 6 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 6. OE : het overlegorgaan voor de entiteit waarvan de samenstelling en de werkingsregels geregeld worden door het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 1 oktober 1998 tot toepassing van artikel 25 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs en tot wijziging van de onderwijswetgeving wat betreft het confessioneel vrij onderwijs en door het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 4 januari 1999 tot toepassing, in het niet-confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs, van artikel 25 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs en tot wijziging van de onderwijswetgeving wat betreft het niet-confessioneel vrij onderwijs. »

**Art. 57.** In de titel van hoofdstuk II van hetzelfde besluit worden de woorden « en aan het OE » ingevoegd na de woorden « aan de inrichtende machten ».

**Art. 58.** In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een § 3bis ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3bis. Elke inrichtende macht moet aan het OE :

1° de lijst bezorgen van de personeelsleden die ter beschikking zijn gesteld wegens ontstentenis van betrekking of die een deel van hun opdracht hebben verloren;

2° de lijst bezorgen van de vacante betrekkingen die zijn ingenomen door leden van het tijdelijk personeel die niet gevrijwaard zijn voor reffectatie;

3° het overzicht bezorgen van de definitief vacante betrekkingen die ze heeft toegewezen door wedertewerkstelling;

4° op zijn verzoek, de lijst bezorgen van alle betrekkingen waarvoor een aanvraag om weddetoelage werd ingediend. »;



2° § 4 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. Het OE bezorgt de regionale reëctatiecommissie :

1° de lijst van de personeelsleden die ter beschikking zijn gesteld wegens ontstentenis van betrekking of die een deel van hun opdracht hebben verloren die het niet heeft kunnen uitputten;

2° de lijst van de vacante betrekkingen, ingenomen door leden van het tijdelijk personeel die niet gevrijwaard zijn voor reëctatie, welke nog blijven bestaan na de uitgevoerde reëctatie;

3° het overzicht van de definitief vacante betrekkingen die de inrichtende macht heeft toegekend door wedertewerkstelling;

4° desgevallend, het proces-verbaal van vaststelling van verdeeldheid bedoeld in artikel 9*bis*, tweede lid, van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 1 oktober 1998 tot toepassing van artikel 25 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs en tot wijziging van de onderwijswetgeving. »

**Art. 59.** In artikel 15 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Moeten niet aan de in hoofdstuk VI bedoelde reëctatiecommissies aangegeven worden, de betrekkingen bekleed door de personeelsleden die :

1° op het einde van het voorgaande schooljaar, 720 dienstdagen telden in het gesubsidieerd vrij onderwijs in een ambt van de betrokken categorie, gespreid over minstens drie schooljaren en berekend volgens de voorwaarden vastgesteld in artikel 29*bis* van het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs;

2° minstens 360 dagen van de 720 vereiste dagen vervuld hebben bij de inrichtende macht. Deze 360 dagen zijn gespreid over minstens twee schooljaren. »;

2° er wordt een § 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. De reëctaties verricht door de OE en de reëctaties en wedertewerkstellingen verricht door de centrale en regionale reëctatiecommissies, uitgezonderd hun verlenging, kunnen een personeelslid de betrekking niet ontnemen welke is bekomen met toepassing van artikel 29*quater*, 2°, van het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs.

De verlenging van de prioritaire affectatie bedoeld in artikel 29*quater*, 2°, van voornoemd decreet heeft voorrang op de verlenging van de reëctatie of van de wedertewerkstelling bedoeld in het eerste lid. »

**Art. 60.** In artikel 16, § 4, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt, tussen het eerste en tweede lid, een lid ingevoegd, luidend als volgt :

« In geval van beroep tegen de reëctatie van het OE, wordt een kopie van de in vorig lid bedoelde kennisgeving door de inrichtende macht bezorgd aan het OE binnen tien kalenderdagen vanaf de ontvangst van de kennisgeving. »;

2° in het vroegere tweede lid, thans het derde lid, worden de woorden « artikel 71, 6° » vervangen door de woorden « artikelen 71*quater*, 13° en 72, § 1, 6° ».

**Art. 61.** In artikel 17 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, 1°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1° de ter beschikking gestelde personeelsleden te reëcteren, door aanstellingen van ambtswege, ofwel door bekrachtiging van de reëctaties die werden uitgevoerd door :

a) de inrichtende machten;

b) het OE;

c) de regionale reëctatiecommissies in het gewoon onderwijs. »;

2° in § 2, eerste lid, worden de woorden « of door het OE overeenkomstig artikel 17*bis* » gevoegd na de woorden « door de inrichtende macht van de scholen ».

**Art. 62.** In hoofdstuk VI van hetzelfde besluit wordt een artikel 17*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 17*bis*. Het OE reëcteert de personeelsleden die nog ter beschikking zijn gesteld bij de entiteit nadat alle inrichtende machten de reëctaties en de wedertewerkstellingen van hun personeel hebben uitgevoerd. »

**HOOFDSTUK III. — Wijzigingen aan het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reëctatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs**

**Art. 63.** In artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reëctatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs, aangevuld door het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 29 augustus 1996, wordt een § 9 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 9. OSSO : het overlegorgaan voor de scholengemeenschappen voor secundair onderwijs waarvan de samenstelling, de bevoegdheden en de werkingsregels zijn vastgelegd bij het koninklijk besluit van 30 maart 1982 betreffende de scholengemeenschappen voor secundair onderwijs en houdende het rationalisatie- en programmatieplan van het secundair onderwijs met volledig leerplan. »

**Art. 64.** In hoofdstuk I van hetzelfde besluit wordt een artikel 2*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 2*bis*. De in dit besluit gebruikte afkorting dient voor de betere leesbaarheid als volgt gelezen :

S.S.O. : scholengemeenschap voor secundair onderwijs. »

**Art. 65.** In de titel van hoofdstuk II van hetzelfde besluit worden de woorden « en aan het OSSO » ingevoegd na de woorden « van de inrichtende machten ».

**Art. 66.** In afdeling 1 van hoofdstuk II van hetzelfde besluit wordt een artikel artikel *7bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *7bis*. Elke inrichtende macht moet aan het OSSO :

1° de lijst bezorgen van de personeelsleden die ter beschikking zijn gesteld bij ontstentenis van betrekking of met gedeeltelijk opdrachtverlies;

2° de lijst bezorgen van de betrekkingen die zijn ingenomen door de leden van het tijdelijk personeel en die niet gevrijwaard zijn voor reffectatie en voor wedertewerkingstelling in de zin van artikel 20;

3° het overzicht bezorgen van de definitief vacante betrekkingen voor minstens de duur van het schooljaar die zij heeft toegewezen via wedertewerkingstelling of door voorlopige terugroeping in actieve dienst;

4° op zijn verzoek, de lijst bezorgen van alle betrekkingen waarvoor een aanvraag tot weddetoelage is ingediend. »

**Art. 67.** Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 8. Het OSSO bezorgt de zonale reffectatiecommissie :

1° de lijst van de personeelsleden die ter beschikking zijn gesteld wegens ontstentenis van betrekking of met gedeeltelijk opdrachtverlies die het niet heeft kunnen uitputten;

2° de lijst van de vacante betrekkingen, ingenomen door leden van het tijdelijk personeel die niet gevrijwaard zijn voor reffectatie, welke nog blijven bestaan na de uitgevoerde reffectatie;

3° het overzicht van de definitief vacante betrekkingen die de inrichtende macht heeft toegekend door wedertewerkingstelling;

4° desgevallend, het proces-verbaal van vaststelling van verdeeldheid bedoeld in artikel *17bis*, § 4, van het koninklijk besluit van 30 maart 1982 betreffende de scholengemeenschappen voor secundair onderwijs en houdende het rationalisatie- en programmatieplan van het secundair onderwijs met volledig leerplan. »

**Art. 68.** Artikel 12, § 1, 3°, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende woorden :

« , gereffecteerd door het OSSO, met uitzondering van het personeel dat bestuursfuncties uitoefent. »

**Art. 69.** In artikel 13, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit, aangevuld door het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 29 augustus 1996, wordt een 3°, ingevoegd, luidend als volgt :

« 3° enkel in het buitengewoon onderwijs, aan ieder personeelslid dat ter beschikking is gesteld wegens ontstentenis van betrekking of met gedeeltelijk opdrachtverlies in hetzelfde ambt in een inrichting die behoort tot hetzelfde C.S.O., gereffecteerd door het OSSO, met uitzondering van het personeel dat een bestuursfunctie uitoefent. »

**Art. 70.** In artikel 39 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Moeten niet aan de door haar in hoofdstuk VII bedoelde reffectatiecommissies aangegeven worden, de betrekkingen bekleed door de personeelsleden die :

1° op het einde van het voorgaande schooljaar, 720 dienstdagen telden in het gesubsidieerd vrij onderwijs, gespreid over minstens drie schooljaren en berekend volgens de voorwaarden vastgesteld in artikel *29bis* van het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs;

2° minstens 360 dagen van de 720 vereiste dagen vervuld hebben in een ambt van de betrokken categorie;

3° minstens 360 dagen van de 720 vereiste dagen vervuld hebben bij de inrichtende macht. Deze 360 dagen zijn gespreid over minstens twee schooljaren. »;

2° er wordt een § 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. De reffectaties verricht door het OSSO en de reffectaties en wedertewerkingstellingen verricht door de centrale en zonale reffectatiecommissies, uitgezonderd hun verlenging, kunnen een personeelslid de betrekking niet ontnemen welke is bekomen met toepassing van artikel *29quater*, 2°, van het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs.

De verlenging van de prioritaire affectatie bedoeld in artikel *29quater*, 2°, van voornoemd decreet heeft voorrang op de verlenging van de reffectatie of van de wedertewerkingstelling bedoeld in het eerste lid. »

**Art. 71.** In artikel 40, § 4, van hetzelfde besluit, gewijzigd en aangevuld door het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 29 augustus 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden « artikel 71, 6° » vervangen door de woorden « artikelen *71quater*, 13° en 72, § 1, 6° » en de woorden « artikel 22, § 2, 4° » vervangen door de woorden « artikel 41, § 2, 4° »;

2° er wordt na het tweede lid een lid toegevoegd, luidend als volgt :

« In geval van beroep tegen de reffectatie van het OSSO, wordt een kopie van de in vorig lid bedoelde kennisgeving door de inrichtende macht bezorgd aan het OSSO binnen tien kalenderdagen vanaf de ontvangst van de kennisgeving. »

**Art. 72.** In artikel 41, § 2, 1°, van hetzelfde besluit worden de woorden « , door het OSSO » ingevoegd tussen de woorden « door de inrichtende machten » en de woorden « en door de zonale reffectatiecommissies bedoeld in artikel 23. »

**Art. 73.** Artikel 42, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd door het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 29 augustus 1996, wordt aangevuld met de woorden « , ofwel door bekrachtiging van de reffectaties die werden uitgevoerd door het OSSO ».

**HOOFDSTUK IV. — Wijzigingen aan het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het gesubsidieerd vrij onderwijs voor sociale promotie**

**Art. 74.** Artikel 16, § 2, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het gesubsidieerd vrij onderwijs voor sociale promotie wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Moeten niet aan de in hoofdstuk VII bedoelde reffectatiecommissies aangegeven worden, de betrekkingen bekleed door de personeelsleden die :

1° op het einde van het voorgaande schooljaar, 720 dienstdagen telden in het gesubsidieerd vrij onderwijs van hetzelfde karakter, gespreid over minstens drie schooljaren en berekend volgens de voorwaarden vastgesteld in artikel 29bis van het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs;

2° minstens 360 dagen van de 720 vereiste dagen vervuld hebben in een ambt van de betrokken categorie;

3° bovendien, minstens 360 dagen van de 720 vereiste dagen vervuld hebben bij de inrichtende macht. Deze 360 dagen zijn gespreid over minstens twee schooljaren. »

**HOOFDSTUK V. — Wijzigingen aan het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 oktober 1998 tot toepassing van artikel 25 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs en wijziging van de onderwijswetgeving**

**Art. 75.** Artikel 3, § 1, eerste lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 oktober 1998 tot toepassing van artikel 25 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs en wijziging van de onderwijswetgeving wordt aangevuld met de volgende zin :

« Ieder werkend lid heeft een plaatsvervanger. »

**Art. 76.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 9bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 9bis. Het overlegorgaan is bevoegd in statutaire aangelegenheden, ook voor het buitengewoon onderwijs, in de gevallen bedoeld in het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs en in het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtweddetoelage in het gewoon en buitengewoon, gesubsidieerd vrij kleuter- en lager onderwijs.

In het raam van de beslissingsbevoegdheid die voortvloeit uit voormeld besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 28 augustus 1995 wordt elke beslissing genomen bij tweederde meerderheid van zowel de vertegenwoordigers van de inrichtende macht als van vertegenwoordigers van het personeel. Als deze dubbele meerderheid niet gehaald wordt, wordt het niet-akkoord vastgesteld en worden de standpunten van beide partijen verzonden aan de regionale reffectatiecommissie die beslist.

In het raam van de controlebevoegdheid die voortvloeit uit voormeld decreet van 1 februari 1993, wordt het verslag waarin de besluiten staan van de werkzaamheden van het overlegorgaan alsook de eventuele uiteenlopende standpunten, aangenomen bij tweederde meerderheid van zowel de vertegenwoordigers van de inrichtende machten als van de vertegenwoordigers van het personeel. »

**Art. 77.** In artikel 10 van hetzelfde besluit wordt het woord « regelmatig » geschrapt.

**HOOFDSTUK VI. — Wijzigingen aan het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 januari 1999 tot toepassing, in het niet-confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs, van artikel 25 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving**

**Art. 78.** In artikel 3, § 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 januari 1999 tot toepassing, in het niet-confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs, van artikel 25 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving wordt na het eerste lid een lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Ieder werkend lid heeft een plaatsvervanger. »

**Art. 79.** In artikel 8, 1°, van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel 8 » vervangen door de woorden « artikel 7 ».

**Art. 80.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 8bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 8bis. Het overlegorgaan is bevoegd in statutaire aangelegenheden, ook voor het buitengewoon onderwijs, in de gevallen bedoeld in het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs en in het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtweddetoelage in het gewoon en buitengewoon, gesubsidieerd vrij kleuter- en lager onderwijs.

In het raam van de beslissingsbevoegdheid die voortvloeit uit voormeld besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 28 augustus 1995 wordt elke beslissing genomen bij tweederde meerderheid van zowel de vertegenwoordigers van de inrichtende macht als van vertegenwoordigers van het personeel. Als deze dubbele meerderheid niet gehaald wordt, wordt het niet-akkoord vastgesteld en worden de standpunten van beide partijen verzonden aan de regionale reffectatiecommissie die beslist.

In het raam van de controlebevoegdheid die voortvloeit uit voormeld decreet van 1 februari 1993, worden de besluiten van de werkzaamheden van het overlegorgaan aangenomen bij tweederde meerderheid van zowel de vertegenwoordigers van de inrichtende machten als van de vertegenwoordigers van het personeel. »

**Art. 81.** In artikel 9 van hetzelfde besluit wordt het woord « regelmatig » geschrapt.

HOOFDSTUK VII. — *Wijzigingen aan de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen in de onderwijswetgeving*

**Art. 82.** In artikel 3, § 2, zevende lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen in de onderwijswetgeving worden de woorden « Hij kan dit aantal slechts wijzigen na eensluitend advies van de Planningscommissie » geschrapt.

HOOFDSTUK VIII. — *Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 30 maart 1982 betreffende de scholengemeenschappen voor secundair onderwijs en houdende het rationalisatie- en programmatieplan van het secundair onderwijs met volledig leerplan*

**Art. 83.** In artikel 1 van het koninklijk besluit van 30 maart 1982 betreffende de scholengemeenschappen voor secundair onderwijs en houdende het rationalisatie- en programmatieplan van het secundair onderwijs met volledig leerplan worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « en het alternerend onderwijs » gevoegd na de woorden « met volledig leerplan »;

2° het tweede lid wordt opgeheven.

**Art. 84.** In artikel 17, 1°, c), van hetzelfde besluit worden de woorden « 125 » vervangen door de woorden « 50 ».

**Art. 85.** In hoofdstuk II van hetzelfde besluit wordt een artikel 17bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 17bis. § 1. In het gesubsidieerd vrij onderwijs wordt een overlegorgaan opgericht tussen de inrichtende machten en de representatieve vakorganisaties op het niveau van de scholengemeenschap voor secundair onderwijs.

Dit overlegorgaan is bevoegd in statutaire aangelegenheden in de gevallen bedoeld in het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs en in het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtweddetoe-lage in het gesubsidieerd vrij kunstonderwijs en gewoon en buitengewoon secundair onderwijs.

§ 2. Ieder overlegorgaan bestaat uit zes stemgerechtigde vertegenwoordigers van de inrichtende machten en zes stemgerechtigde vertegenwoordigers van het personeel.

Ieder werkend lid heeft een plaatsvervanger.

Het overlegorgaan wordt voorgezeten door een vertegenwoordigers van de inrichtende macht die, uit hun midden, gekozen wordt door de delegatie van de inrichtende machten. Het secretariaat van het overlegorgaan wordt toevertrouwd aan een lid van de vakbondsdelegatie.

De algemene overlegvergadering omvat alle inrichtende machten en alle vakbondsdelegaties van de secundaire onderwijsgemeenschap. Ze wordt voorgezeten door de voorzitter van het overlegorgaan.

§ 3. De vertegenwoordigers van de inrichtende machten in het overlegorgaan worden aangesteld door het comité van afgevaardigden van de inrichtende machten van de scholengemeenschap voor secundair onderwijs.

De vertegenwoordigers van het personeel in het overlegorgaan worden aangesteld volgens de wijzen bepaald door de Regering op de voordracht van de personeelsgroeperingen van het vrij gesubsidieerd onderwijs, aangesloten bij een vakorganisatie die zetelt in de Nationale Arbeidsraad.

§ 4. In het raam van de beslissingsbevoegdheid die voortvloeit uit voormeld besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 28 augustus 1995 wordt elke beslissing genomen bij tweederde meerderheid van zowel de vertegenwoordigers van de inrichtende macht als van vertegenwoordigers van het personeel. Als deze dubbele meerderheid niet gehaald wordt, wordt het niet-akkoord vastgesteld en worden de standpunten van beide partijen verzonden aan de zonale reffectatiecommissie die beslist.

§ 5. In het raam van de controlebevoegdheid die voortvloeit uit voormeld decreet van 1 februari 1993, wordt het verslag waarin de besluiten bestaan van de werkzaamheden van het overlegorgaan, en ook de eventuele uiteenlopende standpunten, aangenomen bij tweederde meerderheid van zowel de vertegenwoordigers van de inrichtende machten als van de vertegenwoordigers van het personeel.

§ 6. Het overlegorgaan komt bijeen op initiatief van de voorzitter of op verzoek van minstens tweederde van de vertegenwoordigers van de inrichtende machten of van het personeel.

§ 7. De algemene overlegvergadering komt eenmaal per jaar bijeen op initiatief van haar voorzitter. De vergadering kan een tweede maal samengeroepen worden door de voorzitter op verzoek van minstens tweederde van de vertegenwoordigers van de inrichtende machten of van het personeel. »

HOOFDSTUK IX. — *Wijzigingen aan het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie*

**Art. 86.** Artikel 18, derde lid, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie wordt vervangen door de volgende bepaling :

« In het gesubsidieerd vrij onderwijs wordt de voorrang bedoeld in artikel 29quater, 2°, van het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs gegeven aan de leden van het personeel die aangeworven zijn in een wervingsambt en die, gedurende minstens tien jaar, in dienst zijn geweest in een inrichting bedoeld in artikel 4 alsook deze bedoeld in artikel 64. ».

HOOFDSTUK X. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 87.** De ondernemingsraad, het plaatselijk overlegorgaan of, bij ontstentenis, de inrichtende macht samen met de vakbondsdelegatie, kunnen, wat betreft de anciënniteit vereist in het raam van het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, de diensten valideren die zijn gepresteerd vóór de inwerkingtreding van dit decreet, hetzij als gesubsidieerd contractueel ambtenaar, hetzij in een ambt ten laste van de inrichtende macht, voor zover het personeelslid een ambt heeft uitgeoefend dat gelijk staat met een ambt dat in aanmerking komt voor een toelage en voor zover hij alle voorwaarden vervult bedoeld in artikel 30 van voornoemd decreet.



**Art. 88.** Wanneer een betrekking moet worden toegewezen welke, tijdens de periode tussen 1 januari en 30 juni 2003, definitief of tijdelijk vacant is geworden voor een ononderbroken periode van minstens vijftien weken, is de voorwaarde van de kandidaatstelling overeenkomstig artikel 34bis niet van toepassing ingeval artikel 29quater, 6°, 7°, 11° en 12° van toepassing is.

**Art. 89.** Tot en met 31 december 2003 zijn, voor het gewoon en buitengewoon basis- en secundair onderwijs, de meest representatieve groeperingen van de inrichtende machten bedoeld in artikel 80 van voornoemd decreet van 1 februari 1993 de organen die zijn erkend als vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten met toepassing van artikel 74, § 1, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

**Art. 90.** Artikel 91 van het decreet van 1 februari 1993 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 91. § 1. Na raadpleging van de meest representatieve groeperingen van de inrichtende machten en van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen en van de groeperingen van het personeel van het vrij gesubsidieerd onderwijs, aangesloten bij een vakorganisatie die is vertegenwoordigd in de Nationale Arbeidsraad, stelt de Regering :

1° voor het confessioneel vrij onderwijs :

- a) een centrale paritaire commissie in, bevoegd voor alle onderwijsniveaus;
- b) andere paritaire commissies in, bevoegd voor een of meer onderwijsniveaus.

2° voor het niet-confessioneel vrij onderwijs :

- a) een centrale paritaire commissie in, bevoegd voor alle onderwijsniveaus;
- b) andere paritaire commissies in, bevoegd voor een of meer onderwijsniveaus

Het besluit van de Regering tot instelling van een paritaire commissie vermeldt de benaming, de bevoegdheid en de samenstelling van de paritaire commissie.

§ 2. De meest representatieve groeperingen van de inrichtende machten zenden de lijst van de inrichtende machten die zij vertegenwoordigen naar de centrale paritaire commissie van hun karakter.

De inrichtende machten die niet zijn aangesloten bij een van deze organen brengen de voorzitter van de betrokken paritaire commissie op de hoogte van het feit dat ze ervan willen afhangen.

Zoniet beslist de Regering, na elkeen van de paritaire commissies te hebben geraadpleegd, van welke paritaire commissie de betrokken inrichtende macht afhangt.

§ 3. In het gewoon en buitengewoon basis- en secundair onderwijs zijn de meest representatieve groeperingen van de inrichtende machten, vermeld in voorgaande paragrafen, de organen die zijn erkend als vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten met toepassing van artikel 74 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren. »

**Art. 91.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2003, met uitzondering van artikelen 50 en 55 welke in voege treden op 1 januari 2004 en van artikel 90 welk in voege treedt op 1 januari 2003 en zal ophouden te bestaan op 31 december 2003.

Verkondigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, 19 december 2002.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,  
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,  
de Opvang en de opdrachten toegewezen aan de « ONE »,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,  
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie  
en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,  
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,  
Mevr. N. MARECHAL.

—  
Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*

*Stukken van de Raad.* — Ontwerpdecreet, nr. 330-1. — Commissieamendementen, nr. 330-2. — Verslag, nr. 330-3. *Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 11 december 2002.